

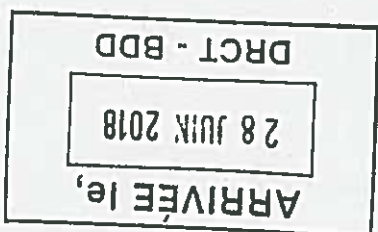
PRESCRITE par ARRETE de M. le PREFET des COTES D'ARMOR du 16 mars 2018

ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE du 24 avril au 30 mai 2018

LES ESTUAIRES DU TRIEUX ET DU JAUDY

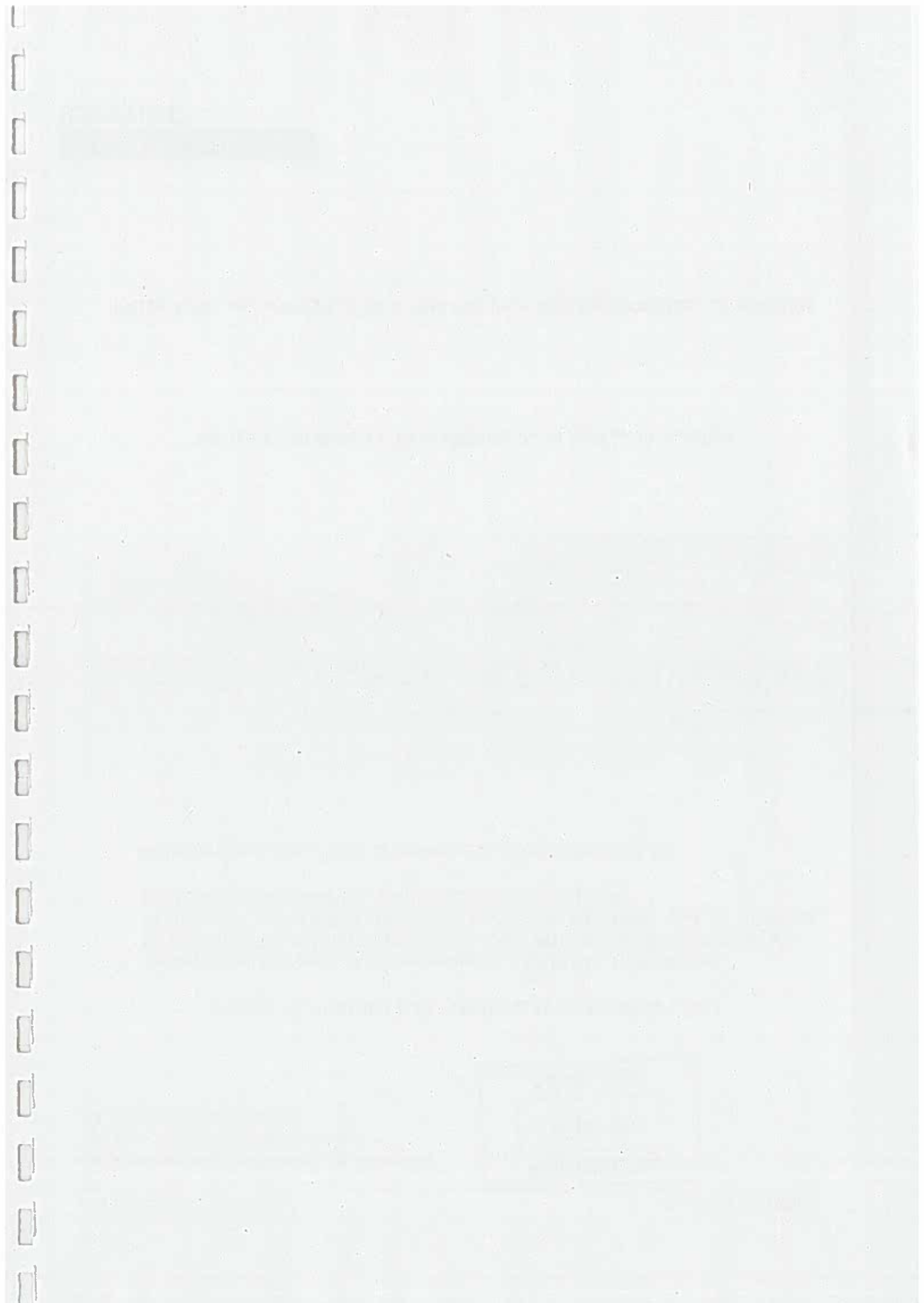
- de l'inscription d'un site sur la commune de POMMERIT-JAUDY.
 - désinscription de sites dans les communes de KERBORS, LANMODEZ, LEZARDRIEUX, MINIHY-TREGUIER, PAIMPOL, PENVENAN, PLEUBIAN, PLEUDANIEL, PLOEZAL, PLOUBAZLANEC, PLOUGRESCANT, PLOUGUIEL, PLOURIVO, PONTRIEUX, TREDARZEC et TREGUIER.
- ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE SUR LE PROJET DE :

Mme Marie-France GRANVILLE, Présidente
M. Jean-Jacques TREMEL, Membre
M. Hervé NICOL, Membre



dossier n° E 180031

La Commission d'enquête :



SOMMAIRE du RAPPORT d'ENQUÊTE :

CHAPITRE 1 – GENERALITES :

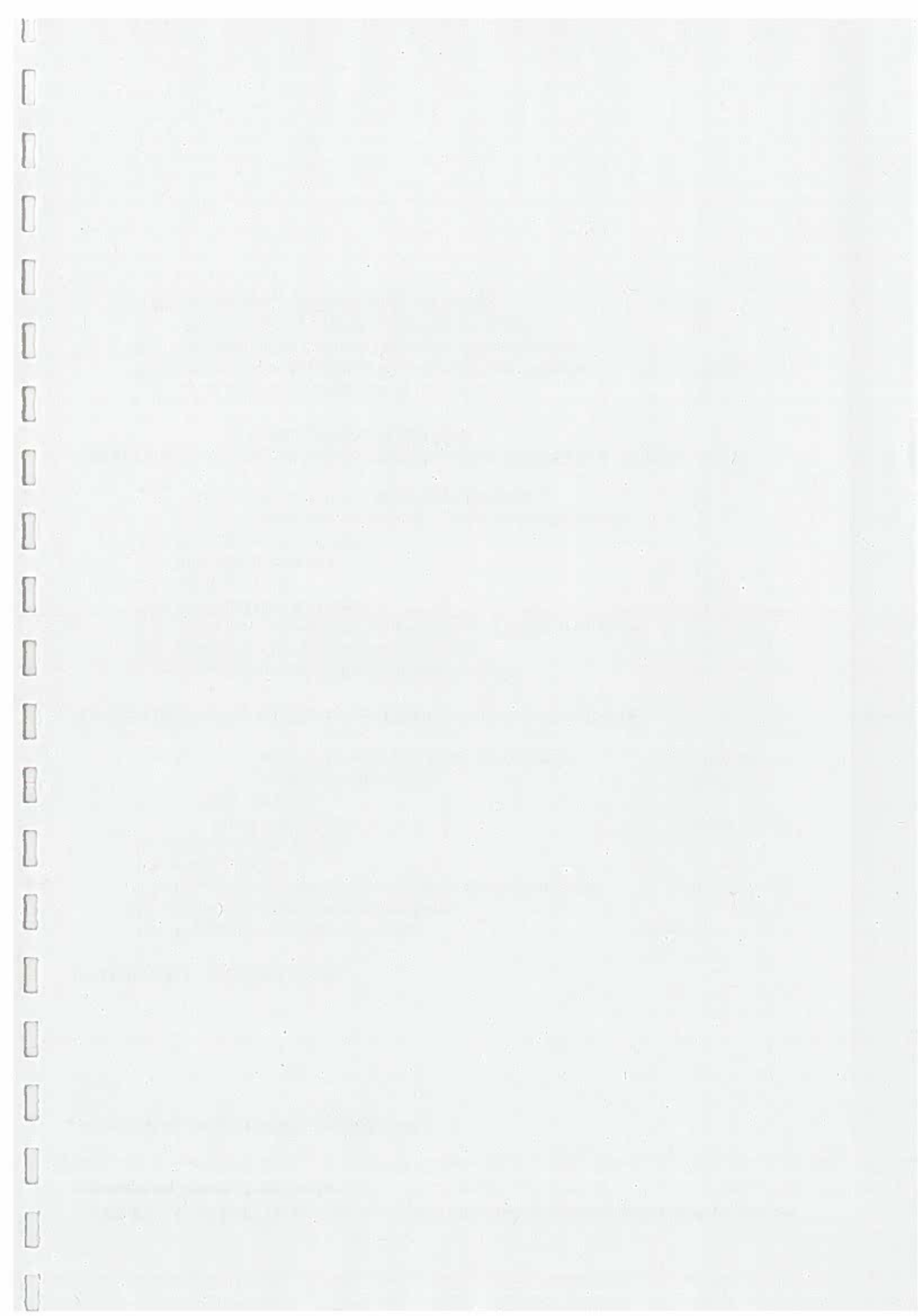
1.1 - Présentation du Maître d'Ouvrage	2
1.2 - Objet de l'enquête publique conjointe	2
1.3 - Exposé des caractéristiques, enjeux et objectifs du projet	3 et 4
1.4 - Cadre juridique	5
1.5 - Documents du dossier	6 et 7
1.5-1 : Composition :	
1.5-2 : Analyse :	
- communes concernées	8 et 9
- analyse des secteurs d'étude par commune	10 à 30

CHAPITRE 2 – ORGANISATION et DEROULEMENT de l'ENQUÊTE :

2.1 – Prescription d'une enquête publique conjointe	30
2.2 – Désignation de la Commission d'enquête	30
2.3 - Préparation de l'enquête : rencontre avec le Maître d'Ouvrage	31
2.4 - Modalités d'organisation	31
2.5 - Visite des lieux	32
2.6 - Publicité de l'enquête	32
2.7 - Déroulement de l'enquête :	
2.5-1 : Considérations générales – tenue des permanences	33
2.5-2 : Réunions de la Commission d'enquête	34

CHAPITRE 3 – EXPRESSIONS des PERSONNES PUBLIQUES, du PUBLIC et de la COMMISSION d'ENQUÊTE :

3.1 – Bilan de la concertation (au 31 décembre 2017)	34
3.2 - Observations du public et de la Commission d'enquête	35 à 40
3.3 - Notification du P.V. de synthèse des observations au Maître d'Ouvrage par la Commission d'enquête	41
3.4 - Mémoire en réponse du Maître d'Ouvrage	41



RAPPORT de la COMMISSION D'ENQUÊTE

Chapitre 1 - GENERALITES

1.1 Présentation du Maître d'Ouvrage :

Le maître d'Ouvrage est :

M Le Préfet des Côtes d'Armor
Place du Général de Gaulle
22023 SAINT BRIEUC Cedex

1.2 - Objet de l'enquête conjointe :

La présente enquête publique concerne le projet :

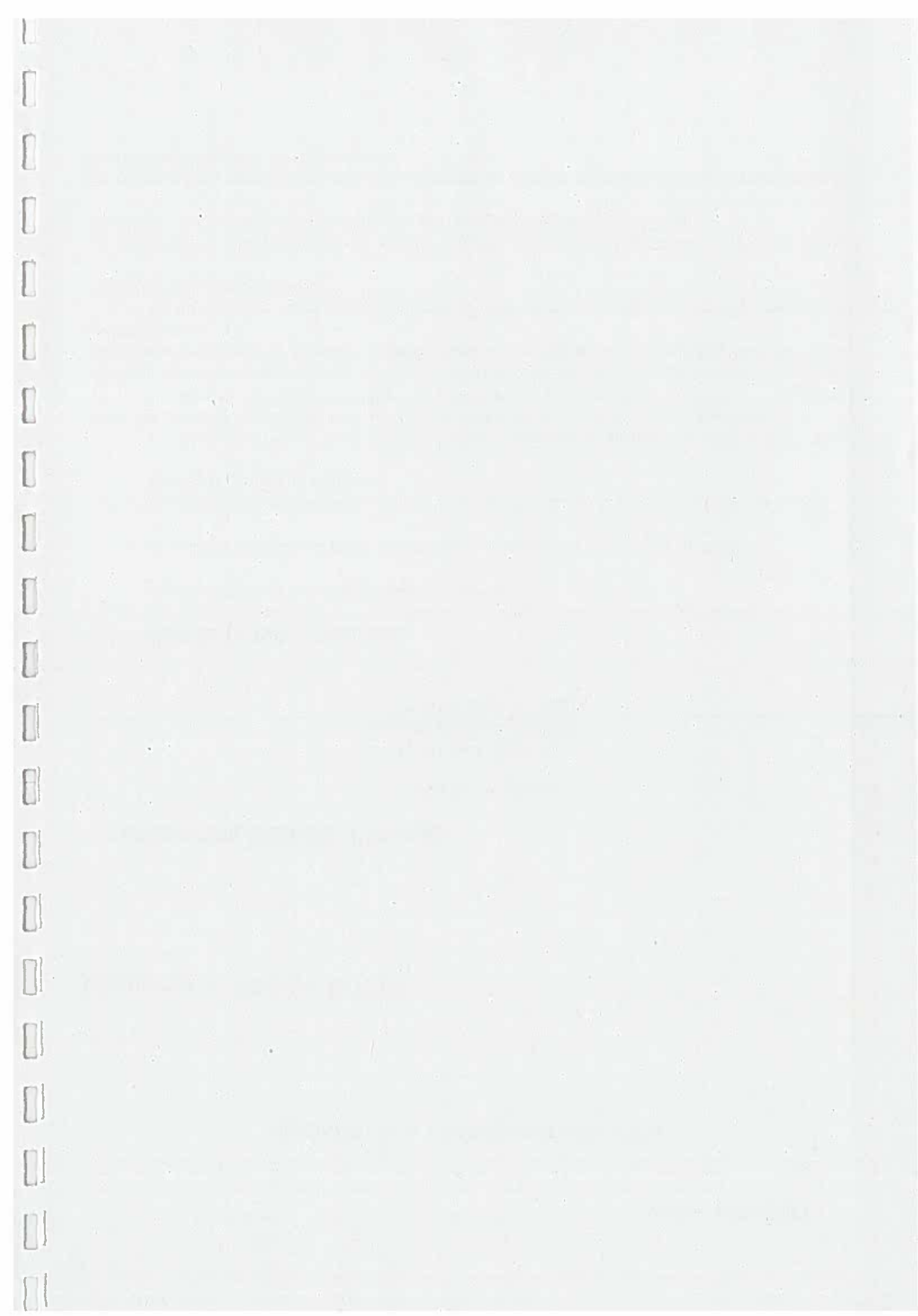
- de désinscription d'une partie du site inscrit des estuaires du Trieux et du Jaudy.

- d'inscription d'un secteur qui mérite d'être valorisé, inclus dans le périmètre du site classé lui-même contigu au site inscrit.

Le secteur du Trégor Goëlo bénéficie depuis les arrêtés ministériels de 1965 et 1974 d'un vaste site inscrit d'une surface approximative de 16000 ha au titre de la loi du 2 mai 1930. La présente démarche fait suite à la procédure de classement qui a abouti le 2 décembre 2016 par la publication du décret, qui a identifié au sein du périmètre inscrit les secteurs méritant une reconnaissance pour la qualité emblématique de ses paysages, pour environ 4600 ha sur la partie terrestre. Le bilan du site inscrit se poursuit par la présente enquête publique conjointe qui a pour objet (hors périmètre classé) :

➤ De proposer la désinscription de secteurs dégradés ou faisant l'objet d'une double protection, notamment au titre du code du patrimoine, qui représente une surface de 1424 ha.

➤ D'inscrire un secteur bâti isolé sans protection au sein du site classé, dont les caractéristiques patrimoniales méritent d'être reconnues.



1.3 - Exposé des caractéristiques, enjeux et objectifs des projets :

La convention européenne du paysage, dite convention de Florence, entrée en vigueur en France le 1^{er} juillet 2006 et publiée au journal officiel le 22 décembre 2006 donne comme définition : "paysage" désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et ou humains et de leurs interrelations.

HISTORIQUE ET CONTEXTE DU PROJET

Parmi les grands sites d'intérêt national de Bretagne, figurent principalement les sites littoraux, les îles et les sites de transition terre-mer, représentés par les estuaires, les abers ou rias qui forment des bras de mer qui s'engouffrent dans la terre et découpent le littoral de la Bretagne en particulier sur la côte nord.

C'est le cas des estuaires du Trieux et Jaudy dont le territoire et ses abords entre Penvenan et Paimpol, présentent un intérêt paysager qui a justifié des mesures d'inscription par arrêtés ministériels des 25, 26 mai et 10 novembre 1965 et 25 février 1974 au titre de la loi du 2 mai 1930. La protection a été mise en place dans un contexte de protection d'une grande zone littorale naturelle du Trégor formant une unité géographique caractéristique, intégrant le littoral entre Penvenan et Plouha et les estuaires du Jaudy, du Guindy, du Trieux et du Leff, d'une grande sensibilité et d'une beauté paysagère.

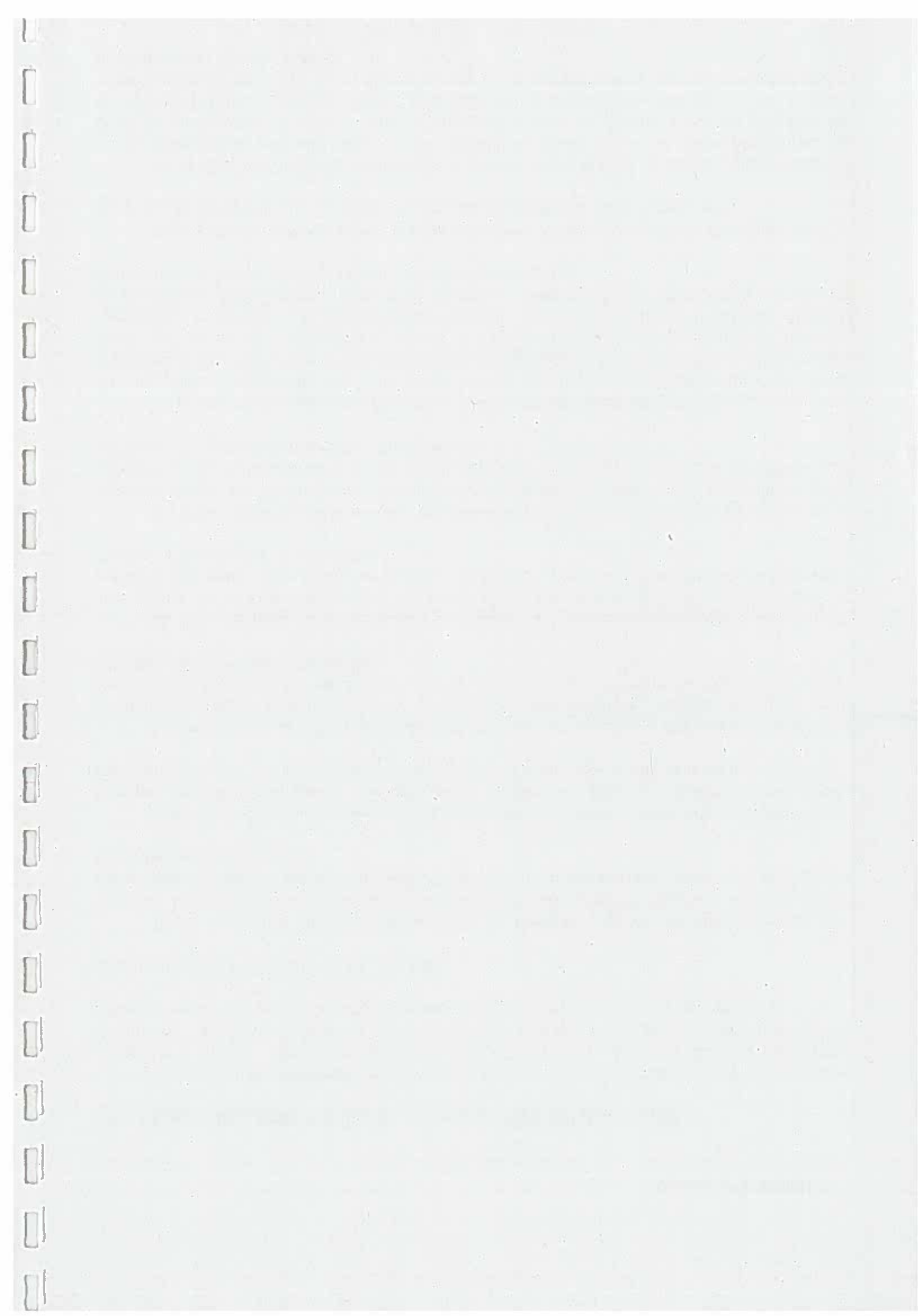
La mise en place de cette protection a permis à l'Etat d'exercer depuis cette date une surveillance sur ce vaste territoire mais le caractère peu contraignant de l'outil n'a cependant pas permis d'atteindre les objectifs de présentation souhaités en particulier pour lutter contre la pression foncière et le mitage de l'urbanisation.

Le bilan, réalisé après la mise en place du site inscrit dans le cadre des orientations de la circulaire du 11 mai 2007 relative à l'évolution de la politique des sites inscrits, a permis de mettre en évidence les parties de sites restées très naturelles et identifiées comme étant insuffisamment protégées, à classer en priorité et les plus dégradés.

La procédure de classement des secteurs présentant des caractéristiques paysagères pouvant être qualifiées d'emblématiques, a été engagée et a abouti par la publication du décret du 2 décembre 2016 portant classement parmi les sites du département des Côtes d'Armor de l'ensemble formé par les estuaires du Trieux et du Jaudy, sur le site territoire des communes de Kerbors, Lamodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguisel, Plourivo, Pomerit-Jaudy, Pouldouran, Quemper-Guézennec, La Roche-Derrien, Trédarzec, Tréguier et Troguéry.

Cette partie de territoire bénéficie désormais d'une reconnaissance d'intérêt national pour ces paysages d'exception, par l'intérêt principalement pittoresque qu'ils représentent.

Le bilan du site inscrit doit maintenant se poursuivre par la mise en oeuvre d'une procédure de désinscription en particulier des secteurs dégradés ou concernés par une protection au titre du code du patrimoine, identifiés à titre d'information dans le dossier d'enquête publique du classement. Elle peut également intégrer à ce stade, les secteurs à enjeux méritant la mise en place d'une protection permettant de les valoriser, c'est le cas du petit secteur proposé en inscription sur la commune de Pomerit-Jaudy.



La procédure entre dans le champ d'application de l'article 168 de la loi 2016-1087 du 2 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, codifié à l'article L.341-1-2 du code de l'environnement qui dispose en effet que les monuments naturels ou les sites inscrits existants avant la publication de la loi, doivent faire l'objet avant le 1^{er} janvier 2026 selon leur état de conservation, soit d'une mesure de classement, d'un maintien en site inscrit ou de la fin de l'inscription.

CARACTERISTIQUES, ENJEUX ET OBJECTIFS

En Côtes-d'Armor comme ailleurs, les sites inscrits ont souvent démontré leur grande fragilité face aux pressions immobilières qui caractérisent les espaces très convoités en particulier le long du littoral.

L'étalement des constructions pavillonnaires s'y est accéléré ces dernières années conduisant à la dégradation ou à la « banalisation » de parties importantes de secteurs protégés, parfois localisés à proximité de sites d'intérêt majeur.

Les propositions identifient les secteurs dont l'évolution n'a pas permis de conserver leur identité d'origine et qui ont perdu leur intérêt paysager et/ou patrimonial.

Elles s'attachent aussi à conserver des parties inscrites de secteurs qui sans être dégradés, ne présentent pas suffisamment d'intérêt pour être classés. Ils peuvent être maintenus en périphérie des espaces naturels les plus remarquables et/ou constituer utilement des zones de transition avec les limites du paysage emblématique.

Ainsi le présent dossier a pour objet de porter à connaissance du public les parties de territoire dont la désinscription est envisagée.

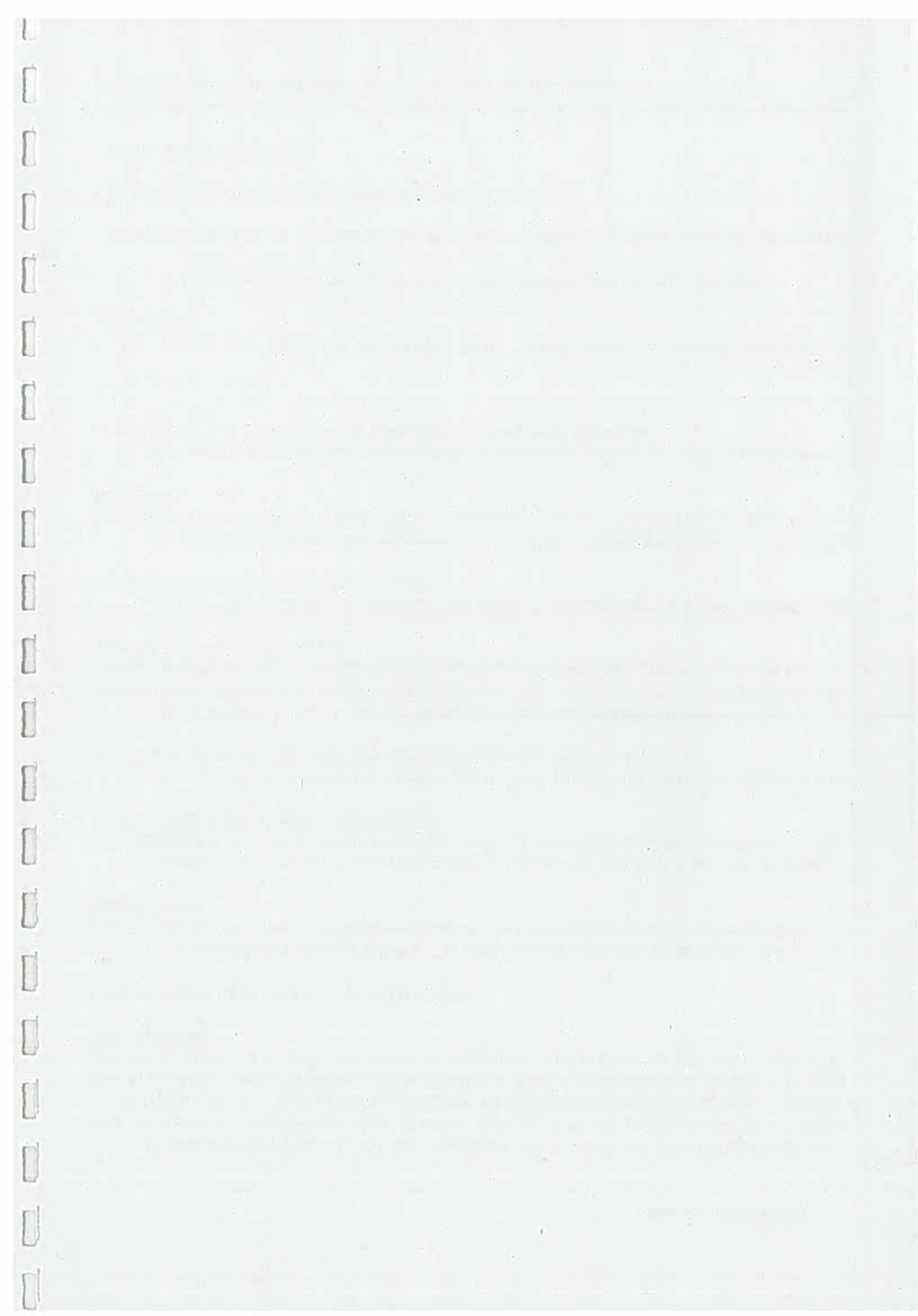
Sur la base des secteurs identifiés et portés à titre d'information dans le dossier de l'enquête de classement, 40 secteurs répartis sur 17 communes, ont fait l'objet d'une analyse fine en distinguant :

- Les secteurs soumis à plusieurs réglementations notamment au titre du code du patrimoine en particulier les Sites Patrimoniaux Remarquables et Monuments historiques,
- Les secteurs dégradés,
- Un secteur sans protection qui mérite d'être valorisé pour ses qualités paysagères et patrimoniales.

Les principes de délimitation proposés ont d'une manière générale pris en compte :

- le contexte paysager des secteurs en liens avec les particularités des unités paysagères concernées,
- le contexte et les protections environnementales inventoriées,
- les documents d'urbanisme,

• l'évolution du site à l'aide d'un diagnostic de terrain (repérage des extensions urbaines, évolution des espaces ruraux, développement des zones d'activités, banalisation de l'espace agricole.....).



La finalisation de cette étape mettra un terme au bilan effectué du site inscrit et aura permis :

► d'identifier les parties de territoire pouvant être qualifiées de paysage emblématique et de bénéficier ainsi d'une reconnaissance nationale,

► de maintenir le site inscrit sur des secteurs à enjeux paysagers sur des parties de territoires préservées ou qui présentent un intérêt en zone de transition entre le paysage emblématique classé et les parties de territoires plus ordinaires, dont l'évolution mérite de faire l'objet d'un examen attentif,

► de retirer de l'inscription les parties de territoires qui ne présentent plus de qualités paysagères ou patrimoniales suffisantes pour justifier du maintien de la protection et/ou de simplifier l'instruction des dossiers par la suppression de sites qui font l'objet d'une double protection en particulier au titre du code du patrimoine.

1.4 Cadre juridique :

- **Pour la procédure de désinscription :**

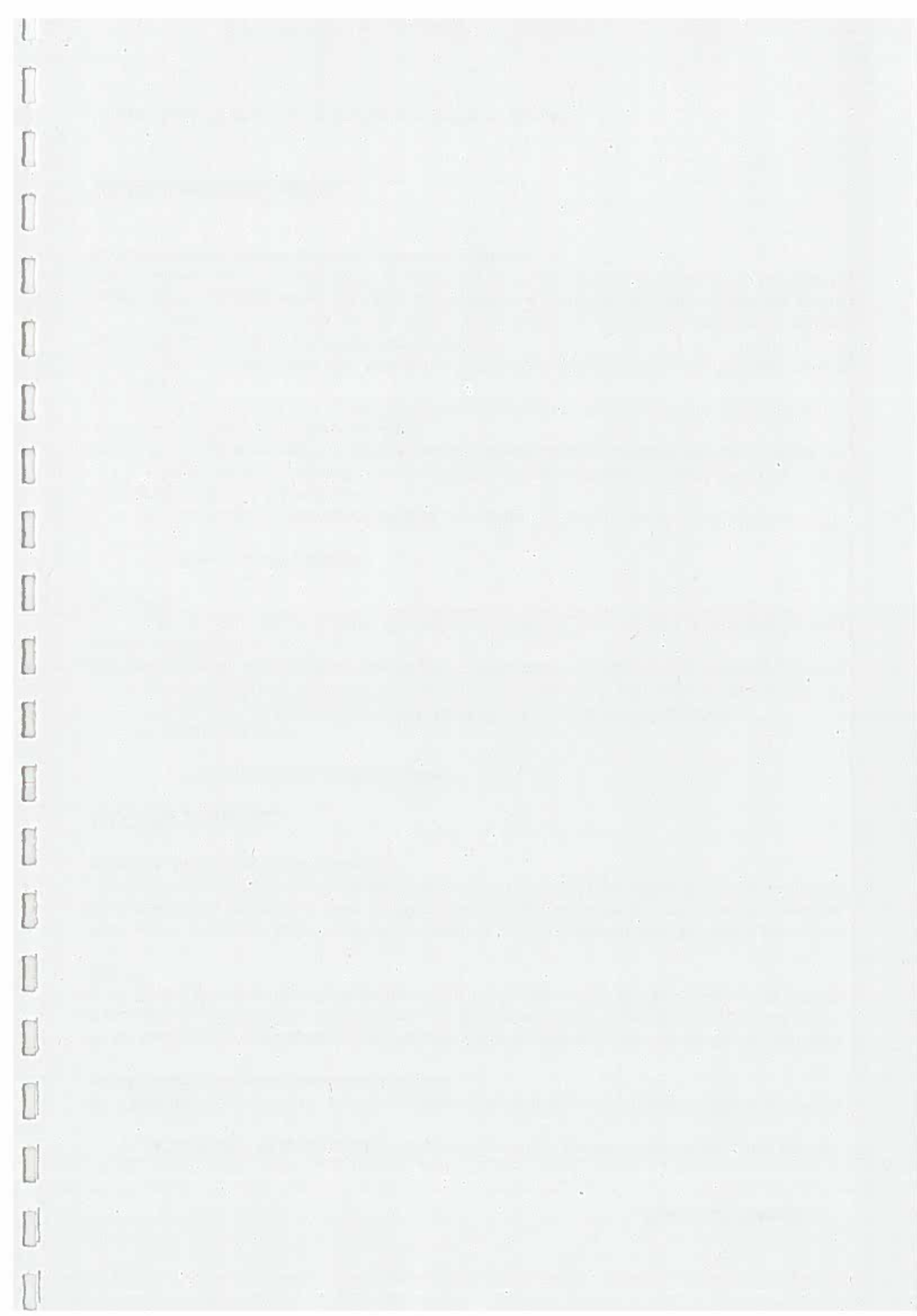
- Loi du 2 mai 1930,
- Code de l'environnement (articles L.341-1 à L.341-22 et R.341-1 à R.341-31),
- Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité et des paysages, et son instruction du 10 avril 2017 relative à la désinscription de sites inscrits existants prévue à l'article 168 de la loi précitée,
- Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

- **Pour l'enquête publique :**

- Code de l'environnement notamment ses articles L.123-1 et suivants, L.341-1 et 2, R. 321-2 et suivants, et R.341-2 et suivants.
- Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite "loi Grenelle II",
- Décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes.

1.5 Documents du dossier :

Chaque dossier déposé dans les mairies concernées comprenait :



- L'arrêté Préfectoral en date du 16 mars 2018 autorisant l'ouverture de l'enquête publique conjointe préalable à la désinscription de sites inscrits dans les communes de Kerbors, Lannodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguisel, Plourivo, Pontrieux, Trédarzec, Tréguier, et à l'inscription d'un site sur la commune de Pomerit-Jaudy

- Le registre d'enquête ouvert, coté et paraphé par la commission d'enquête, pour la désinscription de sites inscrits,
- Le registre d'enquête ouvert, coté et paraphé par la commission d'enquête, pour l'inscription d'un site sur la commune de Pomerit-Jaudy,

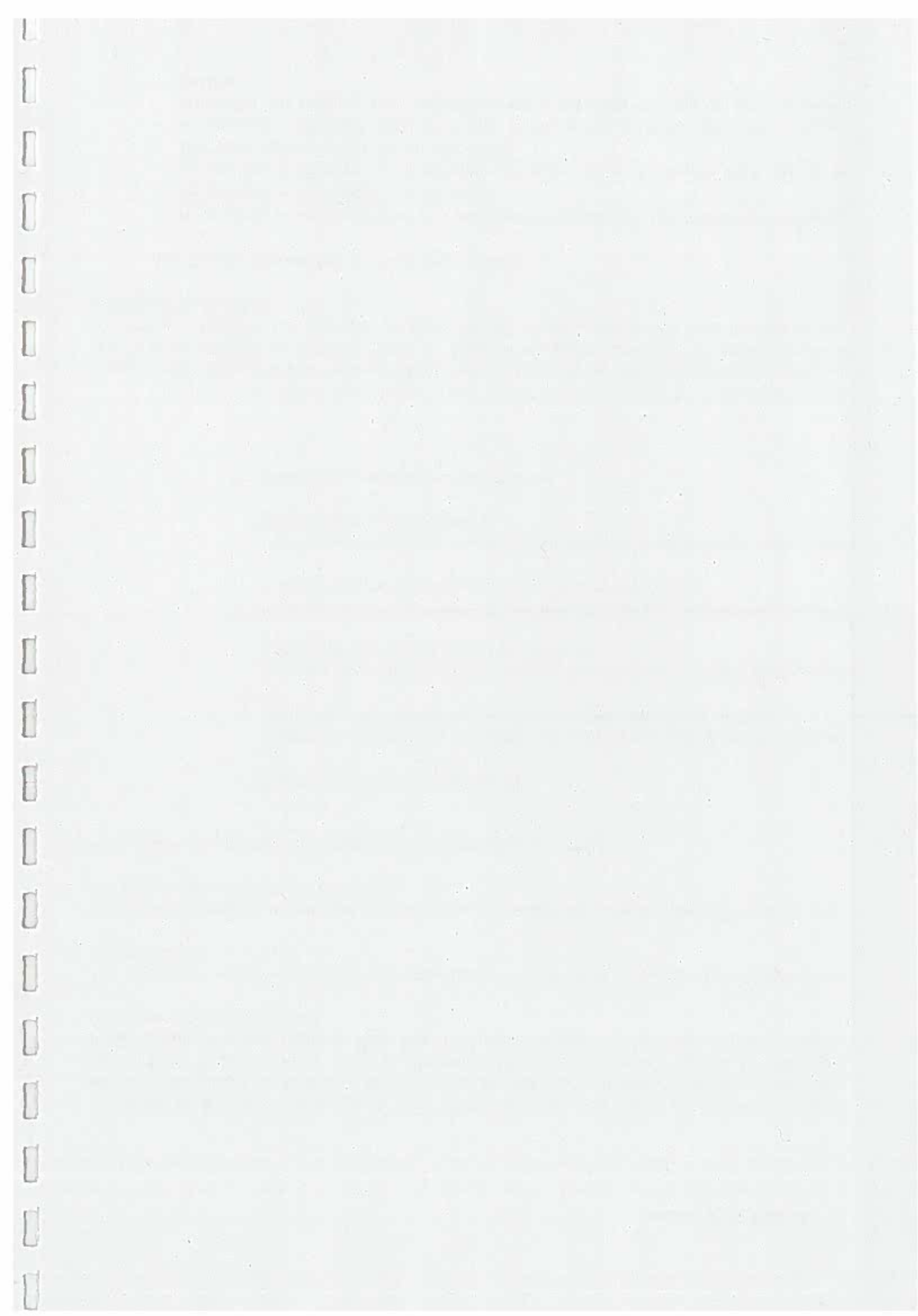
- Un dossier sous chemise cartonnée regroupant les pièces suivantes :

1. Note de présentation, au format A4,
2. Rapport de présentation au format A3 qui propose secteur par secteur, une délimitation en fonction des évolutions repérées dans le site inscrit,
3. Un plan de délimitation qui indique les différents secteurs proposés en désinscription et en inscription au 1/25000e,
4. Plans cadastraux, au format A3 qui indique pour les communes concernées, les périmètres proposés en désinscription et en inscription,
5. Dossier photographique, au format A3 qui indique pour chaque secteur, des photos légendées et localisées,
6. Bilan de la concertation. Au format A4.

Un dossier a été déposé dans chaque mairie concernée ainsi que dans les sous-préfectures de Lannion et Guingamp et à la Préfecture des Côtes-d'Armor (Bureau du développement durable) et mis à la disposition du public pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Les registres d'enquête ont été déposés uniquement dans les mairies des communes concernées.

A ce dossier, sont annexés les documents suivants :

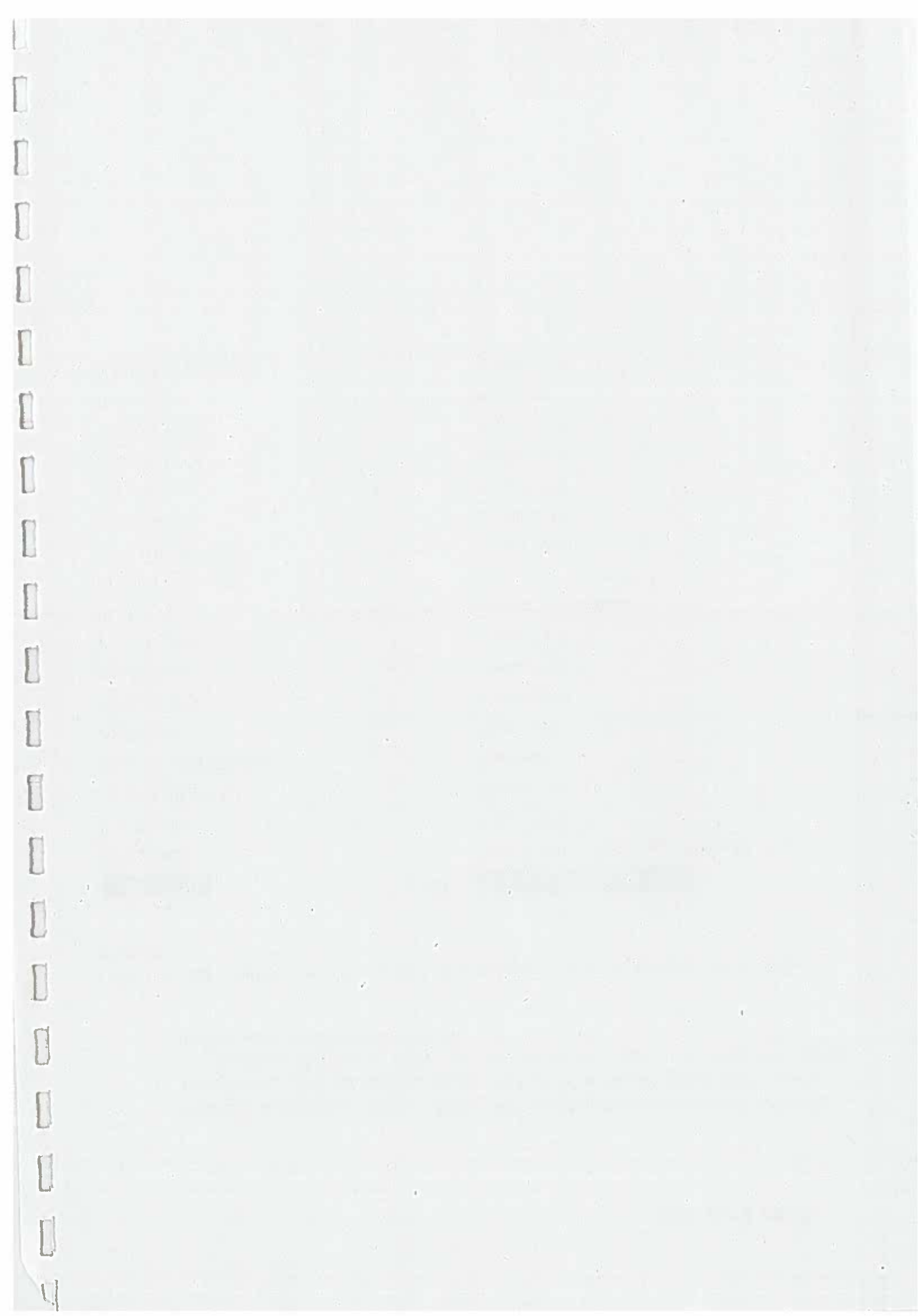
- les registres d'enquête publique clos par Mme la Présidente de la Commission d'enquête,
- les attestations de publicité dans la presse,
- le certificat d'affichage du responsable du projet, signé le 18 juin 2018 par M. le Directeur régional de la DREAL à RENNES,
- le certificat d'affichage signé le 6 juin 2018 par M. le Préfet des Côtes-d'Armor (Direction des relations avec les collectivités territoriales- Bureau du développement durable),



- le certificat d'affichage signé le 1er juin 2018 par Mme la Sous-Préfète de LANNION,
- le certificat d'affichage signé le 1er juin 2018 par M. le Sous-Préfet de GUNGAMP,
- les certificats d'affichage signés par les Maires des communes concernées comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

CERTIFICATS D'AFFICHAGE des Maires des communes concernées annexées aux registres d'enquête :

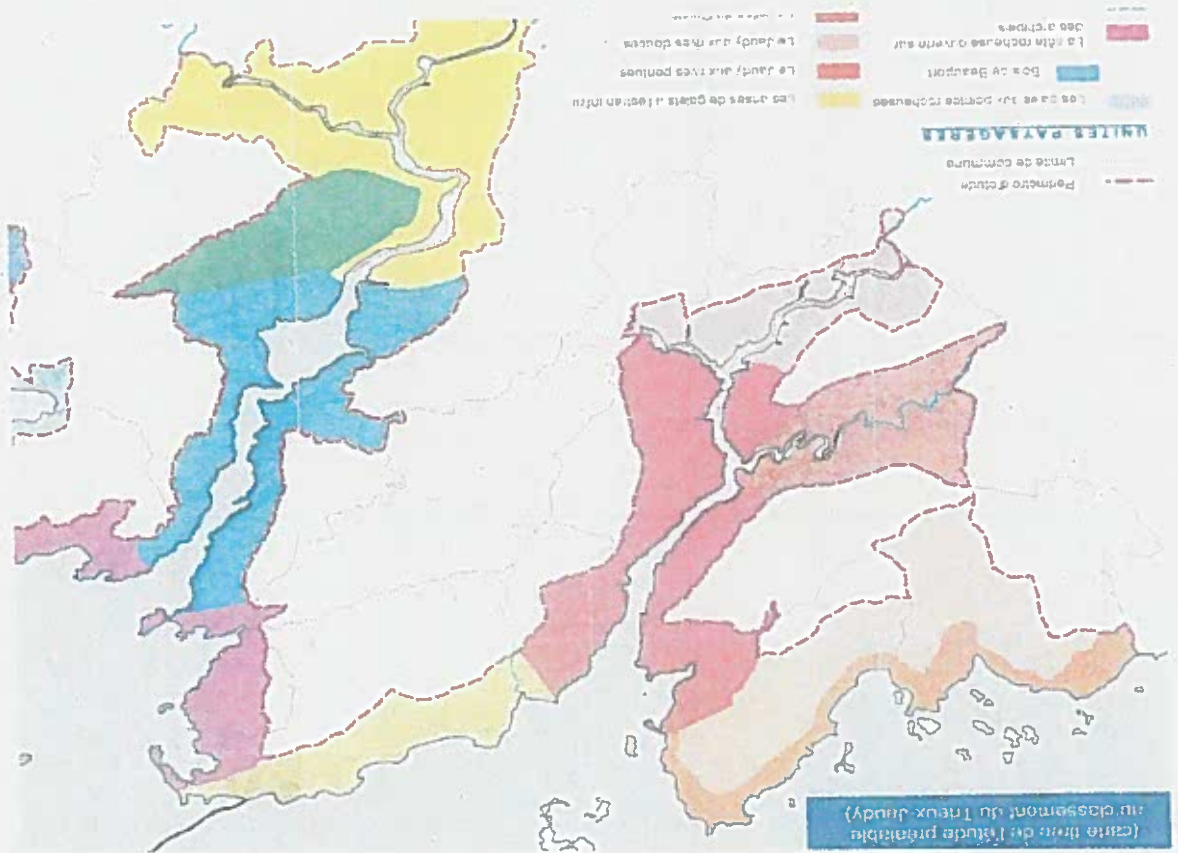
COMMUNES	Date du certificat d'affichage
KERBORS	19 avril 2018 ; (affichage du 9 avril au 30 mai)
LANMODEZ	3 mai 2018 ;
LEZARDRIEUX	30 mai 2018
MINIHY-TREGUIER	Non joint
PAIMPOL	31 mai 2018
PENVENAN	31 mai 2018
PLEUBIAN	19 mai 2018 ;
PLEUDANIEL	9 avril 2018 ;
PLEOZAL	Signé mais non daté
PLIOBALZANEC	30/05/18
PLUGRESCANT	31 mai 2018
PLUGUIEL	31 mai 2018
PLOURIVO	31 mai 2018
PONTRIEUX	30 mai 2018
TREDARZEC	30 mai 2018
TREGUIER	Non joint
POMMERIT-JAUDY	31 mai 2018



1.6 Analyse et proposition de périmètres en désinscription et en inscription

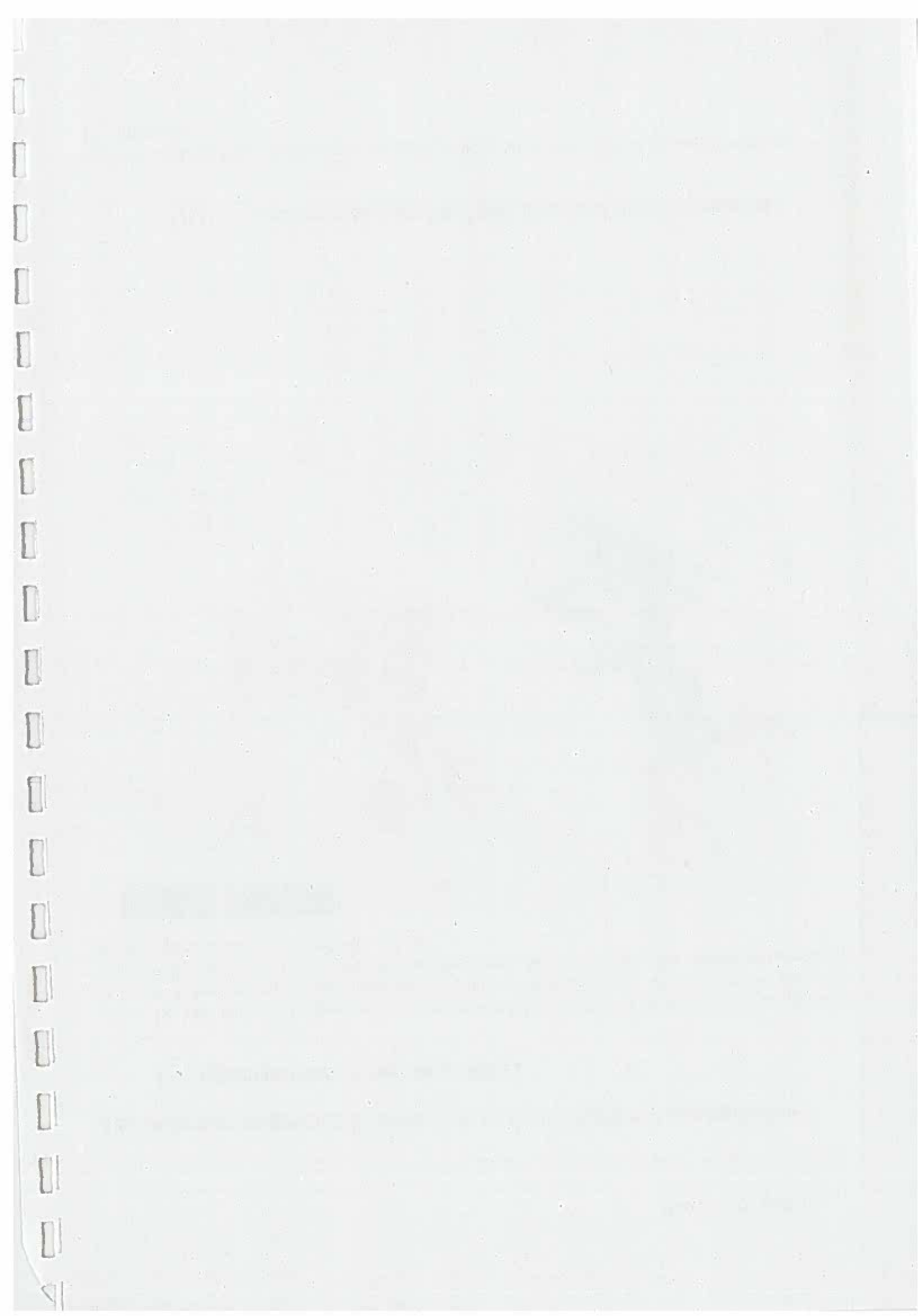
1.6.1 Présentation des paysages du territoire :

Le site inscrit des estuaires du Trieux et Jaudy comporte une grande variété de paysages avec des ambiances maritimes, forestières, de vallées, de bocage, etc. Ainsi, 10 unités paysagères ont été relevées lors de l'étude préalable au classement des secteurs les plus emblématiques du site et sont synthétisées dans la carte ci- dessous.



1.6.2 Localisation des secteurs d'étude proposés pour la désinscription :

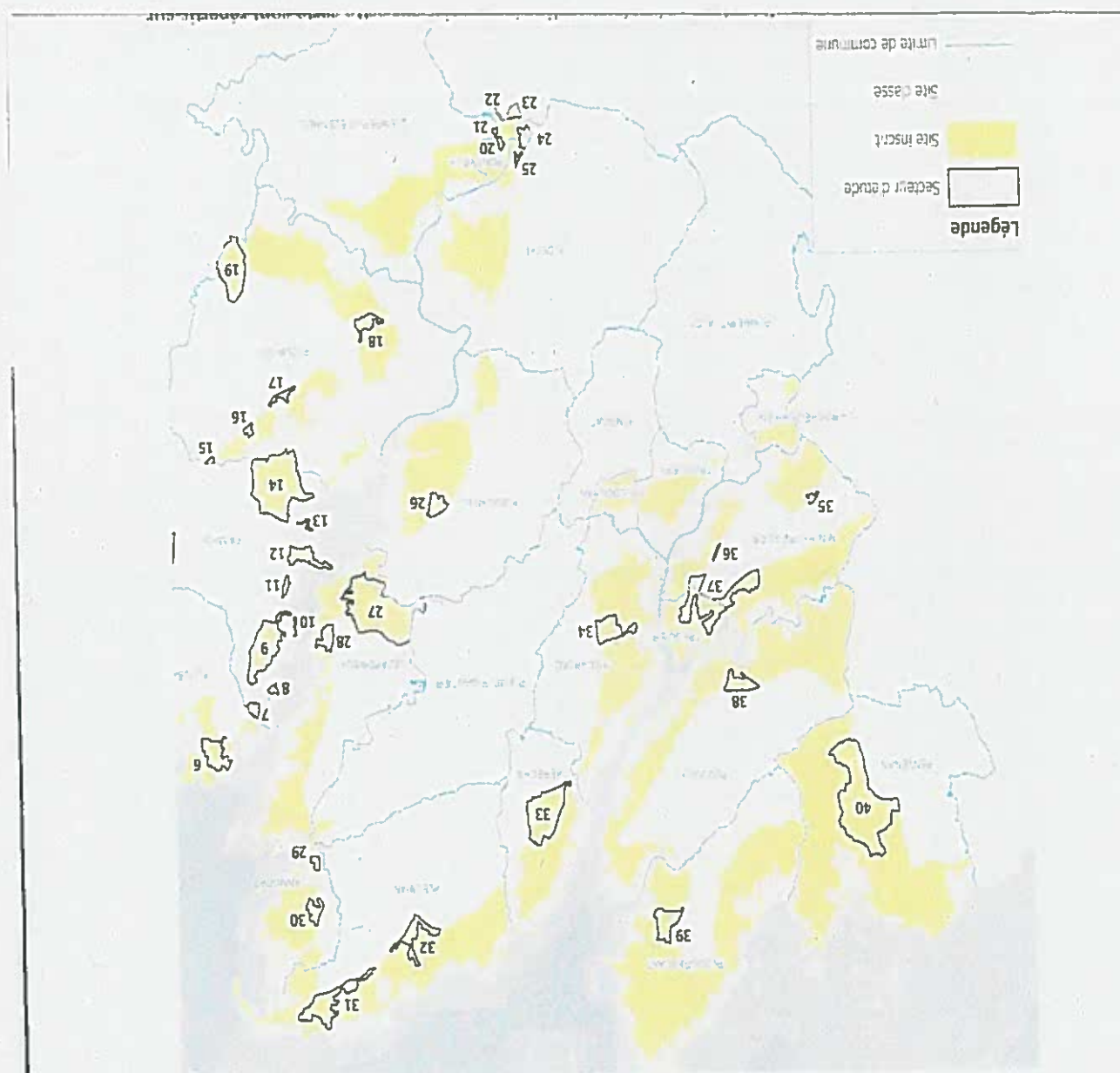
Les 40 secteurs d'étude numérotés et surlignés en noir sur la carte ci-dessous sont répartis sur 17 communes.

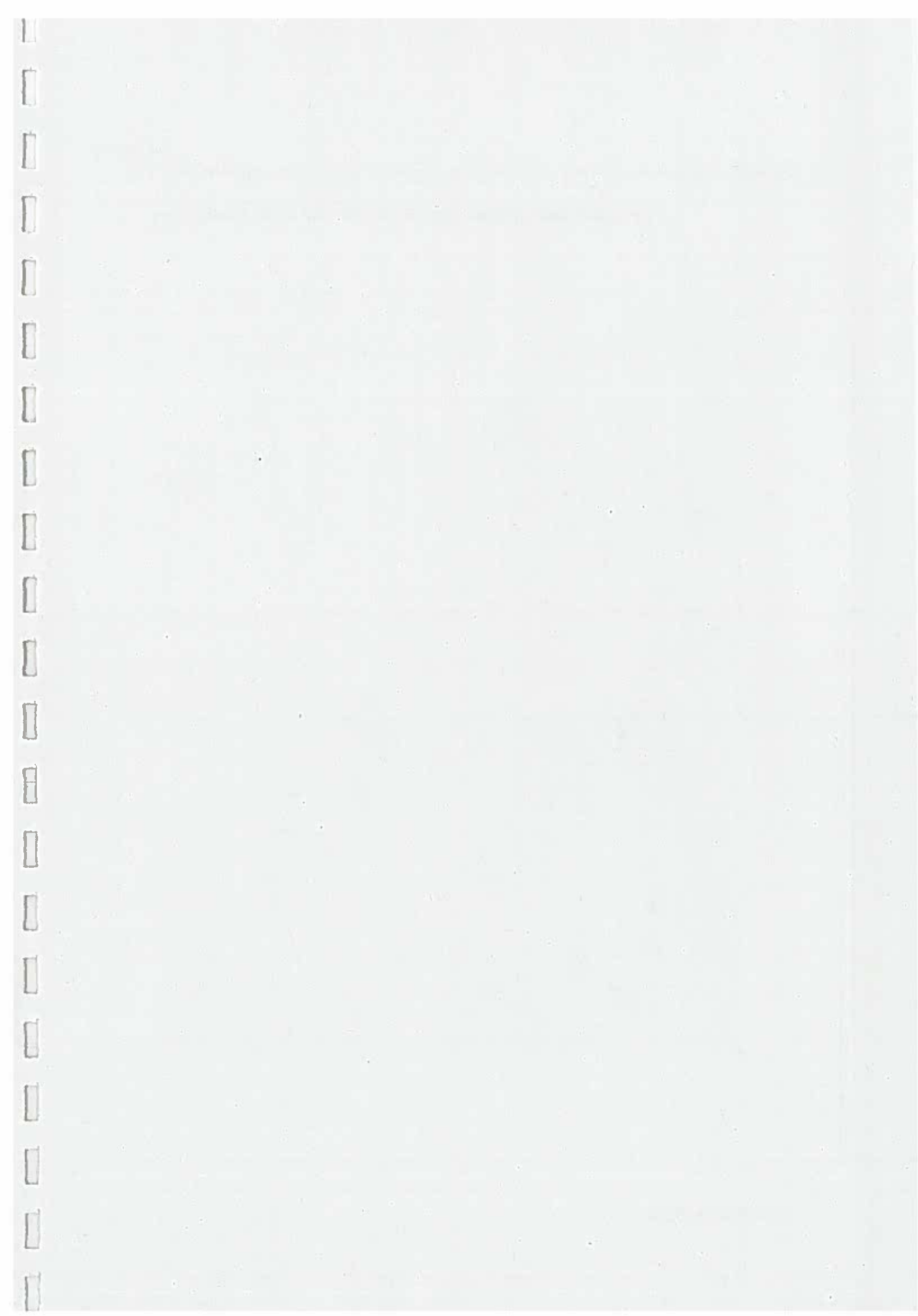


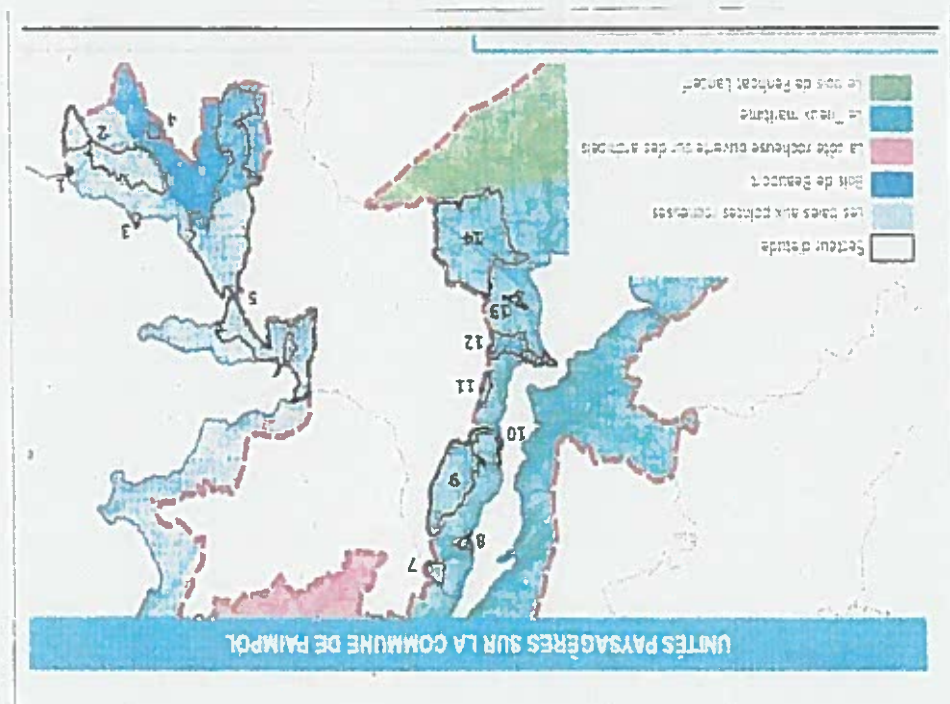
commune.

Les paragraphes qui suivent, détaillent les 40 secteurs, par secteur, avec une entrée par

1.6.3 Présentation des secteurs en désinscription par commune :







► Localisation des secteurs :

Les secteurs correspondent aux ensembles du Site Patrimonial Remarquable (SPR, anciennement AVAP) qui prennent place dans le site inscrit :

Les secteurs de (1 à 5) sont situés sur la façade maritime et ceux de (7 à 14) sur la façade estuarienne.

Les secteurs se localisent au niveau de deux unités paysagères, à l'est, les baies aux pointes rocheuses et à l'ouest, le Trieux maritime.

► Le contexte environnemental :

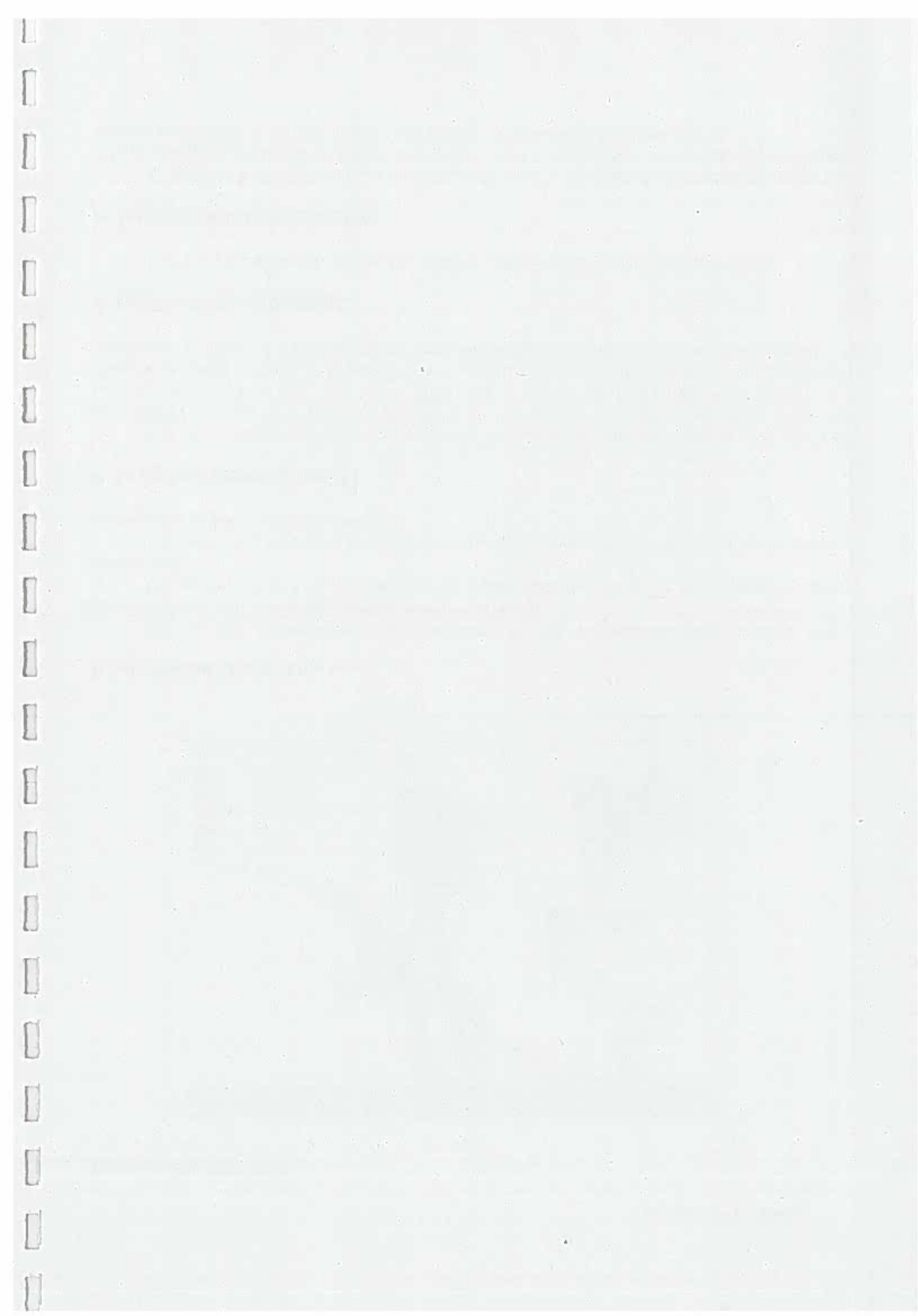
Ces secteurs sont en partie couverts par des inventaires du patrimoine naturel : une ZICO et une ZNIEFF de type II (« Estuaires du Trieux et du Jaudy »). Le petit secteur de la pointe de Kerarziac est couvert par des zones Natura 2000 (ZSC « Côte de Trestel à Paimpol, des estuaires du Trieux et du Jaudy » et ZPS « Trégor-Goëlo ». En outre, plusieurs ZNIEFF de type I sont recensées, notamment au niveau de l'anse de Lédano, sur l'estuaire du Trieux ou encore en bordure littorale.

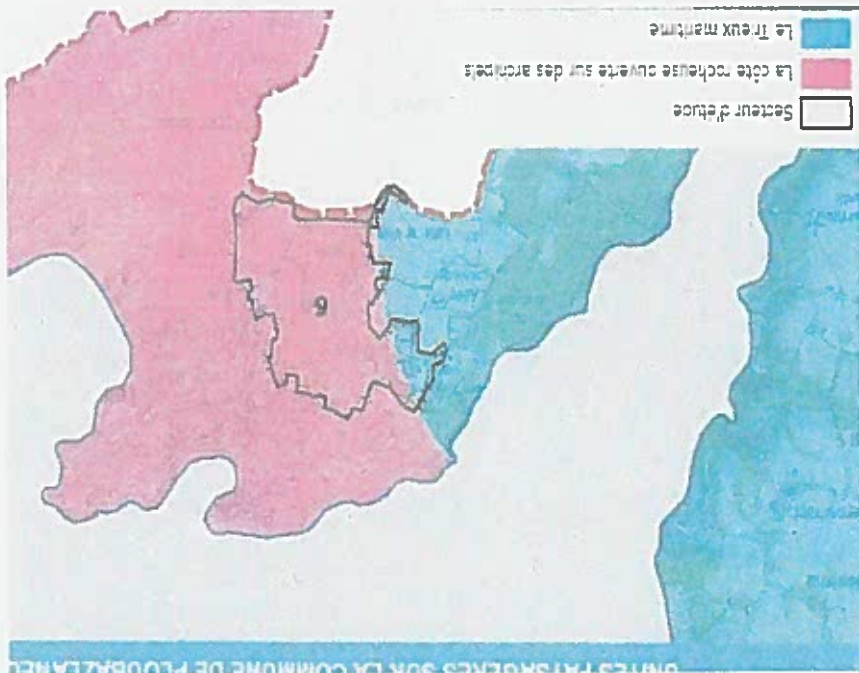
► Les documents d'urbanisme :

Le PLU a été approuvé en date du 21 janvier 2008 et a été modifié le 12 mars 2014.

► Justification de la désinscription :

L'AVAP de PAIMPOL (aujourd'hui SPR) a été créée le 3 juin 2014. Elle prend en compte les enjeux paysagers que le site inscrit cherche à préserver. C'est pour cette raison que l'ensemble des secteurs constitutifs du SPR et situés en site inscrit sont proposés à la désinscription.





► Localisation du secteur :

Le secteur d'étude (6) correspond aux extensions urbaines du village de Loguivy de la Mer.

Ce secteur se localise à l'interface entre deux unités paysagères, au nord la côte rocheuse ouverte sur des archipels et à l'ouest le Trieux maritime.

► Le contexte environnemental :

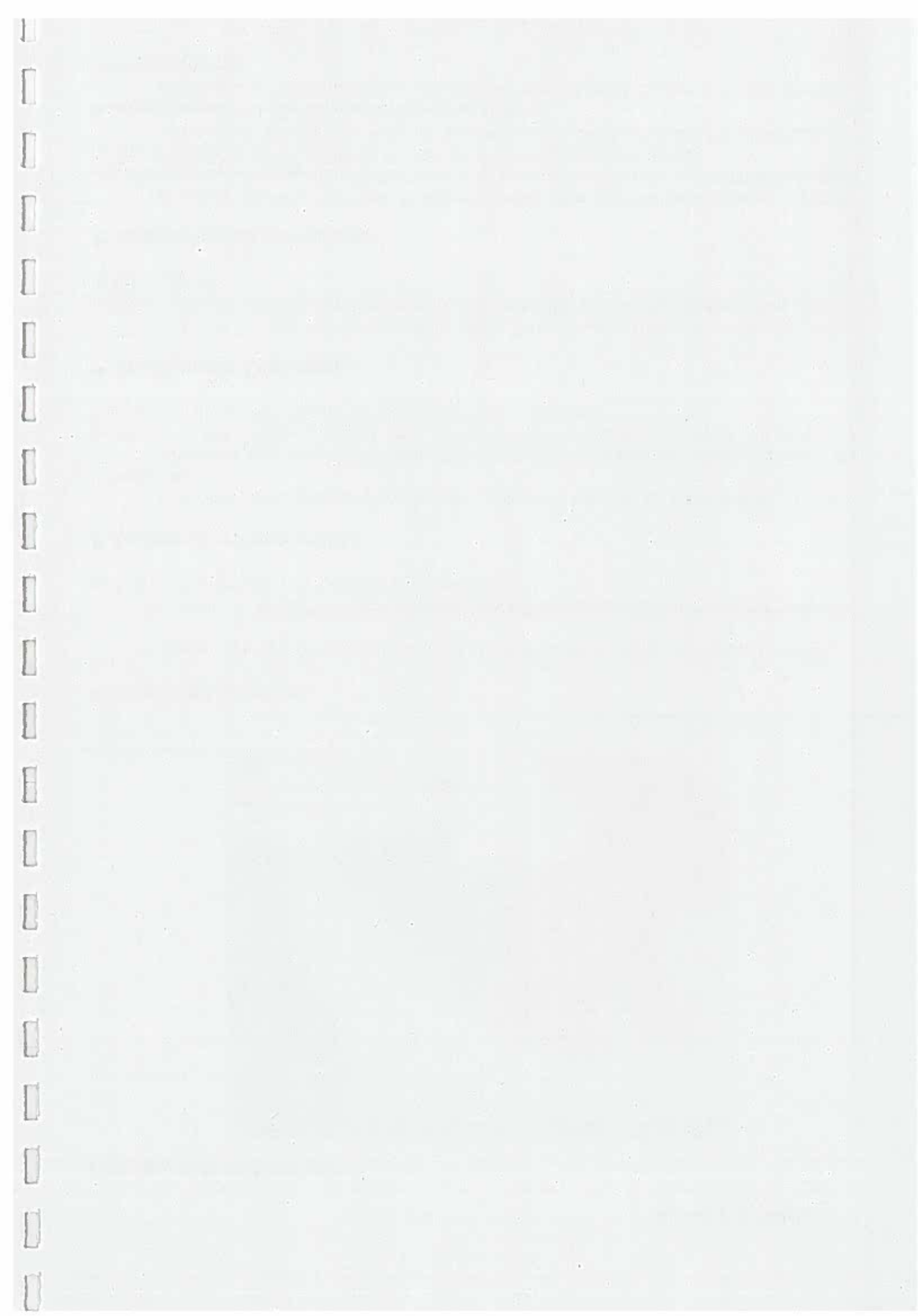
Ce secteur n'est concerné par aucune protection foncière ni réglementaire (hormis l'inscription).
Il côtoie des sites Natura 2000 (ZSC « Côte de Trestel à Paimpol, des estuaires du Trieux et du Jaudy » et ZPS « Trégor-Goëlo ») ainsi qu'une ZNIEFF de type II et une ZICO, qui prennent tous place au niveau de l'estuaire du Trieux et de l'espace maritime.

► Les documents d'urbanisme :

Le PLU a été approuvé en date du 16 juillet 2014. Le secteur proposé couvre des zones naturelles, agricoles, urbaines ainsi que deux zones d'urbanisation future, qui prennent place au sein de dents creuses.

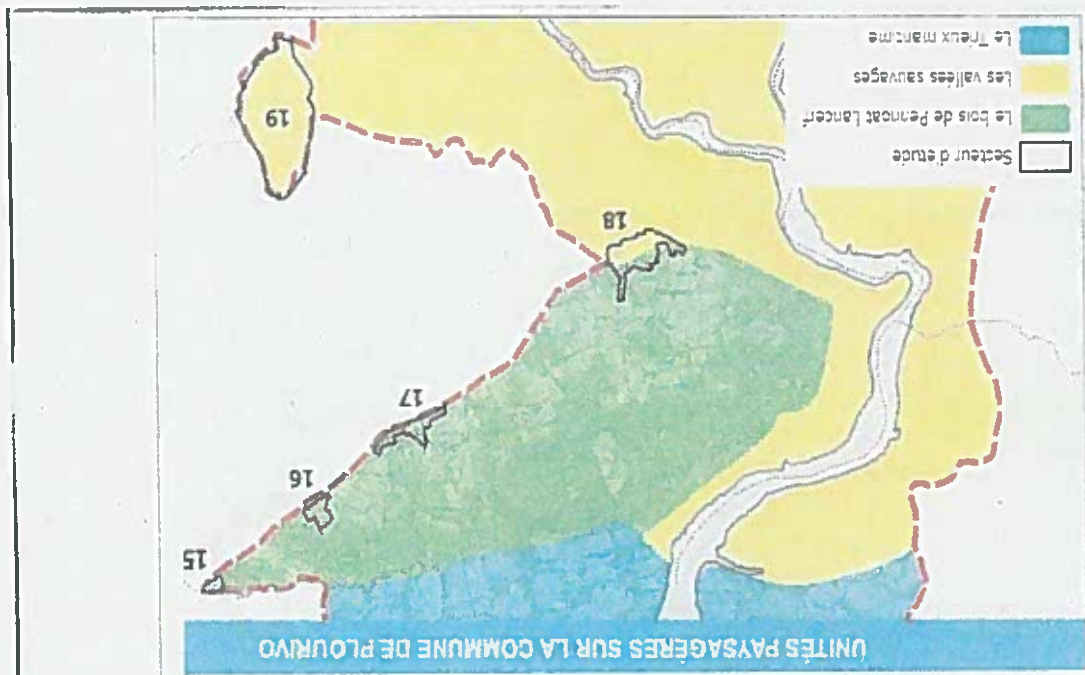
► Justification de la désinscription :

Le secteur d'étude, par son évolution, n'offre plus les relations visuelles décrites précédemment avec l'espace littoral. Les fenêtres de perception vers la mer et l'archipel de Bréhat ou encore vers la ria du Trieux ont été réduites par le développement de l'habitat.
Le secteur est aujourd'hui dominé par des constructions pavillonnaires qui ne présentent pas la qualité patrimoniale des anciennes constructions en pierre.
Les abords de ce périmètre ne devraient pas être amenés à évoluer fortement dans les prochaines années.



Le périmètre proposé pour la désinscription englobe une grande partie des habitations construites depuis les années 60 ainsi que les zones d'urbanisation future. Des « espaces-tampon » ont été maintenus en site inscrit en bordure immédiate du site classé. Le périmètre de désinscription proposé prend en compte les logiques de protection propres à chacun des monuments historiques proches et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

Commune de PLOURIVO



► Localisation des secteurs :

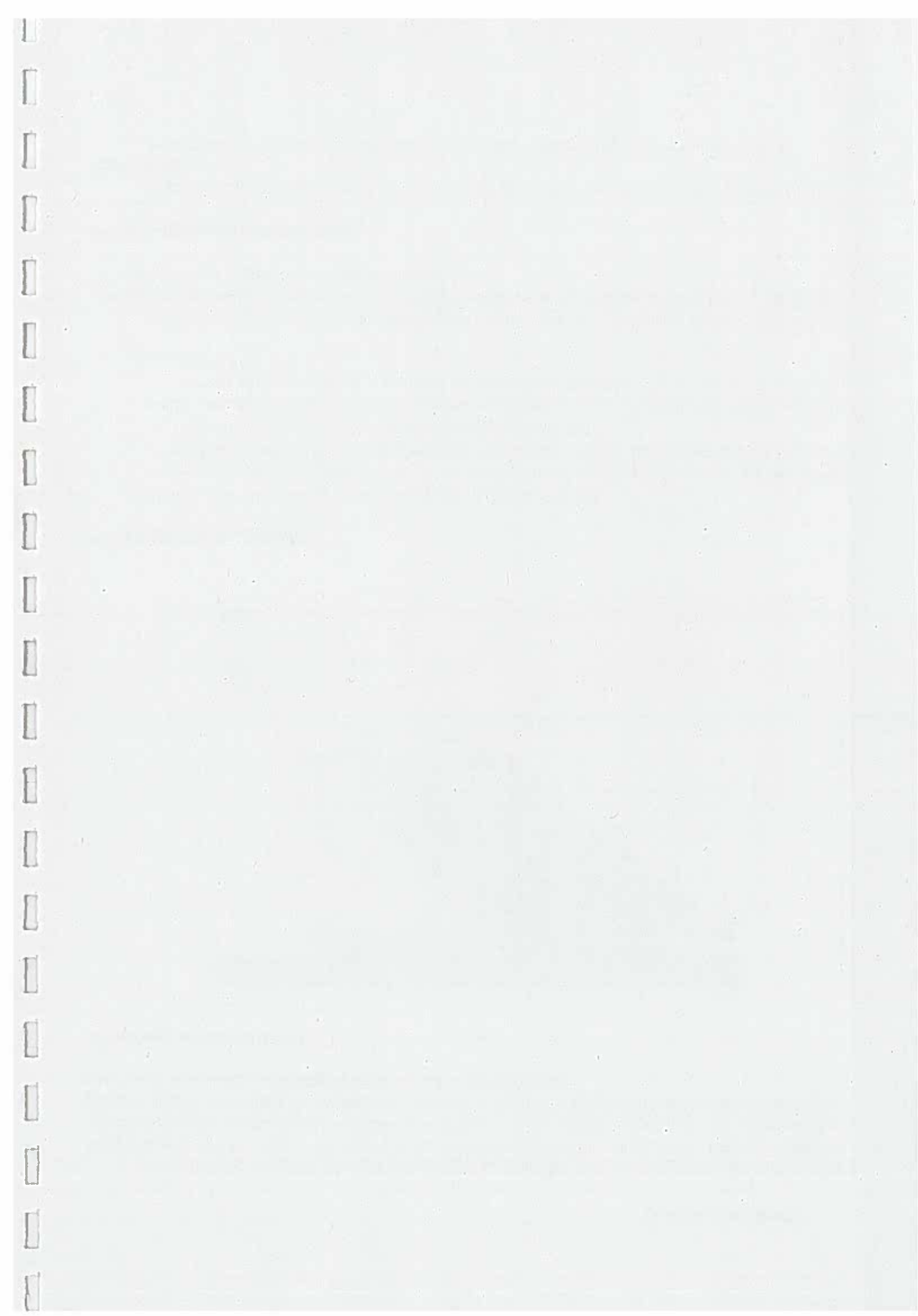
Cinq secteurs d'étude se situent sur la commune de Plourivo :

- les secteurs numérotés de 15 à 18 correspondent à d'anciens écarts, composés de quelques habitations seulement dans les années 1950. Les constructions s'y sont multipliées à partir des années 60 et jusqu'à aujourd'hui.
- Le secteur 19 se situe autour du centre de tri de Cantonou : il s'agit d'un espace agricole et boisé où une usine de traitement des ordures ménagères a été construite à la fin des années 70.

Les secteurs de (15 à 17) se localisent dans l'unité paysagère du bois de Penhoat-Lancet. Le secteur (18) se trouve à l'interface de l'unité des vallées sauvages et des espaces boisés. Le secteur 19 se trouve dans l'unité des vallées sauvages.

► Le contexte environnemental :

Aucun de ces secteurs n'est concerné par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription).
Néanmoins les secteurs 15 à 18 côtoient des sites Natura 2000 et deux zones ZNIEFF.



► Les documents d'urbanisme :

Au 1er novembre 2016, le document d'urbanisme en vigueur est le POS révisé le 20 avril 2000 et modifié le 22 novembre 2007. Toutefois, un projet de PLU a été arrêté le 15 septembre 2016. Les secteurs proposés couvrent des zones naturelles et agricoles.

► Justification de la désinscription :

Le secteur de **Lande Baston (15)** était occupé par des landes dans les années 1960. Aujourd'hui les constructions sont majoritaires dans le secteur proposé à la désinscription. Les boisements apparaissent à l'ouest de ces constructions et sont aujourd'hui protégés dans le PLU au titre des espaces boisés classés.

Le secteur de **Bien Acquis (16)**, occupé autrefois par des landes et des petites parcelles bocagères, est aujourd'hui, comme le secteur précédent, construit de pavillons. Le lotissement construit dans les bois, au nord du secteur, reste en site inscrit et constitue un espace tampon autour du site classé. La peupleraie, qui ne présente pas d'intérêt paysager, est incluse dans le périmètre proposé de désinscription.

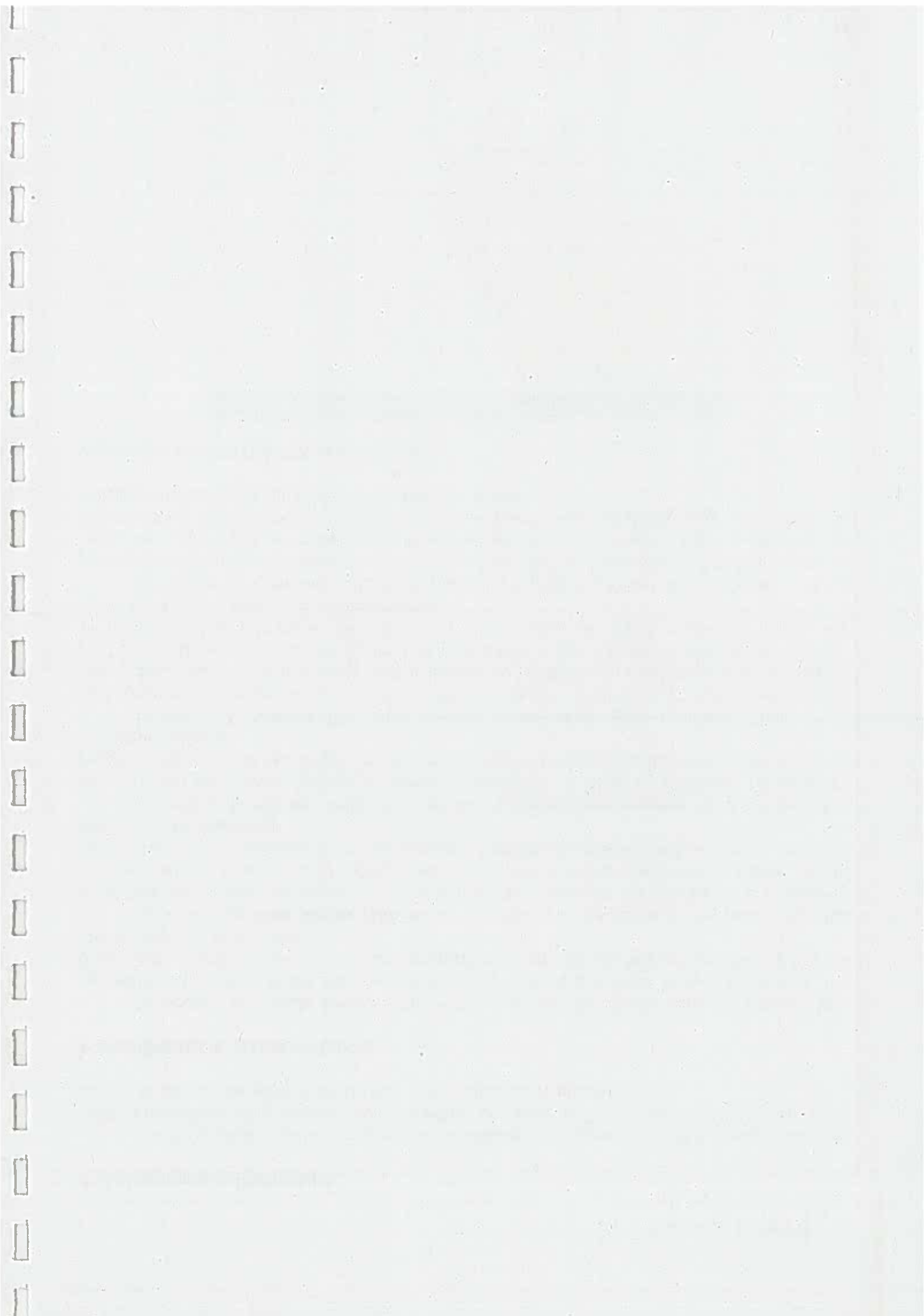
Le secteur des **Quatre Vents (17)**, qui était composé d'une mosaïque de petites parcelles bocagères est aujourd'hui, comme les secteurs précédents, construit de pavillons. Le périmètre proposé intègre l'ensemble des constructions agglomérées en s'appuyant de manière privilégiée sur les haies existantes.

Le secteur de **Penhoat (18)**, correspond à un hameau ancien de la commune de Plourivo où sont apparues des constructions nouvelles au début des années 60 qui n'ont pas repris la logique du bâti ancien. Ceux-ci étaient situés le long de la route de Frynaudour. Le périmètre proposé s'appuie sur l'ensemble des constructions agglomérées de Penhoat. Il coïncide avec la zone urbaine du PLU. Le périmètre épargne la partie ouest du village qui constitue une entrée progressive dans le site classé en raison du relief en pente descendante.

Le secteur de **Cantonou (19)**, prend place sur le plateau à l'écart de la vallée du Leff. Le paysage est dominé par des parcelles agricoles encadrées par des boisements à l'est et à l'ouest. Au cœur de ce périmètre se trouve aujourd'hui une plateforme de compostage. Le périmètre de désinscription propose épargne l'ancienne ferme de Cantonou et ses abords, dont les bâtiments en pierre sont à l'image de l'architecture traditionnelle locale.

communes de PONTRIEUX et PLOEZAL





► Localisation des secteurs :

- Les secteurs de (20 à 25) prennent place sur ces deux communes :
- Les secteurs (20 à 23) sont situés sur le versant droit de l'estuaire du Trieux (commune de Pontieux).
 - Le secteur (24) est en entrée de ville, sur le versant gauche de l'estuaire du Trieux (commune de Pontieux).
 - Le secteur (25) se situe en bord de plateau, sur le versant gauche de l'estuaire du Trieux (commune de Ploëzal).
- Tous ces secteurs prennent place au sein de la même unité paysagère, celle des vallées sauvages.

► Le contexte environnemental :

Aucune protection réglementaire et aucun inventaire du patrimoine naturel n'est recensé au niveau des secteurs d'étude ou à leurs abords.

► Les documents d'urbanisme :

Pour la commune de Pontieux, le PLU a été approuvé le 24 septembre 2012. Il prend en compte le Site Patrimonial Remarquable (ancienne ZPPAUP créée en 1996) qui protège le centre historique de la ville. Les secteurs d'étude n°s 20 à 24 prennent place sur des zones urbaines, d'urbanisation future ou naturelles.

Pour la commune de Ploëzal, le PLU a été approuvé le 27 janvier 2011. Le secteur d'étude n° 25 prend place sur une zone urbaine.

► Justification de la désinscription :

- Pour la commune de Pontieux :

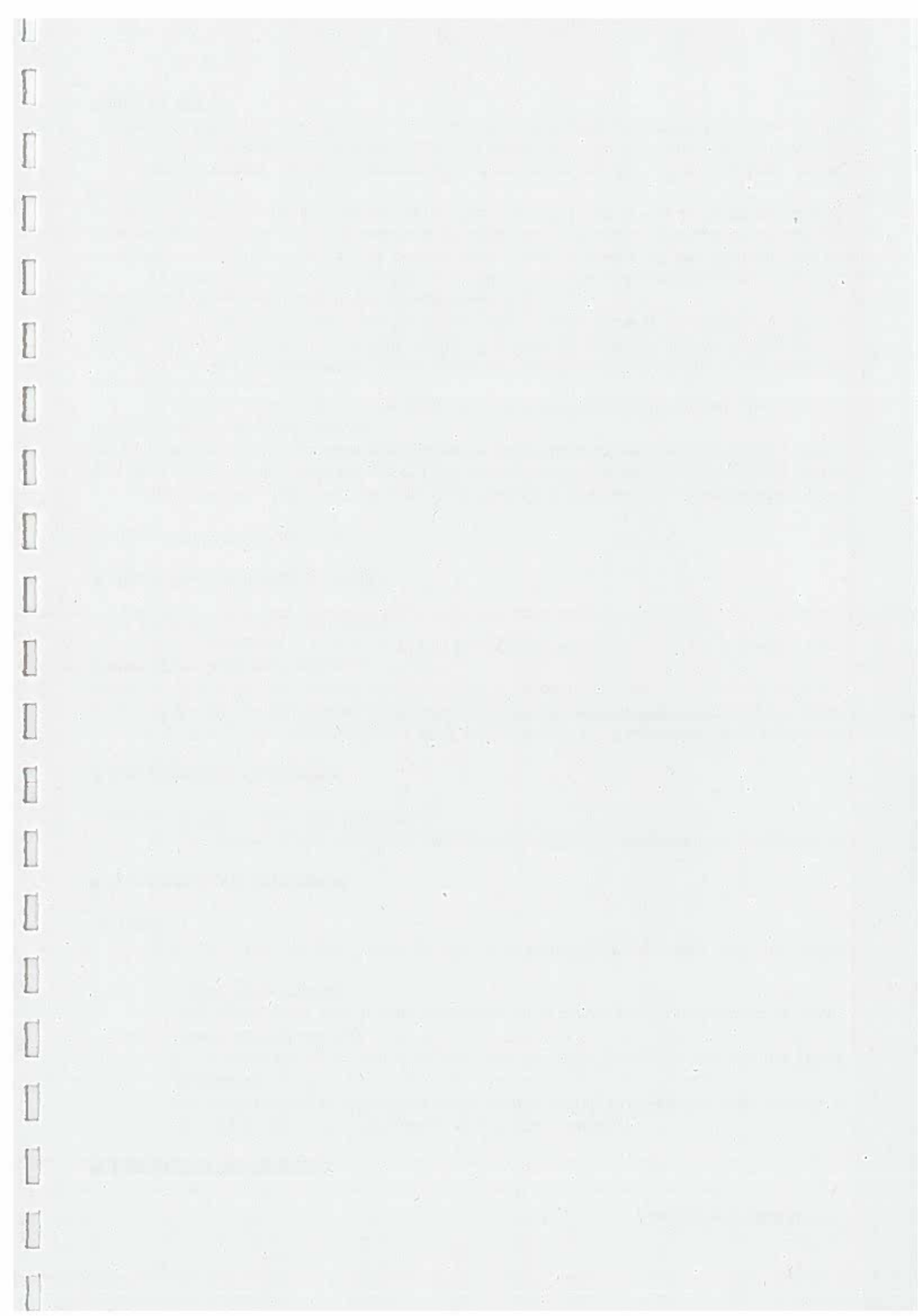
Sur le versant droit, situé au nord, le secteur (20), correspond à un lotissement où les logements ont été construits dans les années 1970. Avant cette période, les terres étaient occupées par des parcelles agricoles. Le périmètre s'appuie sur les limites de ce lotissement en épargnant l'espace boisé qui crée un espace de transition.

Le secteur (21), correspond à une zone d'activité délimitée par deux routes. Le périmètre est situé en limite de la zone SPR.

Le secteur (22), prend place sur les pentes du versant droit de l'estuaire. Il correspond en majeure partie au cimetière de Pontieux. Seul l'extrémité est constituée par des habitations. Le périmètre a désinscrite, s'appuie sur les limites bâties du cimetière et les bandes boisées qui permettent d'assurer une transition avec le patrimoine SPR.

Le secteur (23), est situé en fond de vallée. Il correspondait à une ancienne parcelle agricole inondable, encadrée par des talus et des bosquets. Dans les années 80 des bâtiments ont été construits (gendarmerie, maison de retraite et un lotissement) en gardant les boisements et un verger en périphérie. L'évolution de ce secteur est maîtrisée par le PLU qui a classé les autres parcelles en espace naturel.

Sur le versant gauche, le secteur (24), prend place sur des terrains en pente légère. L'ensemble de cet espace a été urbanisé dans les années 60 et le développement s'est accentué ensuite. Les bâtiments présents n'ont aucun caractère architectural. Le périmètre s'appuie sur les limites du SPR.

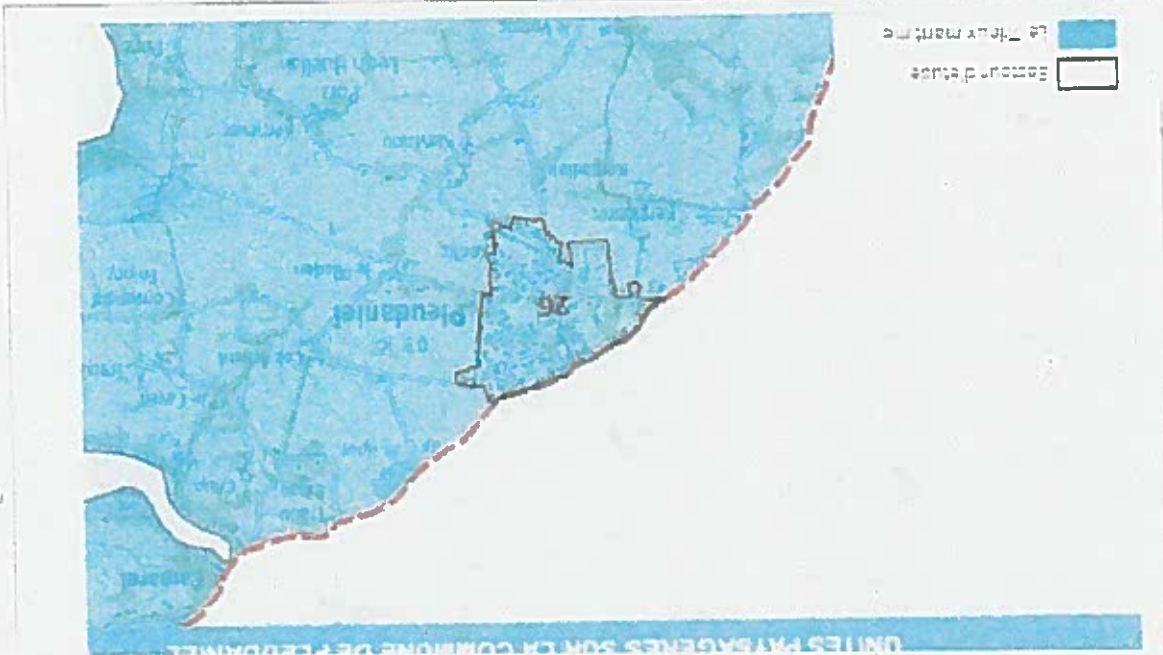


Les périmètres de désinscription situés sur la commune de Pontreux ont pris en compte la logique de protection propre au SPR en cohérence avec la valeur paysagère du site.

- Pour la commune de Plézel :

Le secteur (25), situé sur le versant gauche prend place sur le rebord du plateau qui domine l'estuaire du Trieux. Autrefois, il s'agissait de parcelles agricoles, puis dans les années 70, de nombreux pavillons ont été construits de part et d'autre de la route. Le périmètre de désinscription proposé s'appuie sur l'enveloppe bâtie en excluant les pavillons les plus proches de la rupture de pente qui assurent un espace tampon.

Commune de PLEUDANIEL



► Localisation des secteurs :

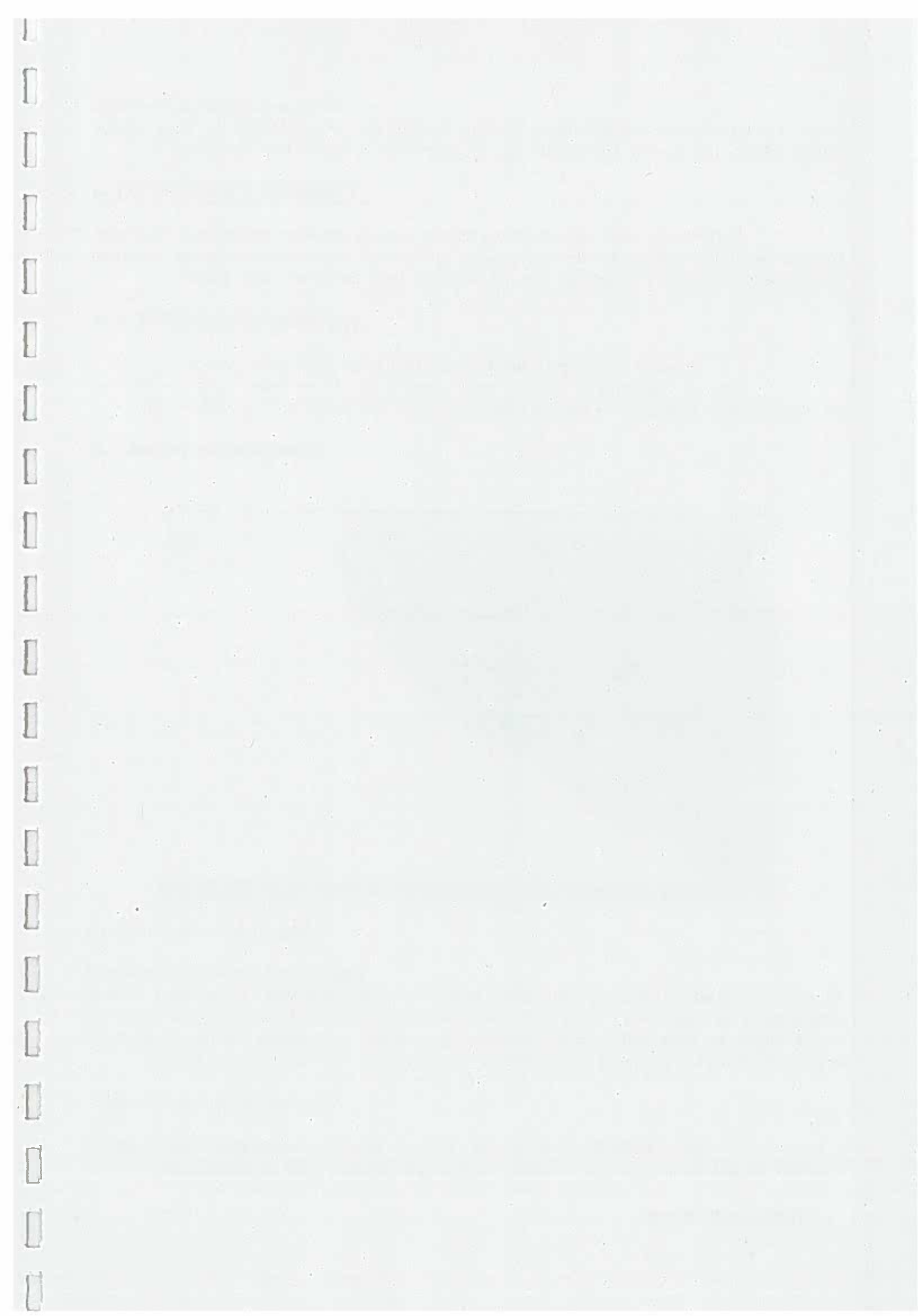
Le secteur (26) correspond à la partie sud-ouest du bourg de Pleudaniel. Il prend place sur un terrain en légère pente, orienté vers le Trieux, situé à environ un kilomètre vers l'est. Ce secteur d'étude prend place dans l'unité paysagère du Trieux maritime.

► Le contexte environnemental :

Ce secteur n'est pas directement concerné par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Néanmoins, au niveau de l'anse de Lédano, sur l'estuaire du Trieux, plusieurs inventaires sont recensés dont une ZNIEFF de type I, ainsi que des zones Natura 2000.

► Les documents d'urbanisme :

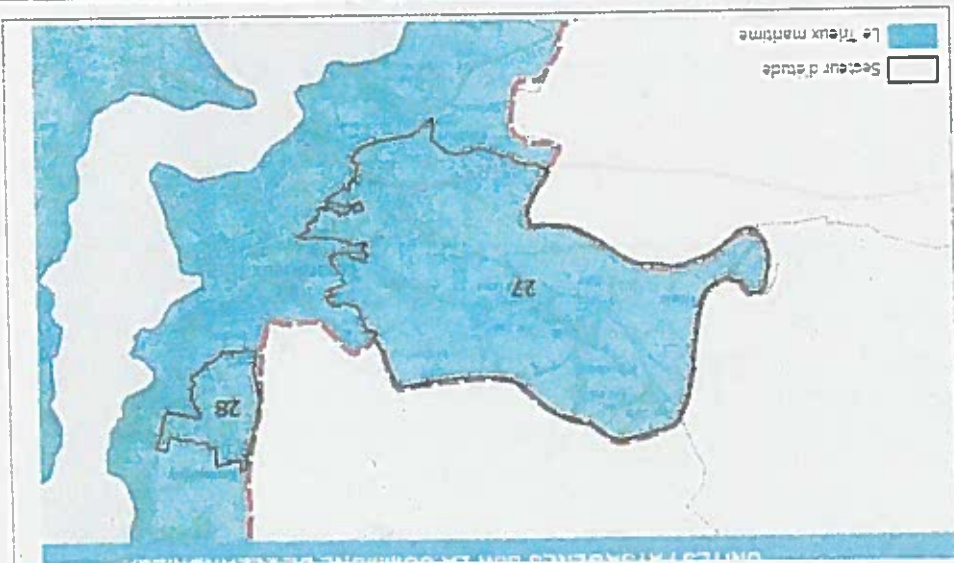
Le document d'urbanisme en vigueur est un POS approuvé le 20 avril 1990 et modifié le 2 octobre 2004. Un projet de PLU a été arrêté le 20 juin 2016 qui classe le secteur d'étude en zones urbaines et d'urbanisation future.



► **Justification de la désinscription :**

Le secteur d'étude couvre à la fois une partie de l'urbanisation ancienne du bourg et les extensions récentes qui sont venues l'encercler. Le périmètre de désinscription proposé s'appuie sur l'enveloppe urbaine continue, en intégrant la zone d'urbanisation future. Au sud, un ancien bâtiment en pierre, qui marque l'entrée de ville et fait face à une fenêtre visuelle vers l'estuaire, a été maintenu en site inscrit pour son rôle paysager. Le périmètre de désinscription proposé a pris en compte la logique de protection propre au monument historique situé dans le bourg (Eglise Saint-Pierre) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

Commune de LEZARDRIEUX



► **Localisation des secteurs :**

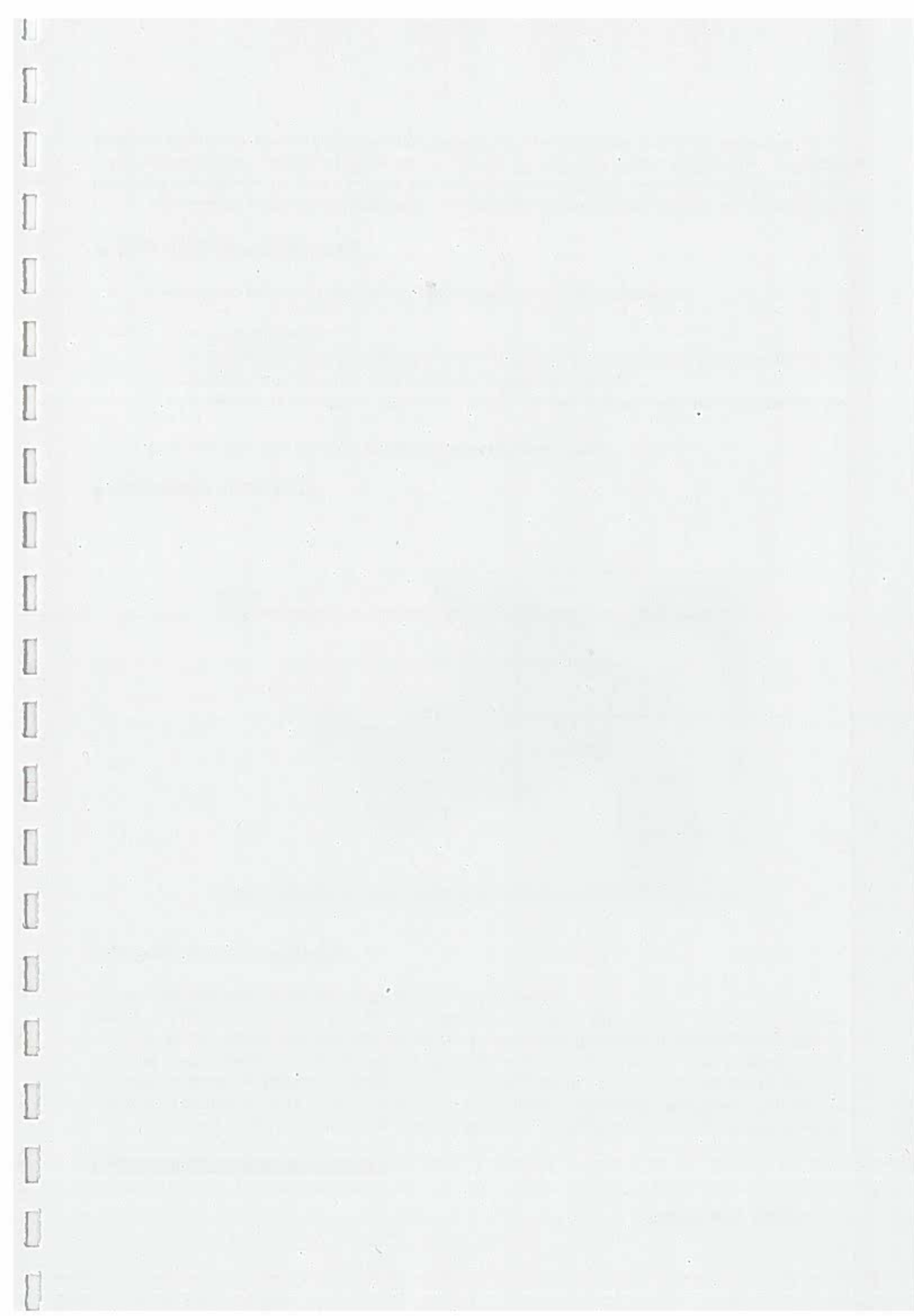
Deux secteurs sont à l'étude sur la commune de Lezardrieux :

- Le secteur (27) situé à l'ouest du bourg est une grande zone qui correspond aux extensions urbaines ainsi qu'à une partie du plateau agricole.
- Le secteur (28) situé au nord du bourg, correspond à des extensions urbaines situées sur le rebord du plateau.

Ces secteurs prennent place dans l'unité paysagère du Trièux maritime.

► **Le contexte environnemental :**

Ces secteurs ne sont pas directement concernés par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Ils sont en partie couverts par des inventaires du patrimoine naturel : une ZICO et une ZNIEFF de type II. En outre, au niveau de l'anse de Lédano, sur l'estuaire du Trièux, plusieurs inventaires sont recensés dont une ZNIEFF de type I ainsi que des zones Natura 2000.



► Les documents d'urbanisme :

Le document d'urbanisme en vigueur est un POS approuvé le 15 janvier 1998. Un projet de PLU a été arrêté le 15 décembre 2015 qui classe le secteur (27) en zones urbaines, urbanisables, agricoles et naturelles et le secteur (28) en zone urbaine, urbanisable et agricole.

► Justification de la désinscription :

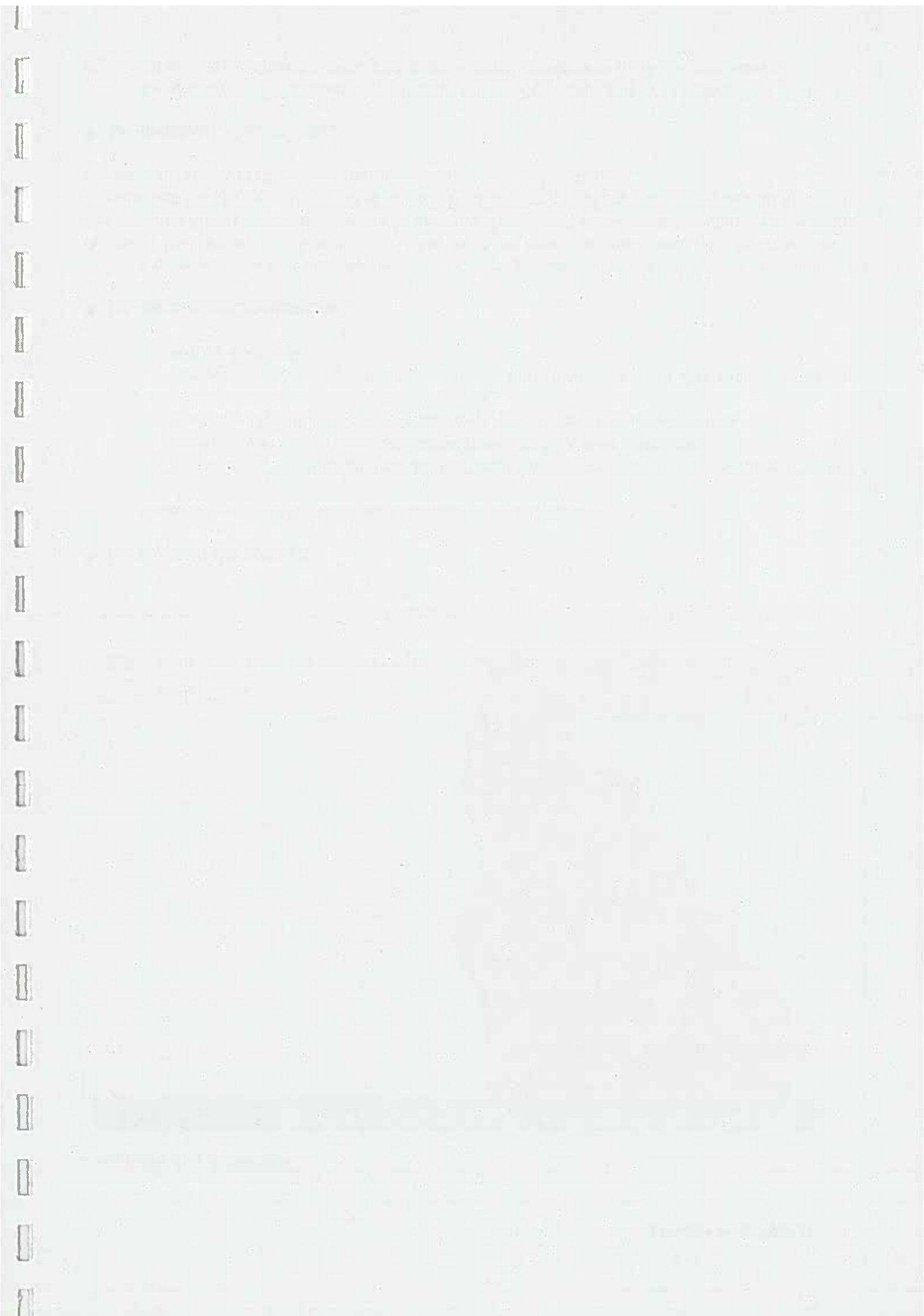
Le secteur (27) situé à l'ouest de la commune prend place sur la partie haute du versant peu pentu du Trieux. Dans les années 60, ce secteur correspondait à un espace agricole avec un bocage de talus. Puis dans les décennies qui ont suivi le développement urbain s'est développé avec la mise en place de la déviation. Des quartiers d'habitations et d'activités ont été alors créés avec un étalement urbain le long de la voie départementale. Le paysage qui en résulte correspond à une transition périurbaine entre le centre-ville et l'espace rural. Les liens visuels avec l'estuaire sont rares.

Le périmètre de désinscription s'appuie sur l'ensemble bâti à partir des années 60. Il englobe également l'espace agricole avec les nouveaux bâtiments (serres, hangars) qui ont changé par rapport aux anciens corps de ferme en pierre. Le centre ancien avec son bâti antérieur à 1960 reste en site inscrit. De même des constructions récentes qui présentent des liens visuels avec l'estuaire sont maintenus en site inscrit pour servir de zone de transition.

Le périmètre de désinscription tient compte de la logique de protection propre au monument historique situé dans le bourg (Eglise Saint-Jean-Baptiste) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

Le secteur (28) situé au nord prend place sur le rebord du plateau au-dessus du versant abrupt du Trieux. Dans les années 60, ce secteur était destiné à l'agriculture. Puis avec le développement démographique de la commune des constructions se sont développées sous la forme de lotissements, d'habitations dispersées ou de bâtiments collectifs. L'espace agricole est très restreint et devrait continuer de rétrécir au regard du zonage du PLU.

Le périmètre proposé s'appuie sur l'enveloppe des constructions récentes en veillant de ne pas inclure les parcelles qui entretiennent des liens visuels avec l'estuaire et en tenant compte de la logique de protection propre au monument historique situé dans le bourg.



► Justification de la désinscription :

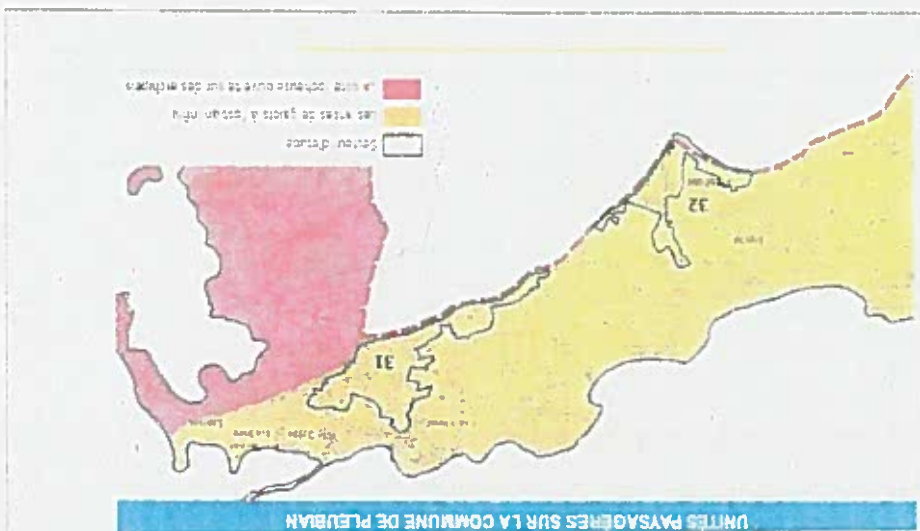
Le secteur (29) prend place sur le plateau avant la naissance de la pente vers la baie de Pommel. Dans les années 60 les constructions étaient implantées en grande majorité le long de la route départementale. L'espace agricole dominait avec des petites parcelles. C'est au début des années 2000 que les constructions récentes ont été construites à l'écart de la route pour bénéficier des très belles vues sur mer.

Le périmètre s'appuie sur l'enveloppe des constructions récentes. Un espace tampon a été créé autour du site classé. Le bâti ancien situé le long de la voie départementale reste en site inscrit.

Le secteur (30) prend place sur le plateau autour du bourg à un kilomètre environ du trait de côte. Dans les années 60, le bourg se restreignait à quelques habitations disposées autour de l'église et le long des routes. A partir de des années 1990 et 2000, de nouvelles constructions sont apparues à la fois sous la forme de lotissements prenant appui sur la route départementale mais aussi sous la forme de pavillons dispersés dans l'espace rural. Le PLU laisse la possibilité d'urbaniser et de densifier toute la surface comprise entre la structure initiale du bourg, le long de la route, et l'habitat dispersé apparu récemment.

Le périmètre de désinscription proposé s'appuie sur l'enveloppe de constructions récentes. Une grande partie de la zone urbanisable est englobée dans ce périmètre. Toutefois, de manière à maîtriser l'évolution de la partie sud du bourg, où des vues filantes vers la mer sont possibles, deux parcelles urbanisables seront maintenues en site inscrit.

Commune de PLEUBIAN



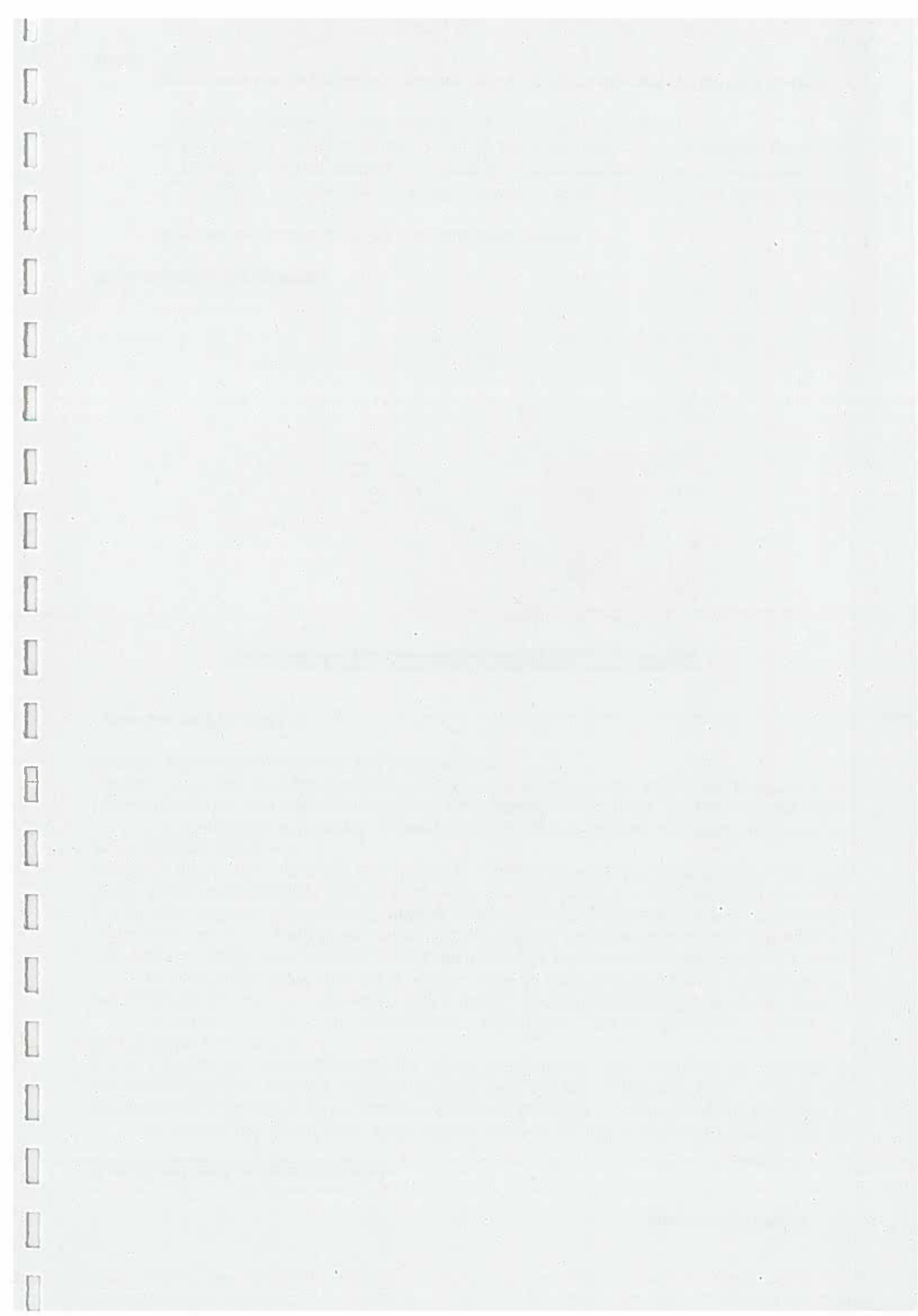
► Localisation des secteurs :

Deux secteurs sont à l'étude sur la commune de Pleubian :

- Le secteur 31, situé aux lieux-dits l'Armor et Saint Antoine, est un vaste ensemble périurbain qui s'est développé sur les pentes douces menant du plateau vers la côte.
- Le secteur 32, présent au nord du bourg, correspond aux extensions urbaines qui se sont étalées le long des routes de desserte du centre-bourg, situé sur le plateau.

Les secteurs d'étude prennent place dans l'unité paysagère des anses de galets à l'estran

infini.



► Le contexte environnemental :

Ces secteurs ne sont pas directement concernés par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Néanmoins ces secteurs côtoient des sites Natura 2000 ainsi que des ZNIEFF de type I et II, une ZICO et des terrains faisant partie du périmètre d'intervention du Conservatoire du Littoral. Toutes ces protections et inventaires prennent place au niveau du littoral et de l'espace maritime, notamment autour du sillon de Talbert.

► Les documents d'urbanisme :

Le document d'urbanisme en vigueur est un PLU révisé le 27 février 2009. Le règlement graphique classe les secteurs d'étude majoritairement en zones urbaines ou d'urbanisation future et très marginalement en zones naturelle et agricole.

► Justification de la désinscription :

Le secteur (31), par son évolution, n'offre plus les perceptions décrites précédemment avec l'espace maritime. En effet, les fenêtres visuelles vers la mer et ses éléments patrimoniaux ont été réduites en nombre et en ouverture visuelle par le développement de l'habitat. Dans les années 60, ce secteur comportait déjà de l'habitat diffus le long des routes avec néanmoins des espaces agricoles. Lors des décennies suivantes, la densité des constructions a fortement augmenté et les espaces agricoles se sont réduits avec les créations de nouvelles voies qui ont permis d'urbaniser en épaisseur.

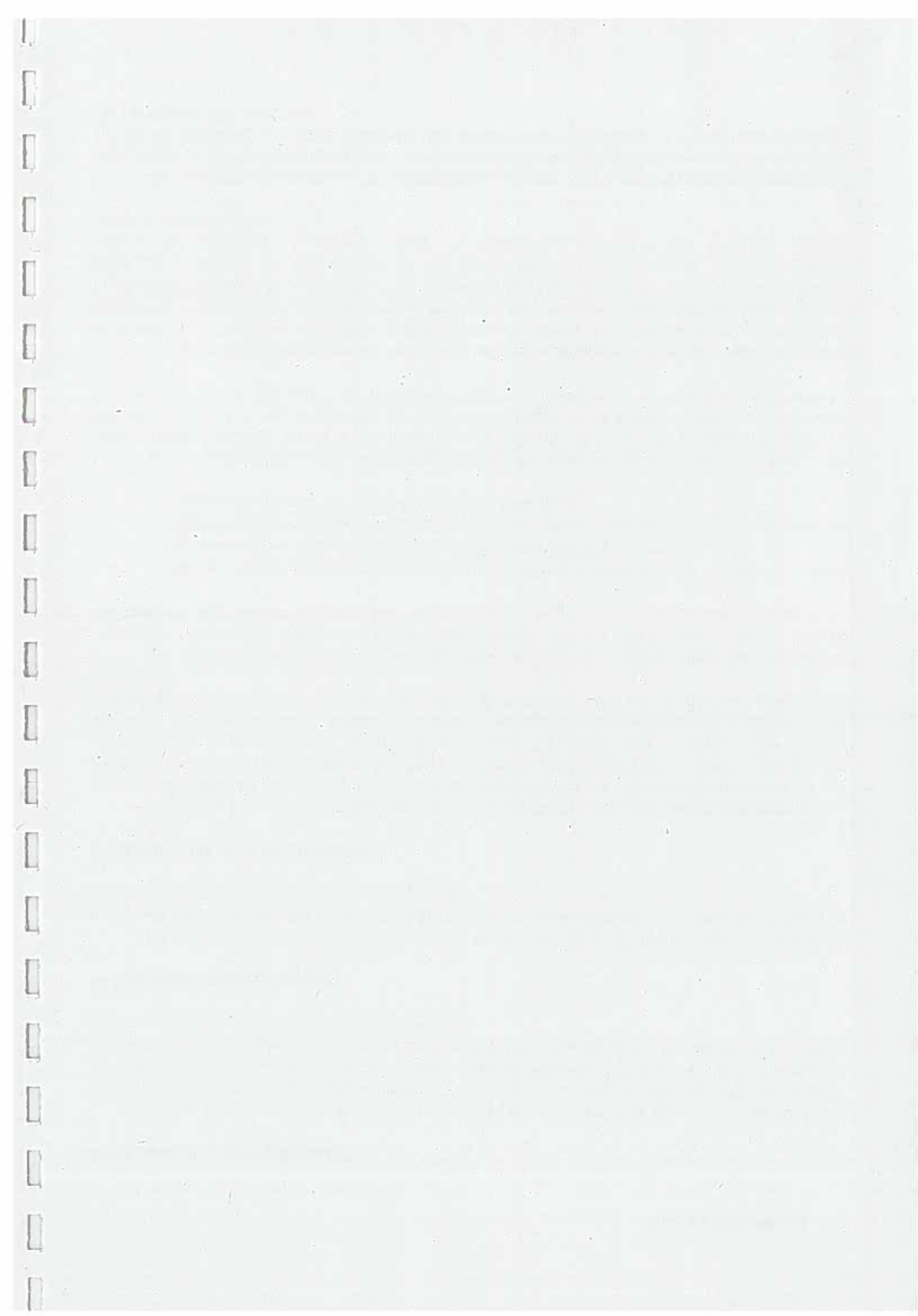
Le périmètre proposé pour la désinscription englobe une grande partie des habitations construites depuis les années 60. Deux types d'espace bâti ou d'urbanisation future ont été maintenus en site inscrit :

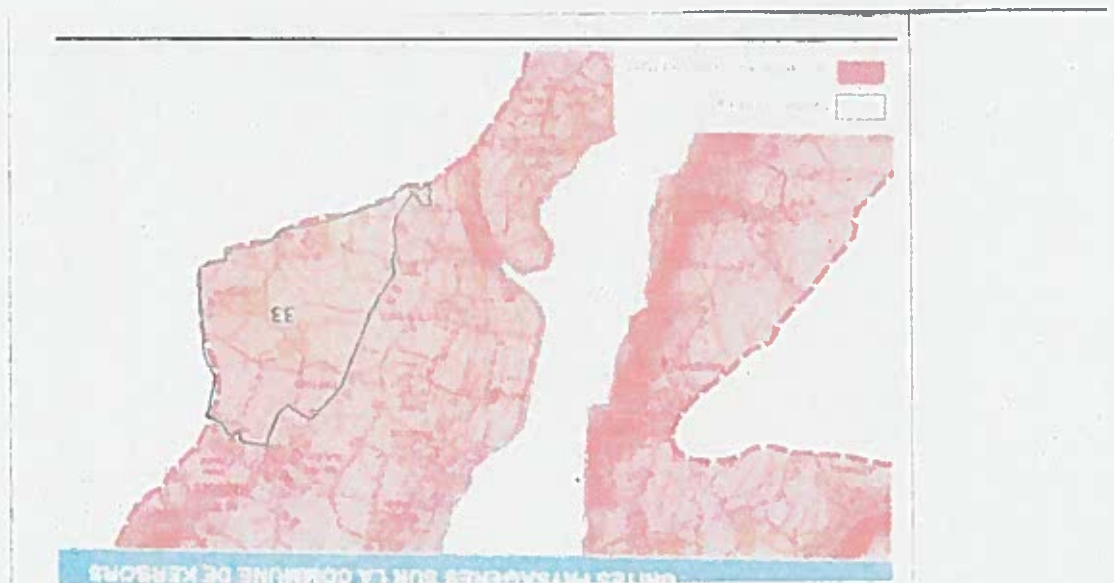
- un ensemble majoritairement constitué de bâtiments anciens, situé le long de la roue départementale desservant la pointe de Pen Lan, à l'est du secteur,
- des ensembles localisés à proximité du site classé, constitués d'une association de bâtiments anciens et de constructions plus modernes.

Le périmètre proposé à la désinscription inclut les zones de densification et d'urbanisation future lorsque celles-ci couvrent des dents creuses présentes au cœur d'îlots déjà urbanisés. Le périmètre proposé a également pris en compte la logique de protection propre au monument historique voisin (Alignement de menhirs) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

Le secteur (32) correspond aux extensions urbaines qui étaient le long des routes desservant le centre-bourg. Le bourg de Pleubian prend place sur le plateau. Dans les années 60, l'habitat était déjà diffus et depuis cette décennie comme pour le secteur précédent, la densité des constructions a augmenté. L'urbanisation ne s'est pas faite uniquement par la construction de maisons individuelles mais par la création de lotissements qui sont venus épaissir l'espace urbain. L'évolution de ce secteur, qui comprend une partie du bourg, est amenée à se poursuivre avec les zones qui sont classées constructibles.

Le périmètre proposé pour la désinscription, s'appuie sur l'enveloppe bâtie continue et il intègre une zone d'urbanisation future. Le périmètre de désinscription tient compte de la logique de protection propre au monument historique situé dans le bourg (Cimetière) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.





► Localisation du secteur :

Le secteur (33) prend place sur le plateau agricole du sud du bourg. Ce secteur d'étude est situé dans l'unité paysagère du Jaudy aux rives pentues.

► Le contexte environnemental :

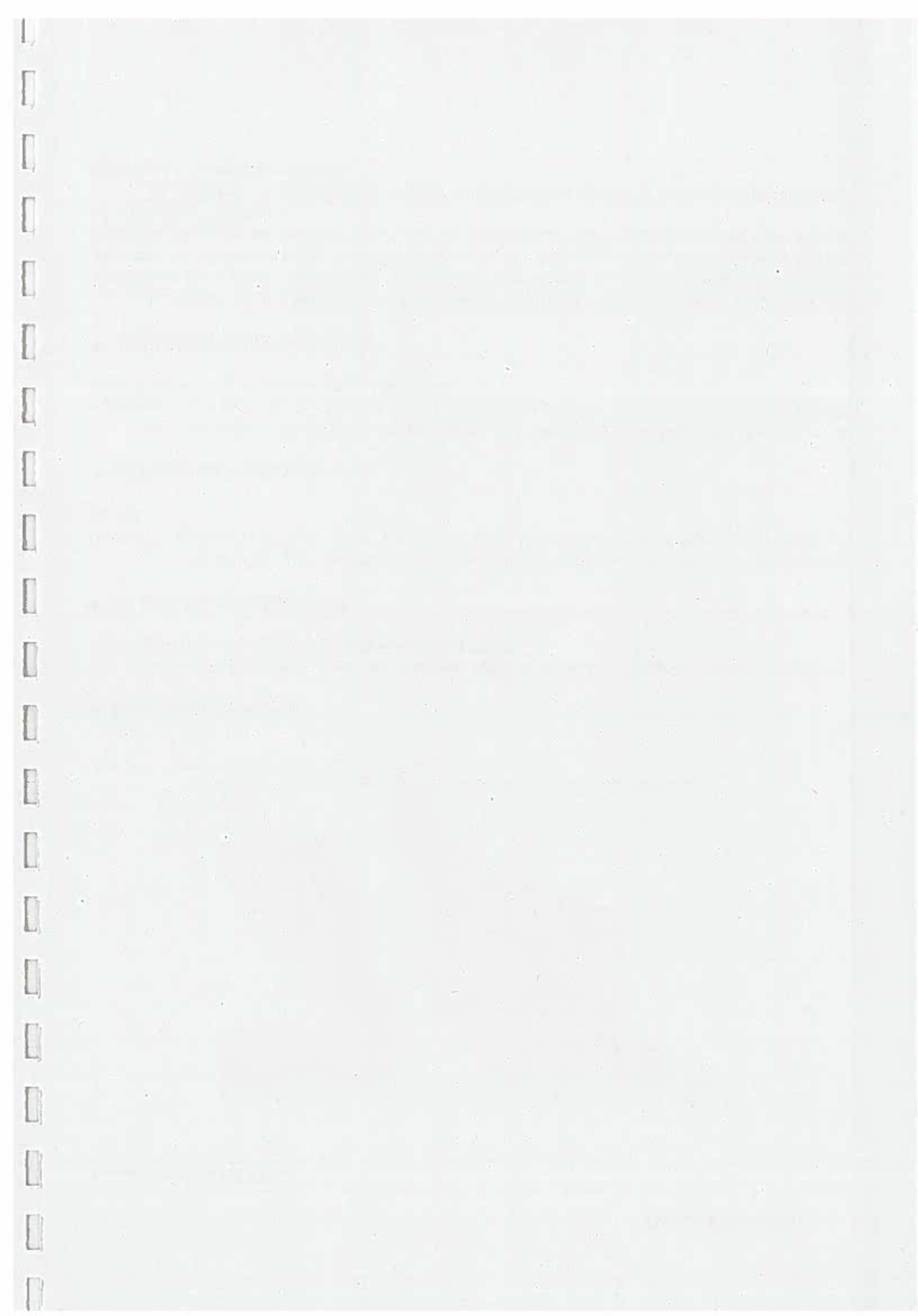
Ce secteur n'est pas directement concerné par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Néanmoins ce secteur côtoie des sites Natura 2000 ainsi qu'une ZNIEFF de type II.

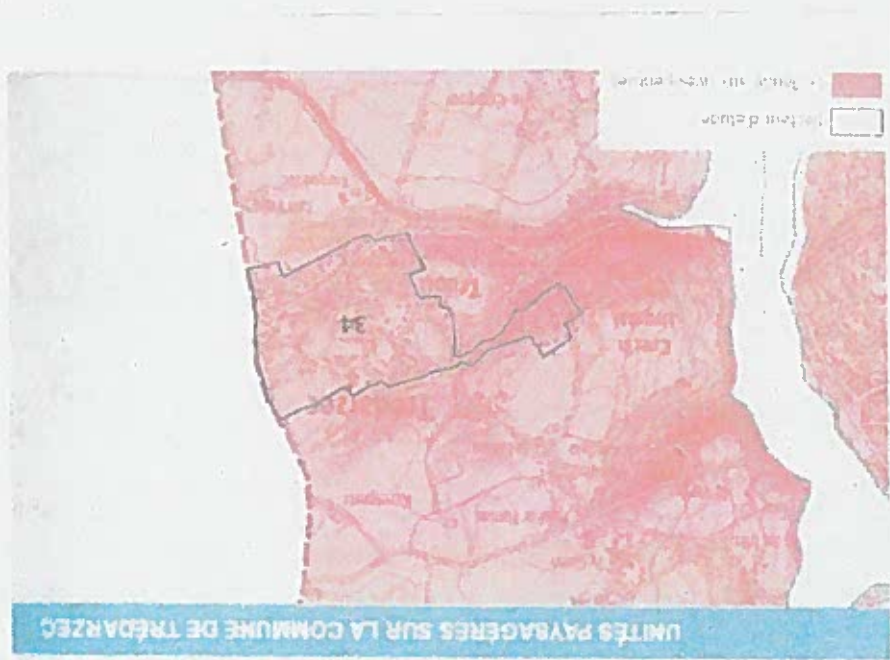
► Le document d'urbanisme :

Le document d'urbanisme en vigueur est un PLU approuvé le 18 mars 2011. Le règlement graphique classe le secteur à l'étude en zones naturelles et agricoles. Très marginalement, l'extrémité nord du secteur prend place en zone urbanisable.

► Justification de la désinscription :

Le secteur (33) prend place sur le plateau, à l'écart de l'estuaire du Jaudy. Le paysage est dominé par des parcelles agricoles qui encadrent un vallon arboré. Ce secteur illustre l'évolution des paysages de plateau puisque dans les années 60, les haies bocagères étaient beaucoup plus nombreuses. La couverture bâtie a peu évolué. Quelques hameaux prennent toujours place ainsi qu'une station d'épuration. Le périmètre de désinscription proposé ne prend pas en compte le bourg ainsi que le rebord du plateau à l'ouest de ce secteur.





► Localisation du secteur /

Le secteur (34) s'étend du bourg sur le plateau jusqu'à une zone d'habitat diffus prenant place sur le rebord du plateau, plus à l'ouest. Ce secteur prend place dans l'unité paysagère du Jaudy aux rives pentues.

► Le contexte environnemental :

Ce secteur n'est pas directement concerné par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Néanmoins ce secteur côtoie des sites Natura 2000 (ZSC « Côte de Trestel à Palmpol, des estuaires du Trieux et du Jaudy » et ZPS « Trégor-Goëlo »).

► Le document d'urbanisme :

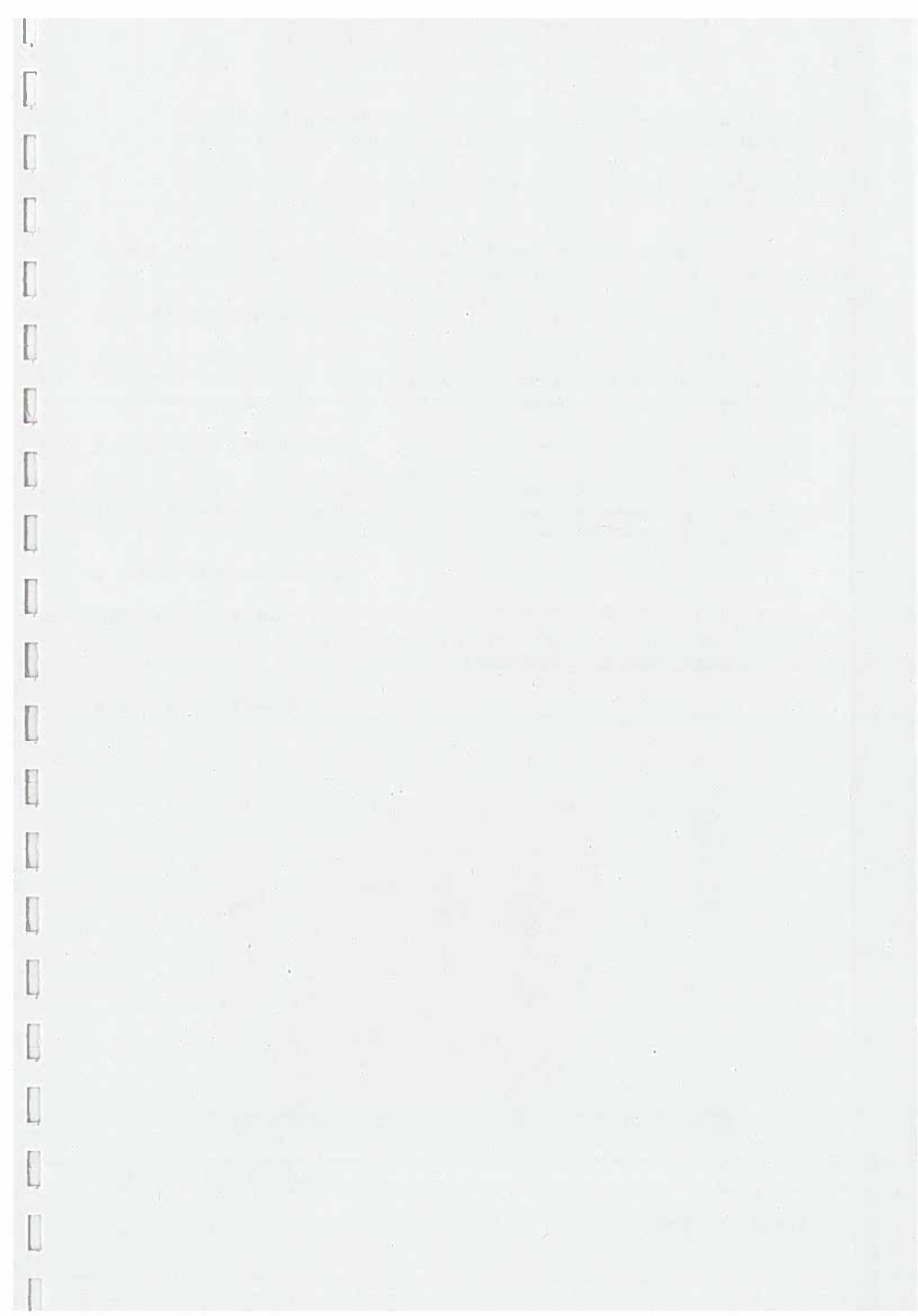
Le document d'urbanisme en vigueur est un POS approuvé le 5 mars 1991 et modifié en 2009. Un projet de PLU a été arrêté le 30 juin 2016. Ce secteur est classé en zones urbaines, urbanisables, agricoles et naturelles.

► Justification de la désinscription :

Ce secteur d'étude prend place entre le bourg de Tredarzec, situé sur le plateau à plus d'un kilomètre de l'estuaire du Jaudy, et l'estuaire lui-même (à l'ouest de la commune).

Il est scindé en deux parties :

- à l'est d'un talweg boisé, il s'agit d'extensions urbaines ayant épaissi le bourg en direction de l'ouest,
- à l'ouest de ce même talweg, il s'agit en grande partie d'un lotissement qui s'est développé à la fin des années 70 sur la partie haute d'un coteau descendant vers le sud.

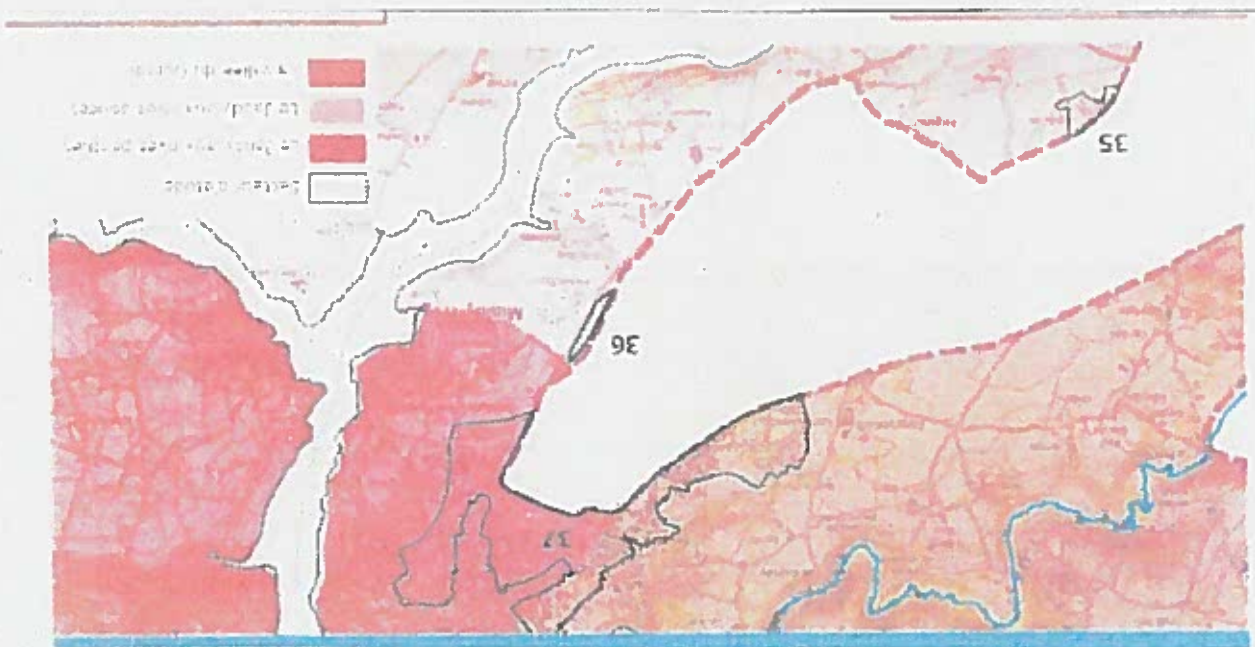


Dans les années 60, ce secteur correspondait à des petites parcelles agricoles séparées les unes des autres par un réseau de talus. Depuis cette décennie, le bourg s'est développé sur le plateau, particulièrement à l'ouest de l'église, dans la partie inscrite du village, et essentiellement par la création de lotissements. L'urbanisation de ce secteur est amenée à se poursuivre au sein des dents creuses situées dans la partie bourg.

Le périmètre proposé à la désinscription s'appuie sur l'enveloppe de pavillons postérieurs aux années 60. Il intègre les zones urbanisation futures. Les constructions perceptibles depuis le pied du coteau où se situe la RD 786 sont toutefois maintenues en site inscrit.

Le périmètre de désinscription proposé tient compte de la logique de protection propre au monument historique situé dans le bourg (Croix du 18^{ème} siècle) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

Commune de MINIHY-TRÉGUIER



► Localisation des secteurs :

Trois secteurs sont à l'étude. Le secteur (35), il s'agit du hameau de Kerhamon mêlant quelques habitations anciennes et des pavillons. Le secteur (36) concerne le hameau de Convenant Jezequel situé au bord de la RD 8 sur le plateau. Le secteur (37), dont une partie est analysée au chapitre suivant sur la commune de Tréguier, correspond à des lotissements et à une zone d'activités qui se sont développés dans le prolongement des bourgs de Minihy-Tréguier et Tréguier. Les secteurs (35) et (36) se localisent dans l'unité paysagère du Jaudy aux rives douces. Le secteur (37) prend place à la fois dans l'unité paysagère du Jaudy aux rives pentues et dans celle de la vallée du Goulet.

► Le contexte environnemental :

Ces secteurs ne sont pas directement concernés par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Néanmoins ces secteurs côtoient des sites Natura 2000 et une ZNIEFF de type II.

Page 10 of 10

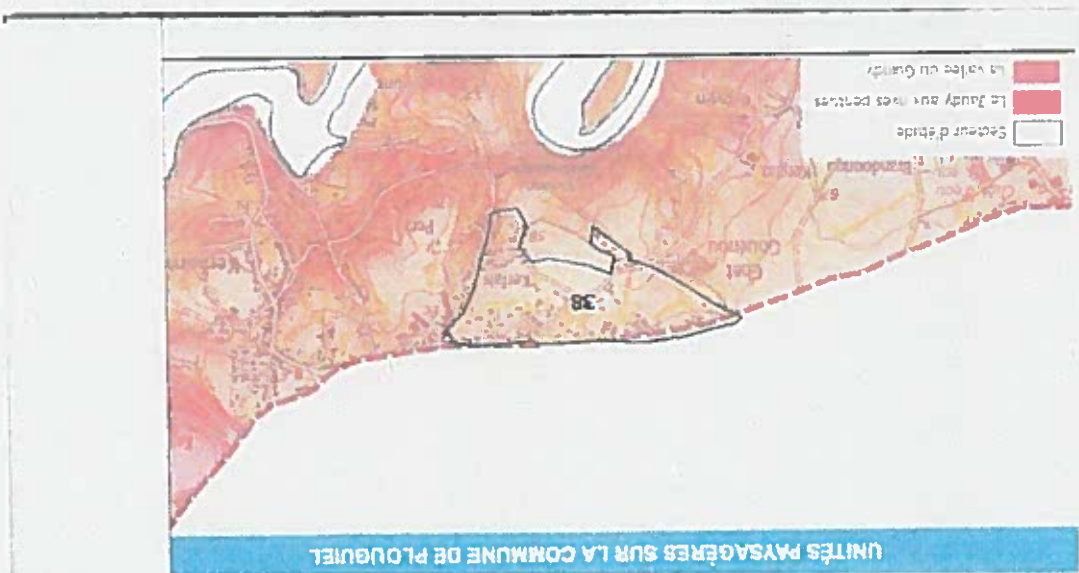
The first part of the report discusses the background of the project and the objectives of the study. It also outlines the methodology used for data collection and analysis. The second part of the report presents the results of the study, including a detailed description of the data and the findings of the analysis. The third part of the report discusses the implications of the findings and provides recommendations for future research.



The figure shows a detailed view of the study area, including the locations of the sampling sites and the distribution of the study organisms. The figure is divided into several sections, each showing a different aspect of the study area. The first section shows a map of the study area, with the locations of the sampling sites marked. The second section shows a detailed view of the study area, including the locations of the sampling sites and the distribution of the study organisms. The third section shows a detailed view of the study area, including the locations of the sampling sites and the distribution of the study organisms.

Le périmètre de désinscription proposé tient compte de la logique de protection propre au SPR (Site Patrimonial Remarquable) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

Commune de PLOUGUIEL



► Localisation du secteur :

Le secteur (38) prend place sur la commune de Plouguiel. Il est situé sur le plateau en rive gauche du Guindy, le long de la route départementale. Ce secteur d'étude prend place dans l'unité paysagère de la vallée du Guindy.

► Le contexte environnemental :

Ce secteur n'est pas directement concerné par une protection foncière ou réglementaire (normis l'inscription). Néanmoins ce secteur côtoie des sites Natura 2000, une ZNIEFF de type II et une ZICO.

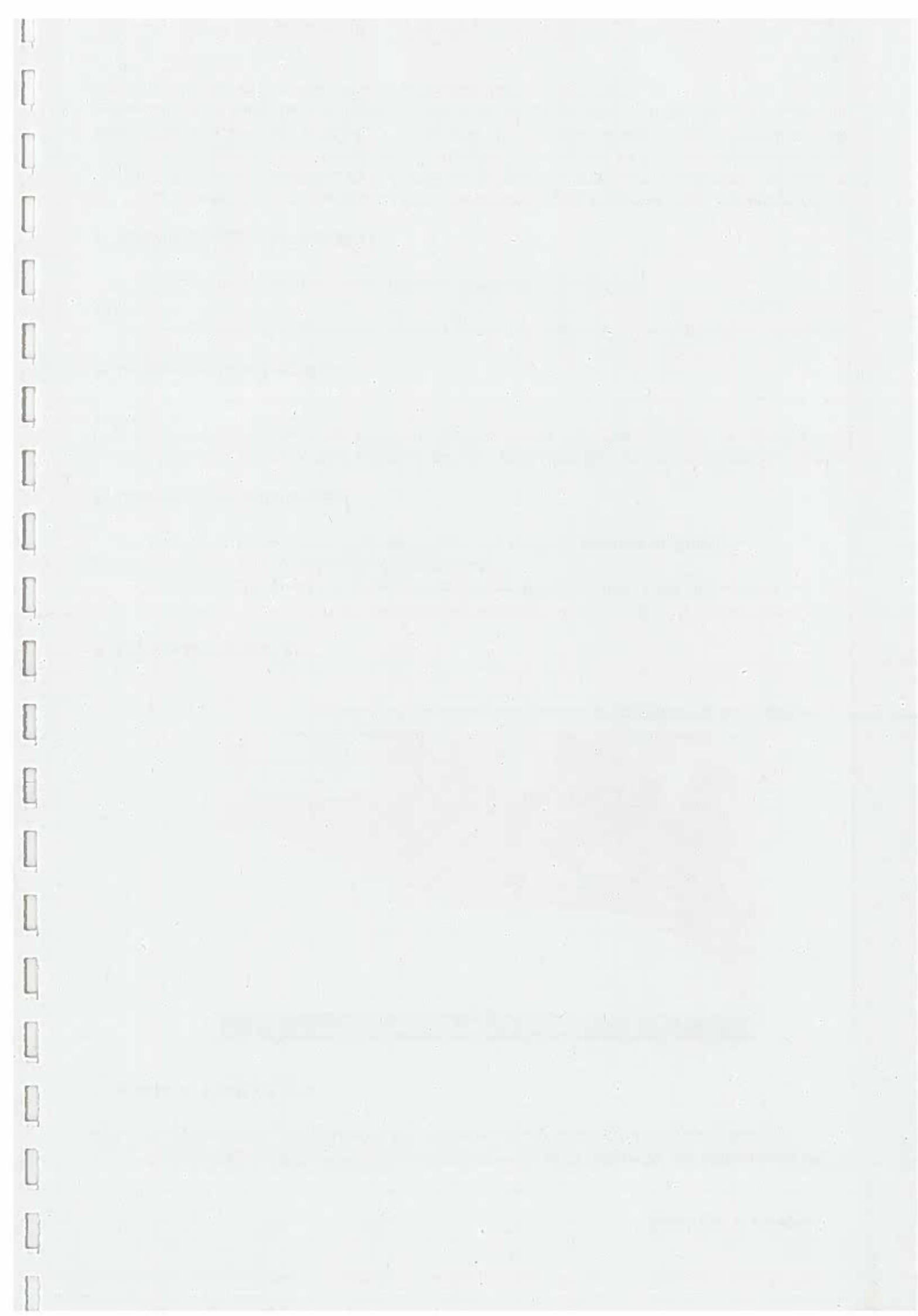
► Le document d'urbanisme :

Le document d'urbanisme en vigueur est un PLU approuvé le 23 avril 2012 et modifié en 2015.

Ce secteur est classé en zones urbaines, urbanisables et agricoles.

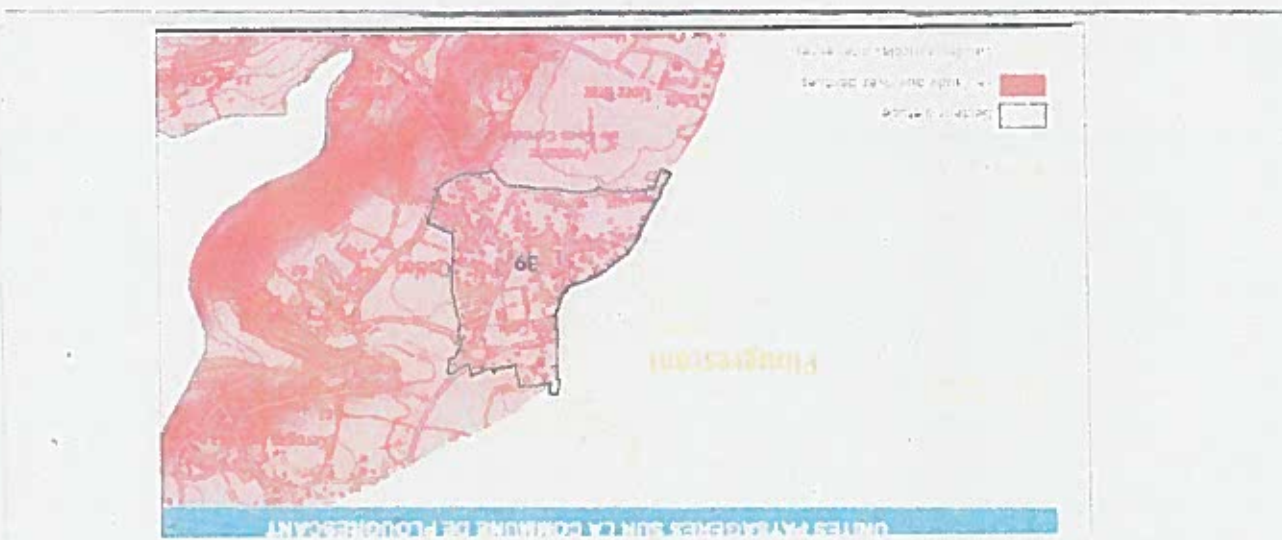
► Justification de la désinscription :

Le secteur (37) correspond à la partie ouest du bourg de Plouguiel. Dans les années 60, ce secteur associait des constructions individuelles le long des routes et des parcelles agricoles à l'arrière. Progressivement la densité bâtie a augmenté. Le bord sud de la route départementale est aujourd'hui complètement urbanisé et n'offre plus de perception éloignée. Des lotissements sont venus épaissir la bande bâtie et l'espace agricole est devenu résiduel. L'urbanisation de ce secteur devrait se poursuivre avec deux zones urbanisables inscrites au PLU.



Le périmètre proposé pour la désinscription englobe l'ensemble du bâti diffus construit depuis les années 60. Etant donné sa grande dispersion, des espaces agricoles sont inclus dans le secteur, dont certains sont urbanisables au PLU. Un espace tampon restera en site inscrit de manière à favoriser la qualité paysagère aux abords immédiats du site classé. De même, le territoire situé au sud-ouest de l'itinéraire de découverte de la vallée du Guindy est maintenu en site inscrit de manière à favoriser la qualité des vues entre cet axe de découverte et le site classé.

Commune de PLOUGRESCANT



► Localisation du secteur :

Le secteur (39) est situé à Plougrescant, dans le bourg, sur le plateau, à environ un kilomètre du littoral.

Ce secteur d'étude se situe à l'interface de deux unités paysagères :

- le Jaudy aux rives pentues
- la côte aux rochers sculptés.

► Le contexte environnemental :

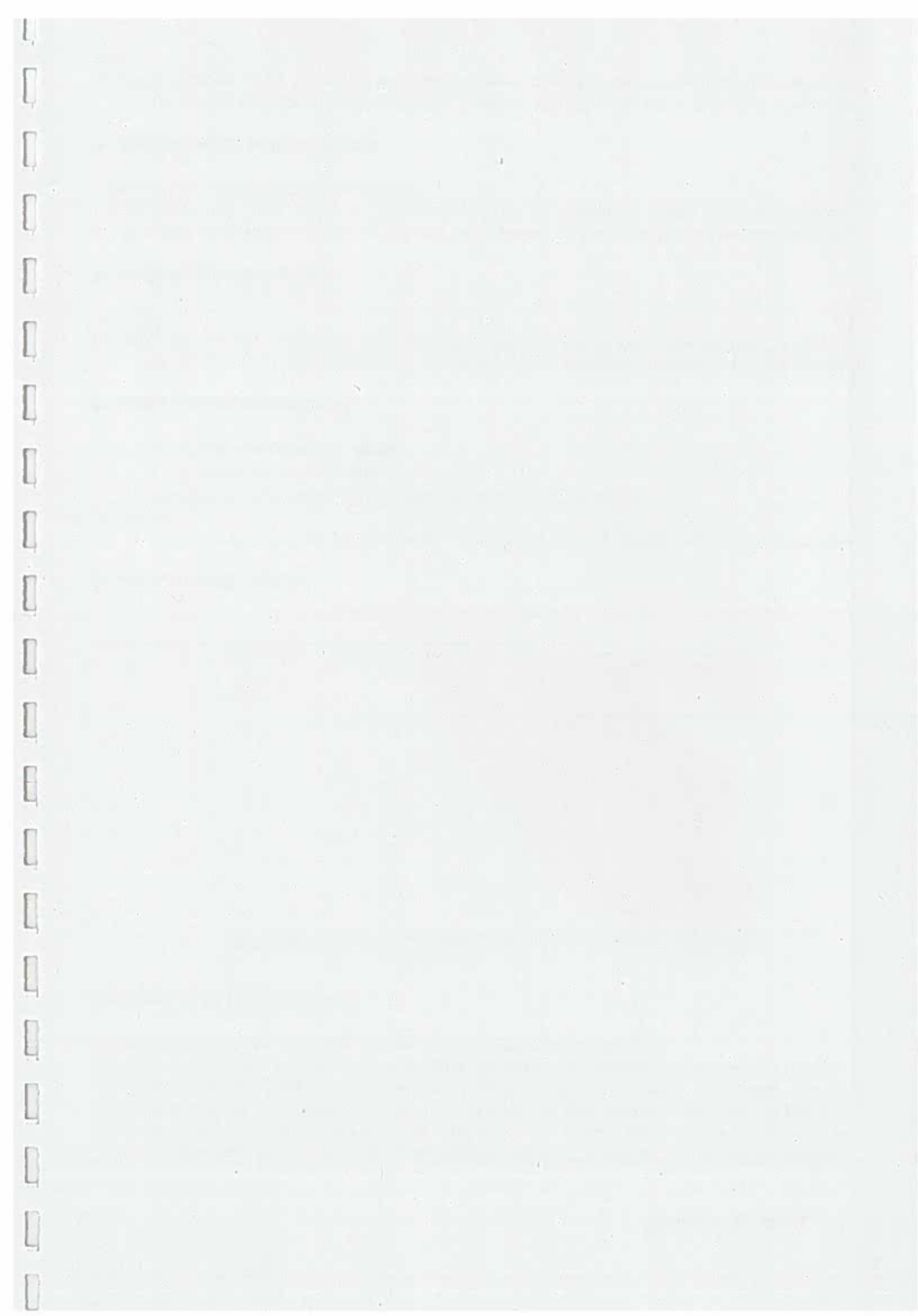
Ce secteur n'est pas directement concerné par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Néanmoins ce secteur côtoie des sites Natura 2000, une ZNIEFF de type II et une ZICO.

► Le document d'urbanisme :

Le document d'urbanisme en vigueur est un POS approuvé le 3 octobre 2000 et modifié en 2008. Un projet de PLU a été arrêté le 18 novembre 2016. Ce secteur est classé en zones urbaines, urbanisables et, ponctuellement, naturelles.

► Justification de la désinscription :

Le secteur correspond à une partie du bourg de Plougrescant, sur le plateau, à l'écart du littoral. Des pentes assez fortes sont recensées à l'ouest et au nord du bourg, offrant des vues vers mer.

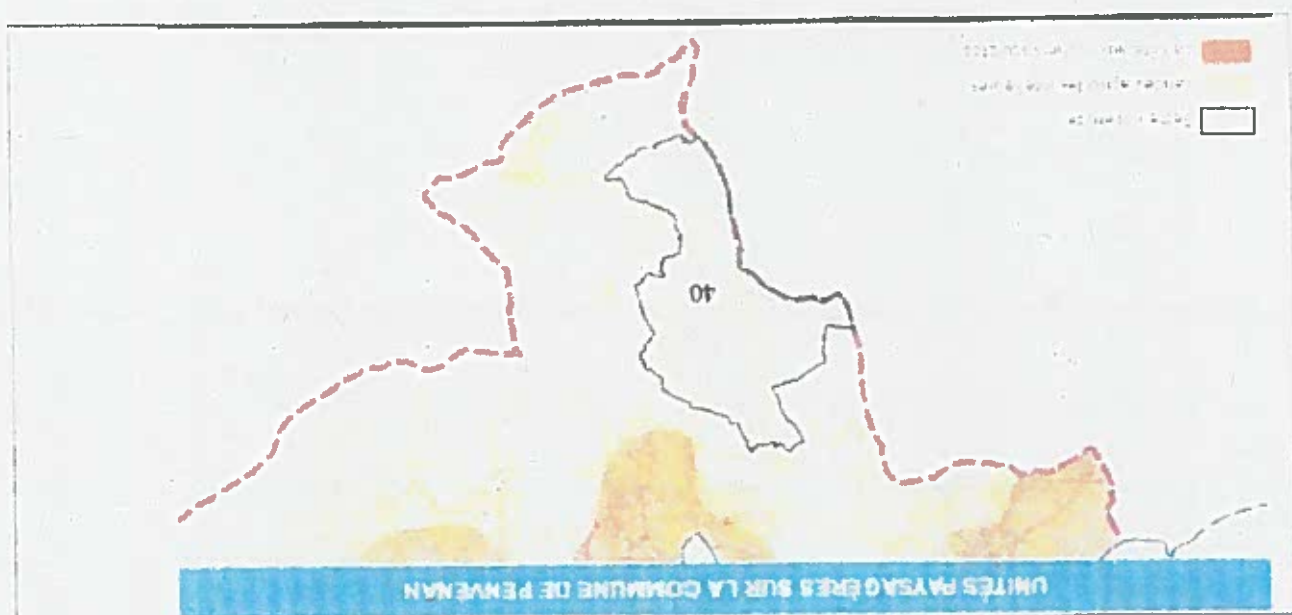


Dans les années 60, le village avait une forme linéaire avec une concentration des habitations le long de la route départementale au bord de laquelle prenait également place l'église et la chapelle Saint-Gonéry. Au-delà de la bande bâtie, les paysages étaient agricoles, constitués de petites parcelles délimitées par des talus. De l'habitat diffus prenait ponctuellement place au bord des routes. A partir des années 70, les premiers lotissements ont commencé à apparaître, élargissant le bourg au détriment de l'espace agricole. A ces opérations groupées, se sont ajoutées des pavillons individuels plus diffus. L'urbanisation de ce secteur est amenée à se poursuivre avec une zone urbanisable inscrite au PLU, au niveau d'une dent creuse.

Le périmètre proposé à la désinscription s'appuie sur l'enveloppe bâtie continue. La partie nord du bourg est maintenue en site inscrit, y compris les zones urbanisables, en raison des enjeux paysagers émanant des vues vers la mer et vers le bocage littoral. Au sud-est du bourg, une zone tampon avec le site classé est également maintenue en site inscrit.

Le périmètre de désinscription tient compte de la logique de protection propre aux monuments historiques situés dans le bourg (Chapelle Saint-Gonéry et cimetière, Fontaine Saint-Gonéry) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

Commune de PENVENAN



► Localisation du secteur :

Le secteur (40) situé sur la commune de Penvenan prend place autour du bourg qui est situé à environ deux kilomètres de la mer, dans un espace de plaine.

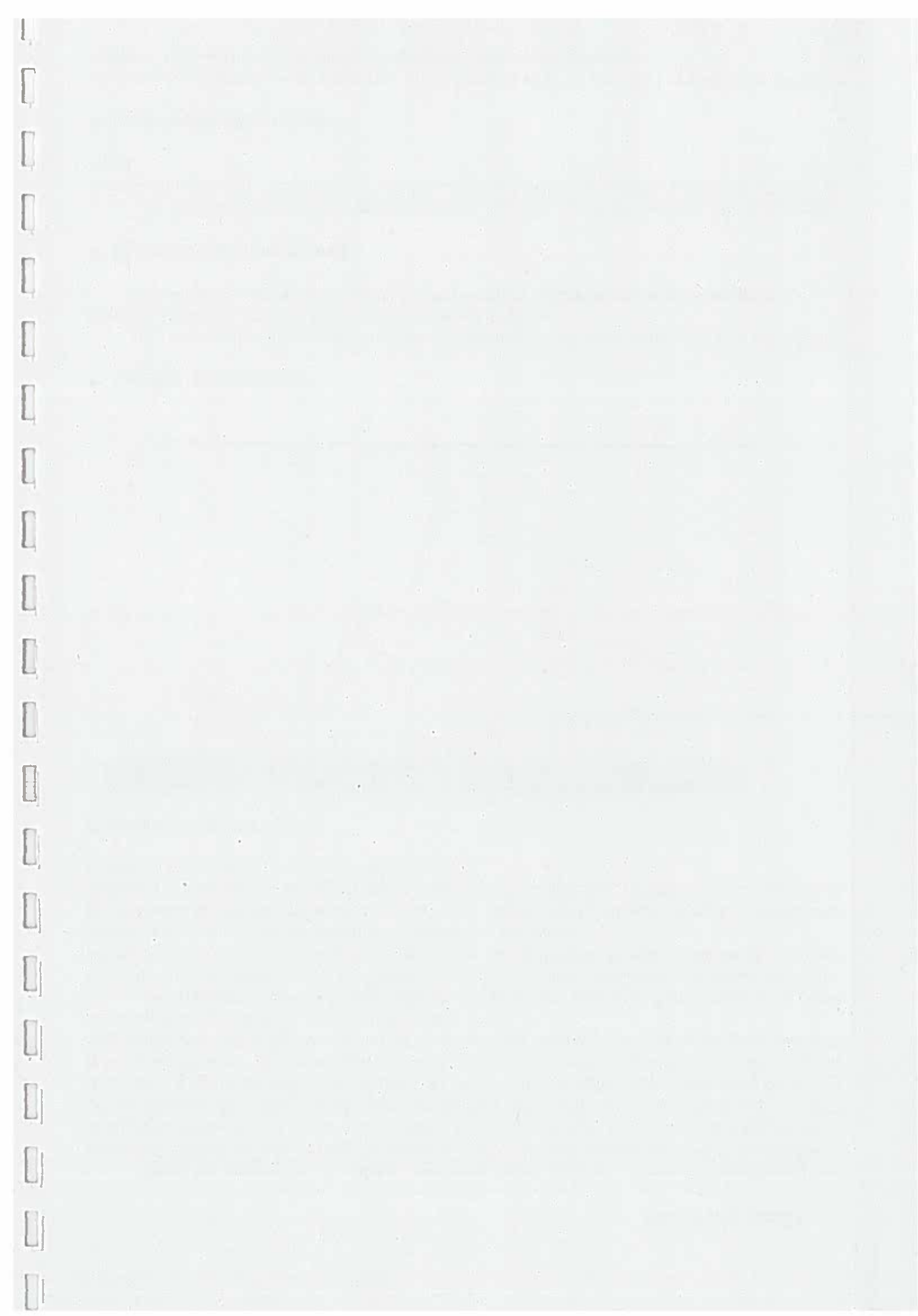
Ce secteur prend place au sein de l'unité paysagère de la côte aux rochers sculptés.

► Le contexte environnemental :

Ce secteur n'est pas directement concerné par une protection foncière ou réglementaire (hormis l'inscription). Néanmoins ce secteur côtoie des sites Natura 2000 et plusieurs ZNIEFF de type I.

► Le document d'urbanisme :

Le document d'urbanisme en vigueur est un PLU approuvé le 14 avril 2011 et modifié en 2014. Ce secteur est classé en zones urbaines, urbanisables, naturelles et agricoles.



► **Justification de la désinscription :**

Il s'agit de la partie nord du bourg de Penvenan qui s'étale en direction du littoral. Dans les années 60, cet espace était beaucoup plus agricole même si l'étalement du bourg le long des voies le desservant avait déjà commencé. L'urbanisation linéaire, le long des routes menant du bourg à la mer, a perduré jusque dans les années 90. Au cours des quinze dernières années, des lotissements sont venus occuper les terrains entre les voies. L'urbanisation de ce secteur est amenée à se poursuivre avec plusieurs zones urbanisables inscrites au PLU, au niveau de dents creuses agricoles. Le périmètre proposé à la désinscription concentre la plus grande partie du bâti récent (postérieur à 1960). Toutefois il exclut les constructions proches du site classé ainsi que celles qui prennent place dans les hameaux où les constructions anciennes (bâti en pierre) sont encore majoritaires.

Le périmètre de désinscription proposé tient compte de la logique de protection propre aux monuments historiques situés dans le bourg (Menhirs et Manoir de Kerbelven) et la cohérence paysagère du site inscrit a été préservée.

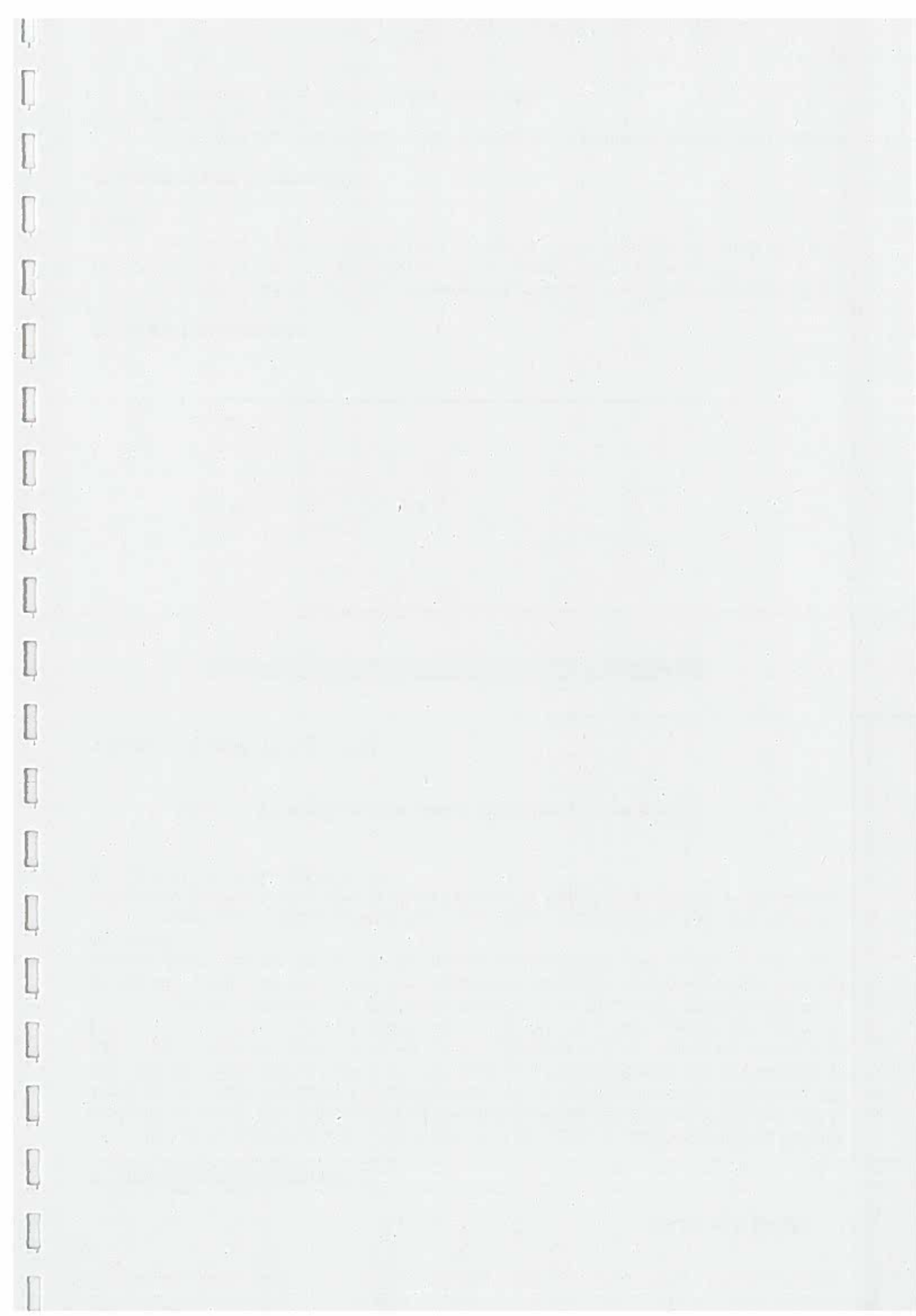
1.6.4 **Présentation du secteur en inscription par commune****Commune de POMMERIT-JAUDY**► **Localisation des secteurs :**

Deux secteurs sont à l'étude sur la commune de Pommerit-Jaudy. Ils prennent place sur les rives de l'estuaire du Jaudy et constituent des « dents creuses » au sein du site classé. Ces secteurs d'études prennent place au sein de l'unité paysagère du Jaudy aux rives douces.

► **Le contexte environnemental :**

Aucune protection réglementaire et aucun inventaire du patrimoine naturel n'est recensé au niveau de ce secteur d'étude.

Néanmoins ce secteur côtoie des sites Natura 2000.



► Le document d'urbanisme :

Le document d'urbanisme en vigueur est un PLU approuvé le 18 décembre 2012. Ce secteur est classé en zones naturelles et agricoles.

► Justification de l'inscription :

Il s'agit de deux secteurs proches l'un de l'autre et situés moins de 300 m du Jaudy, sur la partie bassin du versant droit.

Ces secteurs correspondent à des hameaux anciens, principalement constitués de bâtiments traditionnels en pierre et aux parcelles attenantes.

L'espace agricole et naturel, encadrant ces hameaux, est intégralement en site classé, en raison de son rôle dans le cadre paysager de l'estuaire du Jaudy.

L'inscription de ces secteurs permettra de renforcer la préservation du patrimoine paysager, en favorisant le respect des motifs et des caractéristiques de cette unité paysagère au sein des zones habitées.

Les limites proposées pour l'inscription s'appuient sur la limite du site classé, afin de compléter la protection déjà en place.

Chapitre 2 - Organisation et Déroulement de l'enquête :

2-1. Prescription de l'enquête publique conjointe

Conformément à l'Arrêté Préfectoral du 16 mars 2018, une enquête publique conjointe, a été réalisée entre le 24 avril et le 30 mai 2018. Elle avait pour objet le projet de désinscription de sites et d'inscription de sites sur les estuaires du TRIEUX et du JAUDY.

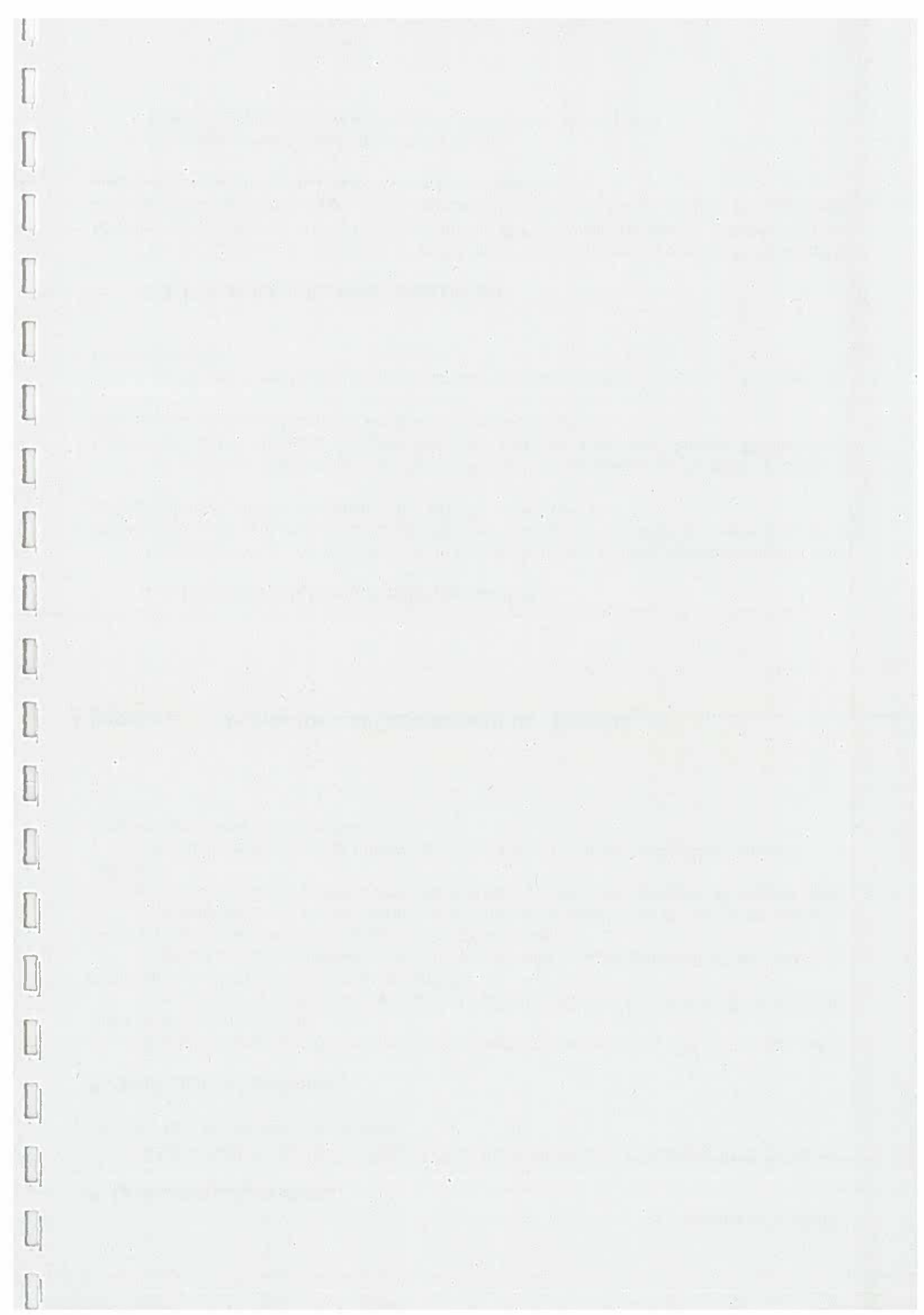
Le projet de désinscription de sites concernait les communes de Kerbors, Lanmodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguiel, Plourivo, Pontrieux, Trédarzec et Tréguier.

Le projet d'inscription de sites concernait uniquement deux sites sur la commune de Pommerit-Jaudy.

2-2. Désignation de la commission d'enquête

Sur la demande de Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor, enregistrée le 10/02/2018, Monsieur le Président du tribunal administratif de RENNES, par décision n° E18000031/35 du 27/02/2018 a désigné les membres de la commission d'enquête, en vue de conduire l'enquête visée ci-dessus. Cette commission d'enquête est composée comme suit :

Présidente : Mme Marie-France GRANVILLE,
Membres titulaires : M. Jean-Jacques TREMEL et M. Hervé NICOL.



2-3. Préparation de l'enquête

Le 08 mars 2018, lors d'une réunion à la Sous-Préfecture de Lannion, le maître d'ouvrage (Mme LE PAGE de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bretagne, Service du Patrimoine Naturel – DREAL-) nous a expliqué les différents points du dossier d'étude relatif à l'enquête préalable à la désinscription ou à l'inscription de certains sites sur les estuaires du Trieux et du Jaudy.

Les parties de ces territoires, dégradées par l'urbanisation ou déjà couvertes par une protection au titre du code du patrimoine, n'ont plus lieu de figurer sur la liste des sites inscrits de ces estuaires. Par contre, deux sites sur la commune de Pommerit-Jaudy, mériteraient d'être inscrits.

Au cours de cette réunion, un projet du dossier à soumettre à l'enquête a été remis à chacun des Commissaires Enquêteurs.

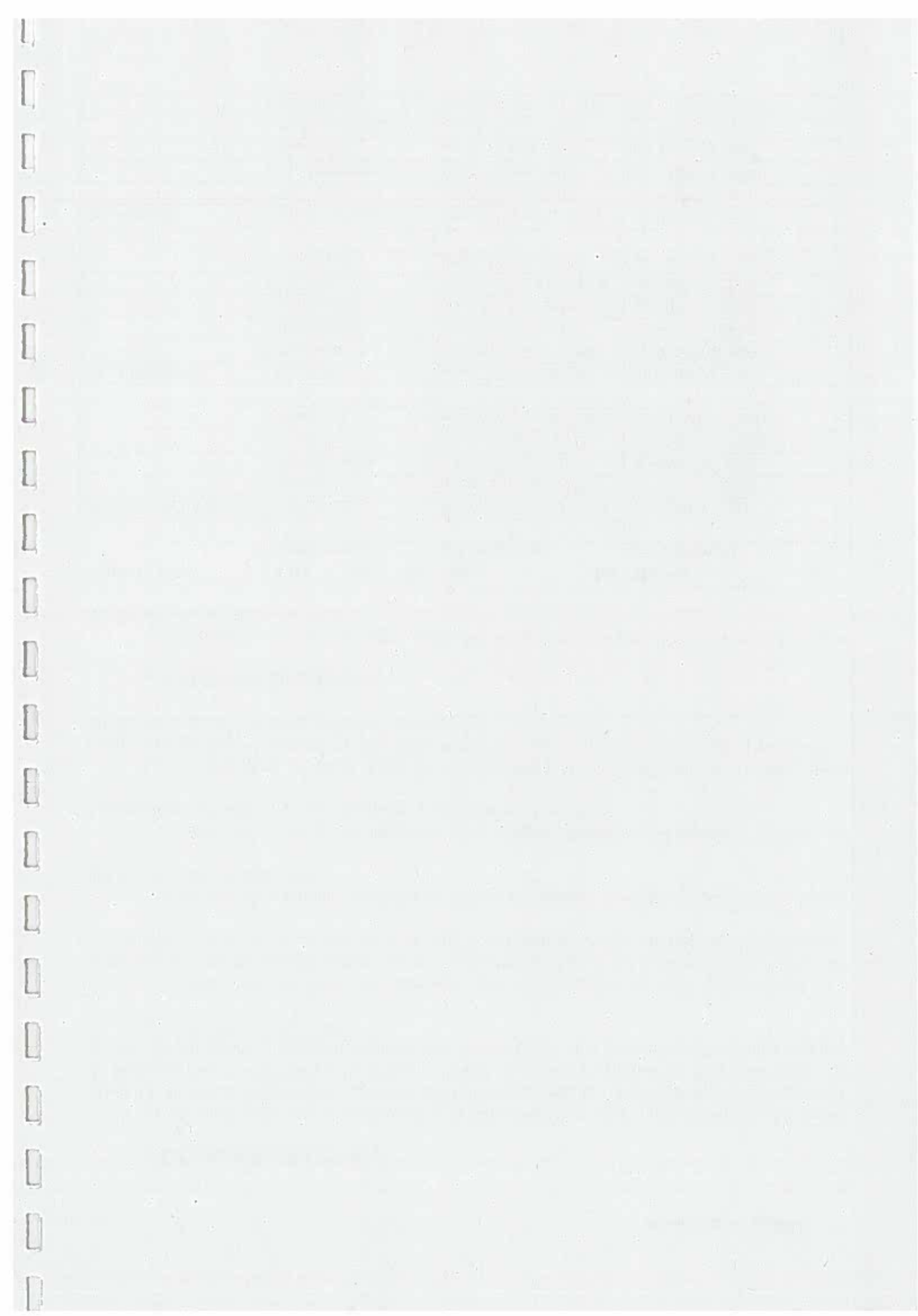
Ce même jour, nous avons déterminé pour chaque Commissaire Enquêteur, les dates et heures des permanences sur les communes concernées par l'enquête.

Le 19 avril 2018, au cours d'une seconde réunion à la Sous-Préfecture de Lannion, nous avons reçu quelques informations complémentaires de la part du maître d'ouvrage et paraphé les dossiers d'enquête à adresser à chaque commune.

2-4. Modalités d'organisation

L'organisation des permanences entre les trois Commissaires Enquêteurs a été faite conformément au tableau ci-après :

Nom du C.E.	Lieu de la permanence	Dates des permanences	Heures des permanences
Mme GRANVILLE	Lézardrieux	mercredi 30 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Paimpol	mardi 24 avril 2018	de 9h00 à 12h00
	Ploubazlanec	samedi 05 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Plourivo	mardi 24 avril 2018	de 14h00 à 17h00
	Pontrieux	mercredi 30 mai 2018	de 14h00 à 17h00
M. TREMEL	Kerbors	jeudi 26 avril 2018	de 9h00 à 12h00
	Pleubian	samedi 19 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Pleudaniel	mardi 22 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Lannodez	jeudi 03 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Ploëzal	mercredi 30 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Trédarzec	lundi 28 mai 2018	de 14h00 à 17h00
M. NICOL	Minihy-Tréguier	samedi 28 avril 2018	de 9h00 à 12h00
	Penvenan	jeudi 03 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Plougrescant	lundi 14 mai 2018	de 14h00 à 17h00
	Plouguiel	jeudi 17 mai 2018	de 9h00 à 12h00
	Pommerit-Jaudy	mardi 22 mai 2018	de 14h00 à 17h00
	Tréguier	mercredi 30 mai 2018	de 14h00 à 17h00



2-5. Visite des lieux

Les 16 et 17 avril 2018, après avoir étudié le dossier, les membres de la Commission d'Enquête ont visité les zones à désinscrire ou à inscrire sur les différentes communes. La visite a été faite par chaque Commissaire Enquêteur, sur la commune où il devait assurer la permanence.

Par la suite, nous nous sommes entretenus, à plusieurs reprises, sur le projet, avec les maires et des élus des différentes communes concernées par la désinscription ou inscription de sites sur leur territoire.

De même pendant l'enquête, nous avons revisité quelques lieux, notamment suite aux observations enregistrées, conversations avec les personnes venues se renseigner ou encore discussions avec les élus.

2-6. Publicité de l'enquête :

2-6-1. Les avis d'enquête

Le premier avis de l'enquête publique est paru dans le journal Ouest-France du 04 avril 2018 et le Télégramme du Même jour.

Un rappel de l'avis d'enquête est paru dans le journal Ouest-France du 26 avril 2018 et dans le télégramme du 25 avril 2018.

Dans plusieurs communes l'avis d'enquête a en outre été mis sur le site internet ou/et sur le journal communal (exemple Infos Pomeritaines).

De même, un avis d'enquête est paru dans la page régionale de certaines communes sur les quotidiens Ouest-France et Le Télégramme du 30 avril 2018 sur la commune de Penvenan). Cet avis d'enquête sur la commune de Penvenan est aussi paru sur l'hebdomadaire « Le Trégor du 03 mai 2018 »

Un article sur l'enquête est également paru dans le journal « Presses d'Armor » du 25 mai 2018.

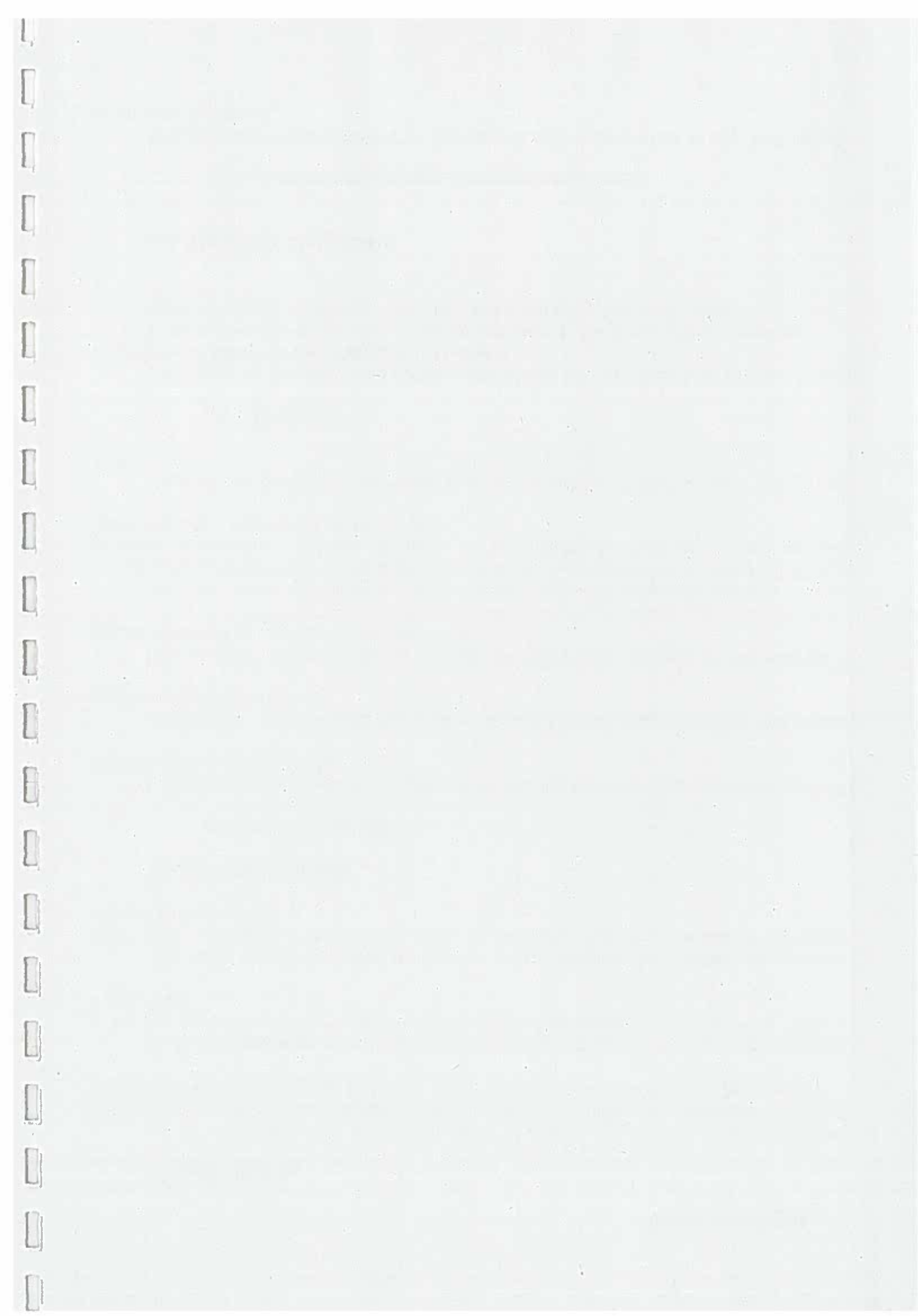
2-6-2. L'affichage

L'affichage sur le terrain a été réalisé conformément aux directives de la DREAL. Il était bien visible du public et attirait l'attention des passants.
L'affichage en mairie était aussi réalisé correctement. Il était bien visible de l'extérieur.
Dans l'ensemble, les affiches sont restées en bon état jusqu'à la fin de l'enquête.

2-7. Déroulement de l'enquête

2-7-1. considérations générales - Tenue des permanences

L'enquête s'est déroulée pendant 37 jours consécutifs, du 24 avril au 30 mai 2018, dans de très bonnes conditions.



Dans chaque mairie des communes de Kerbors, Lannodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguivel, Plourivo, Pontrieux, Trédarzec, Tréguier et Pommerit-Jaudy, le dossier d'enquête était déposé à l'accueil. Les salles où se tenaient les permanences permettaient un accueil convenable du public. Elles permettaient aussi d'étaler tous les documents.

Les membres de la Commission d'enquête ont été bien accueillis par les différents élus rencontrés.

Avant l'ouverture de l'enquête, les registres, dont les pages étaient préalablement numérotées, ainsi que les différentes pièces des dossiers avaient été paraphés par la présidente ou un membre de la commission d'enquête,

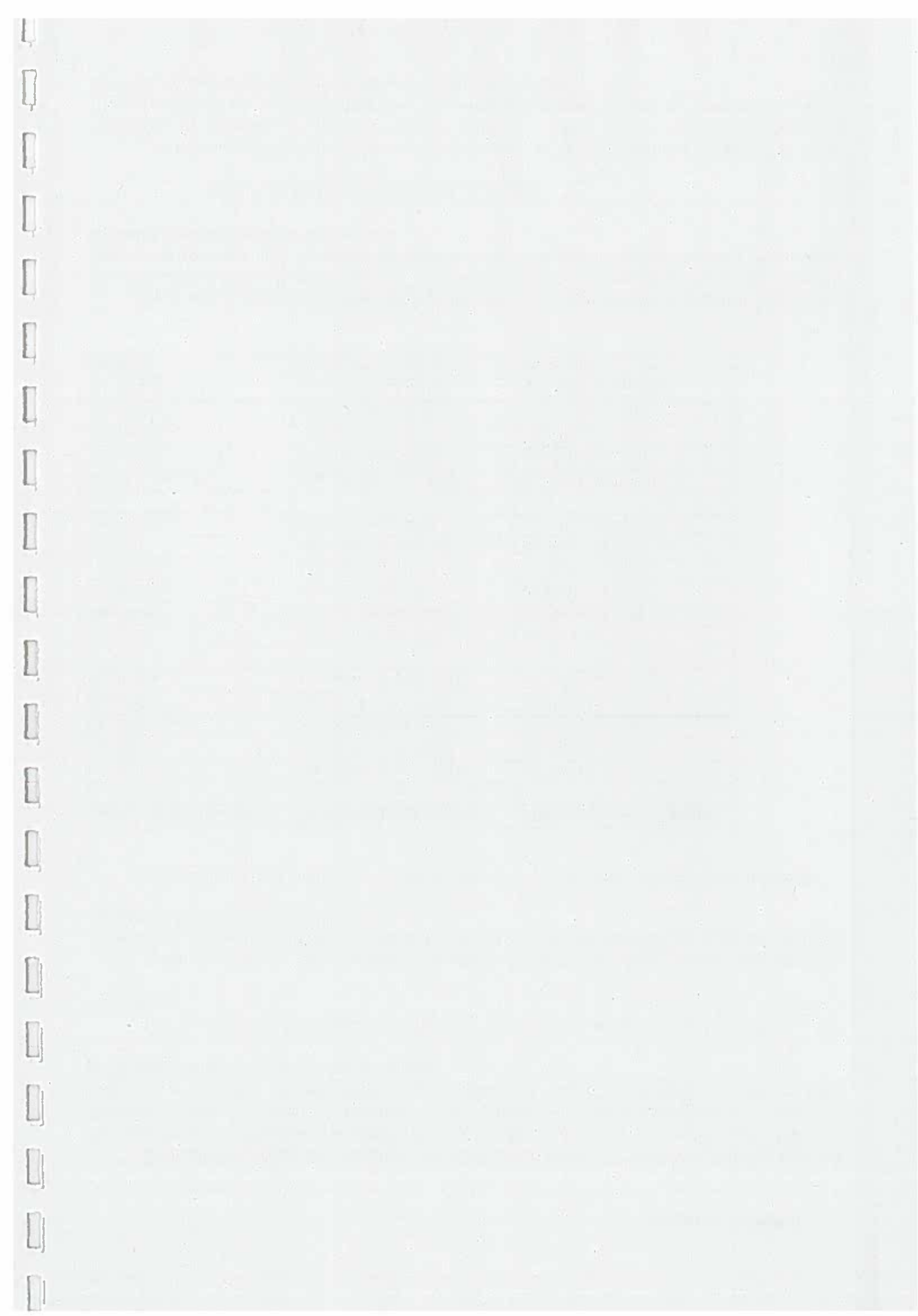
Un membre de la Commission d'enquête s'est tenu à la disposition du public en mairie de :

Lieu de la permanence	Dates des permanences	Heures des permanences
Lézardrieux	mercredi 30 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Paimpol	mardi 24 avril 2018	de 9h00 à 12h00
Ploubazlanec	samedi 05 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Plourivo	mardi 24 avril 2018	de 14h00 à 17h00
Pontrieux	mercredi 30 mai 2018	de 14h00 à 17h00
Kerbors	jeudi 26 avril 2018	de 9h00 à 12h00
Pleubian	samedi 19 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Pleudaniel	mardi 22 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Lannodez	jeudi 03 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Ploëzal	mercredi 30 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Trédarzec	lundi 28 mai 2018	de 14h00 à 17h00
Minihy-Tréguier	samedi 28 avril 2018	de 9h00 à 12h00
Penvenan	jeudi 03 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Plougrescant	lundi 14 mai 2018	de 14h00 à 17h00
Plouguivel	jeudi 17 mai 2018	de 9h00 à 12h00
Pommerit-Jaudy	mardi 22 mai 2018	de 14h00 à 17h00
Tréguier	mercredi 30 mai 2018	de 14h00 à 17h00

Au cours de ces permanences quelques personnes se sont présentées. Cependant leur nombre est relativement faible. Pour la majorité, elles sont venues se renseigner sur l'objet de l'enquête mais n'ont pas jugé utile d'annoter les registres. Ceci accentue le faible nombre d'observations recueillies pendant la durée de l'enquête.

2-7-2. Réunions de la commission d'enquête

Le 08 mars 2018, lors d'une première réunion de la commission d'enquête à la Sous-Préfecture de Lannion, le maître d'ouvrage (Mme LE PAGE de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bretagne, Service du Patrimoine Naturel – DREAL-) nous a présenté le projet, objet de l'enquête publique.



Le 19 avril 2018, la commission d'enquête s'est à nouveau réunie à la Sous-Préfecture de Lannion. Au cours de cette réunion, nous avons paraphé les dossiers et les différents registres.

Pendant toute la durée de l'enquête, nous avons échangé entre nous, par courriels, les différentes observations recueillies et ce, notamment après chaque permanence.

Le 31 mai 2018, nous avons récupéré dans chaque mairie les dossiers et registres. L'après-midi nous nous sommes réunis à la Sous-Préfecture de Lannion.

Au cours de cette réunion, madame la présidente de la commission d'enquête a clos les différents registres. En outre, nous avons préparé la synthèse des observations reçues au cours de cette enquête complétée par les observations de la commission d'enquête.

Le 05 juin 2018, nous nous sommes réunis à la Préfecture de Saint-Brieuc. Nous avons remis à Monsieur LABRO Jérôme, bureau du Développement Durable, la synthèse des observations reçues, datée du 5 juin 2018, en lui demandant son mémoire en réponse dans un délai de 15 jours.

Chapitre 3 – Expressions des personnes publiques, du public et de la Commission d'enquête :

3.1 – Bilan de la concertation (au 31 décembre 2017) :

Le décret en date du 2 décembre 2016, publié au Journal Officiel du 4 décembre, a classé parmi les sites du département des Côtes d'Armor, au titre de la loi du 2 mai 1930, l'ensemble formé par les estuaires du Trieux et du Jaudy. Ce périmètre de classement a été identifié au sein du périmètre du site inscrit pluricommunal du 25 février 1974 à l'issue du bilan réalisé dans le cadre de la circulaire du 11 mai 2007 relative à l'évolution de la politique des sites inscrits. Depuis la finalisation de la procédure de classement, la réflexion s'est poursuivie afin d'identifier également, dans le périmètre du site inscrit pluricommunal, les secteurs les plus dégradés en vue de leur possible désinscription.

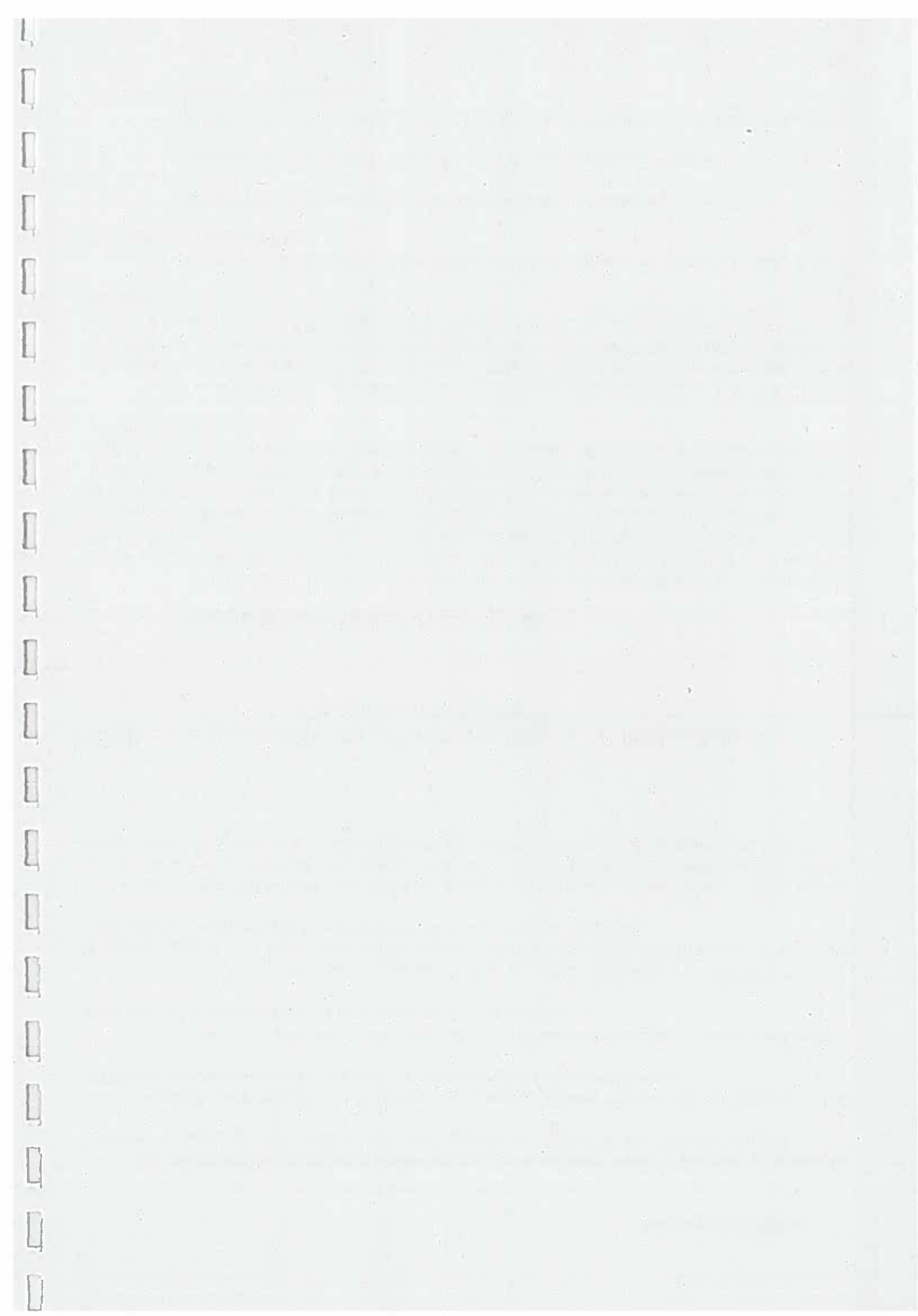
Le 14 novembre 2017, une réunion a été organisée à la Sous-Préfecture de LANNION, sous la présidence de Mme la Sous-Préfète et ayant pour objet de présenter l'étude de désinscription (qui comprend accessoirement un petit secteur en inscription), menée par le Bureau d'Etudes CERESA en lien avec les Architectes des Bâtiments de France et la DREAL, afin de la soumettre à l'avis des participants.

Au terme du délai de mise à disposition de l'étude auprès des acteurs locaux, 4 avis favorables ont été formulés :

- délibération du 30 novembre 2017 de la commune de Trédarzec

- délibération en date du 13 décembre 2017 de la commune de Pleubian,

- délibération du 14 décembre 2017 de la commune de Plougrescant, mail du 22 décembre 2017 de la commune de Penvenan.



3.2 - Observations du public et de la Commission d'enquête :

La Commission d'enquête a reçu plusieurs visites lors des permanences tenues dans les mairies des communes concernées par l'enquête publique conjointe. La plupart de ces personnes sont venues pour se renseigner sur l'objet de cette enquête qui ne semblait pas très bien compris et qui leur a semble manquer d'informations en amont.

Elles n'ont pas souhaité déposer d'observations sur les registres d'enquête mis à leur disposition et ont apprécié les explications fournies par les membres de la commission d'enquête. Beaucoup d'entre elles ont déclaré ne pas comprendre que l'on puisse supprimer une protection sur des sites proches de sites classés.

Au cours de cette enquête, 18 personnes ont apporté leur contribution à cette enquête, soit en déposant une observation sur les registres d'enquête mis à leur disposition, soit en adressant un courrier postal ou électronique qui ont été annexés aux registres d'enquête. A noter, également, une observation orale ainsi qu'une observation de la Commission d'enquête.

► inscription d'un site sur la commune de POMMERIT-JAUDY :

Aucune observation sur les registres d'enquête déposés dans les communes concernées ni aucun courrier reçu concernant ce projet.

► désinscription de sites dans les communes de KERBORS, LANMODEZ, LEZARDRIEUX, MINIHY-TREGUIER, PAIMPOL, PENVENAN, PLEUBIAN, PLEUDANIEL, PLOEZAL, PLOUBAZLANEC, PLOUGRESANT, PLOUGUIEL, PLOURIVO, PONTRIEUX, TREDARZEC et TREGUIER :

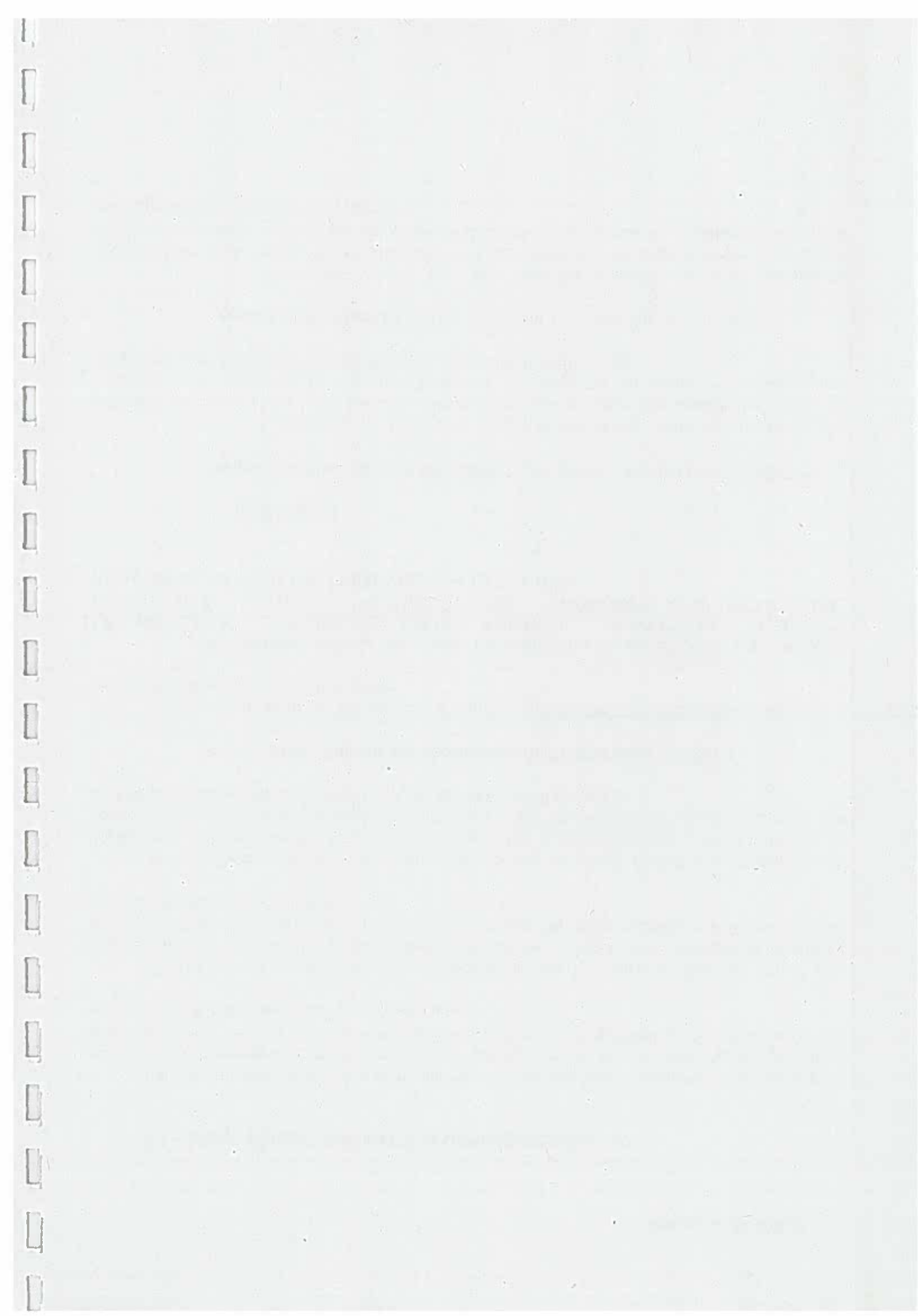
- KERBORS :

◦ requête de Mme Thérèse HOUSSIN, demeurant 11, rue du Port à KERBORS :

L'intéressée est opposée à la désinscription des zones du site inscrit des Estuaires du Trieux et du Jaudy car ces zones pourront être ouvertes à la construction ce qui est contraire à la sauvegarde du littoral. L'intéressée fait référence au contexte environnemental désastreux avec la hausse du niveau des mers et le recul du trait de côte.

◦ requête de M. Marc LE BRIS, demeurant 11, rue du Port à KERBORS :

L'intéressé craint que des parcelles classées agricoles deviennent constructibles dans le cadre d'une révision du PLU en soulignant qu'il est grand temps de mettre un terme au bétonnage du littoral portant atteinte à la vie même de l'océan. En conséquence, il déclare son opposition au projet de désinscription.



— **LANMODEZ :**

° délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2018 :

Le conseil municipal demande que les terrains A 32 et A 33, qui ne sont pas inclus dans le périmètre de désinscription soumis à l'enquête publique, soient retirés des sites inscrits. Un plan parcellaire figurant les parcelles à inclure dans le périmètre de désinscription est annexé à la délibération.

— **LEZARDRIEUX :**

° requête de M. Louis HAMON, demeurant 33, rue Fanch Vidament à PAIMPOL :

L'intéressé fait référence aux amendements à la « loi littoral » en discussion à l'Assemblée Nationale venant renforcer les risques de densification urbaine et de destruction de notre littoral et que le présent projet de désinscription de sites, jusque là sauvegardés à grand peine, rendrait possible. Il lui semble qu'il s'agit là de deux actions bien orchestrées sans volonté de donner des informations concrètes aux citoyens et citoyens concernés.

° requête de Mme Lydie DOMANCICH, demeurant 1, Le Murioi à LANMODEZ :

L'intéressée soutient et cautionne les propos tenus par M. Louis HAMON dans la requête précédente.

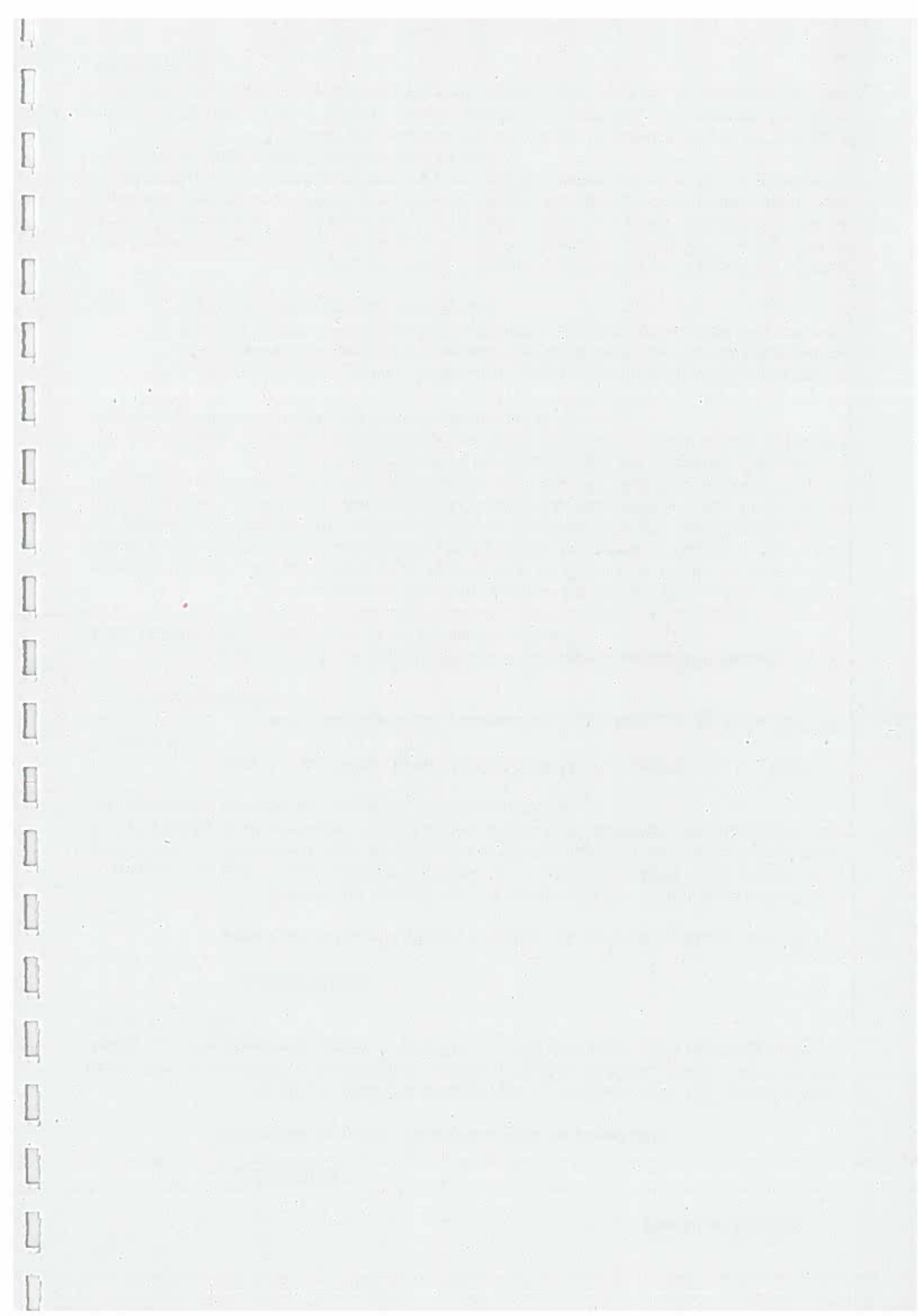
° courrier n° 1, en date du 30 mai 2018, annexé au registre, émanant de M. Louis HAMON, demeurant 33, rue Fanch Vidament à PAIMPOL :

Dans ce courrier, l'intéressé souligne l'intérêt des élus et leur volonté de préserver la qualité de l'eau potable et de l'eau de mer. La GPA et le Comité de Bassin Loire Bretagne engagent des budgets conséquents afin d'améliorer la salubrité de l'eau de mer de la baie de PAIMPOL. Il rappelle qu'il est reconnu que les activités humaines (constructions, travaux routiers, agricoles, ostréicoles..., densification de la population dans la bande côtière située à moins de 2 km du trait de côte) restent des éléments aggravants des pollutions diverses des eaux littorales. Aussi, il comprend mal la nécessité d'alléger les procédures d'extension de l'habitat. Il déclare se limiter à considérer les désinscriptions situées au sud de la baie de Paimpol entre l'abbaye de Beaufort et le parking public de la grève de Beaufort :

— pointe de Kérarziac et parking de Beaufort : situés à proximité immédiate de la mer, la désinscription n'est pas justifiée puisque visibles de deux sites classés remarquables, Beaufort et Gilleben tout comme les 4 quartiers qui surplombent ces deux sites sensibles, également visibles des deux sites classés.

Il note que, concernant Kermannach, Kérquésiel et Beaufort, le Tribunal Administratif de Nantes a confirmé en appel lors de son audience du 22 mai 2015, un jugement du Tribunal Administratif de Rennes du 11 avril 2014, relatif à un permis d'aménager rejeté en application des articles L 146-4 I et L 146-4 II (absence de continuité urbanistique). Aussi, il lui semble difficile de comprendre les motifs qui ont conduit à inclure ces zones dans le périmètre de désinscription proposé dans le cadre de cette enquête.

Il conclut en soulignant que le manque de débat public et les trop rares articles de presse « à sens unique » favorables aux désinscriptions, ont engendré une faible mobilisation du public pourtant habituellement sensible aux questions de protection de leur environnement.



— **MINIHY-TREGUIER :**

• requête de M. Jean-Yves FENVARCH, Maire :

M. le Maire demande pour quelles raisons, seule, la zone de Conventant JEZEQUEL (secteur N° 36), jusqu'à Kergroas, est proposée à la désinscription et pas la zone située de l'autre côté de la RD n° 8 concernant le lotissement de TOSSEN RUGUEL jusqu'au site classé situé à l'Est de ce lotissement.

M. le Maire insiste pour que soit conservée en zone inscrite (couleur jaune), voire classée, la zone de TRAOU WAZ, CONVENTANT LAMER, jusqu'en limite Nord de la zone bâtie de TOSSEN RUGUEL.

Les élus souhaitent que le site de TRAOU MIQUEL ne soit pas désinscrit en raison de la présence du manoir du même nom. Néanmoins, M. le Maire constate qu'une partie de cette zone est incluse dans le périmètre de protection du site classé de l'église Saint-Yves.

— **PAIMPOL :**

• requête de M. Thierry WATRIGANT, demeurant 3, rue de Kernanach à PAIMPOL :

L'intéressé constate que sa propriété est située dans un site patrimonial remarquable concerné par une proposition de désinscription. Cette proposition inquiète quant à l'avenir de projets de constructions nouvelles dans le voisinage (propriété inscrite au cadastre section ZH n° 221).

• requête de M. Pierre LALLEMENT, demeurant 3, rue François LE LOUARN à PAIMPOL :

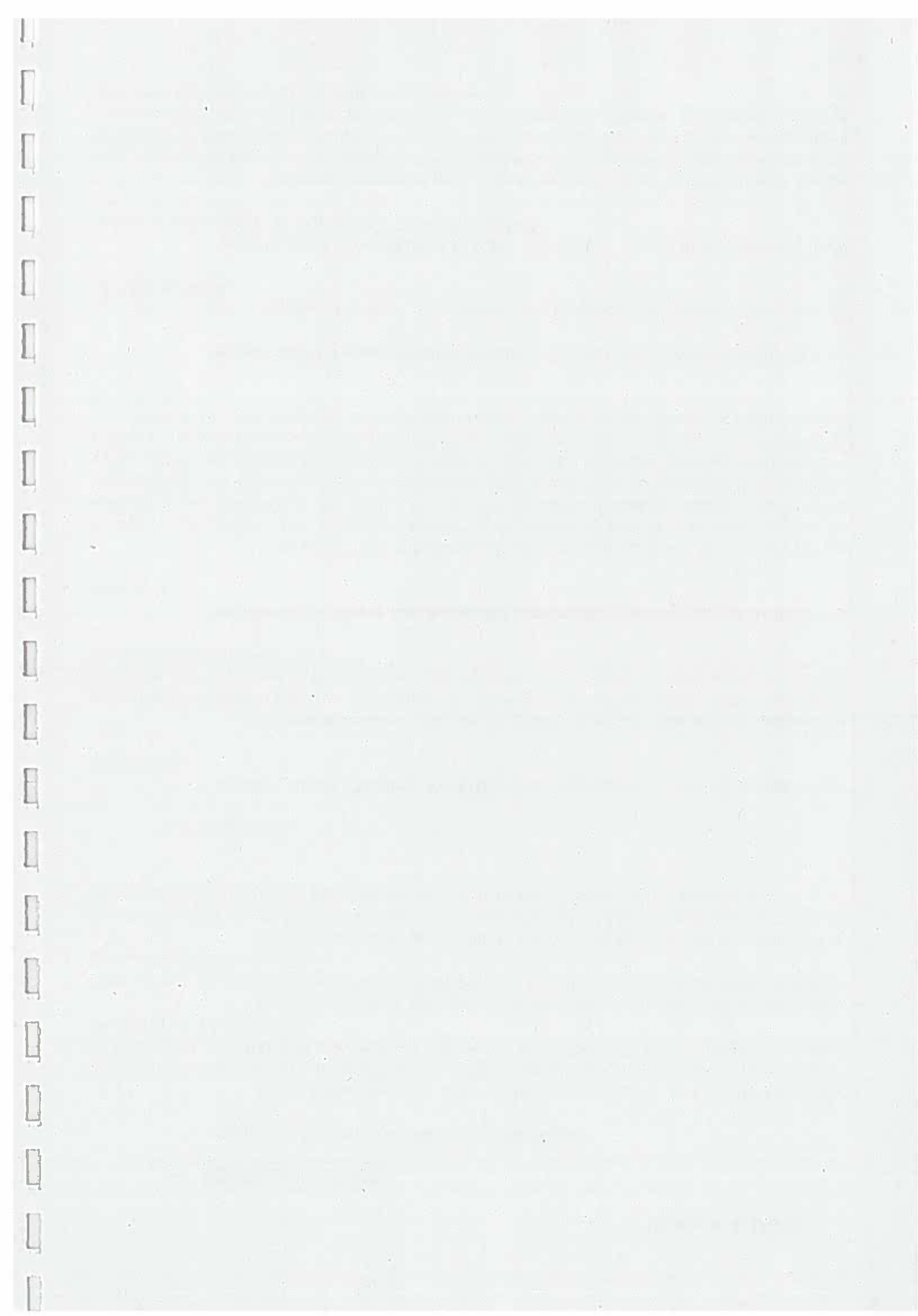
L'intéressé, après consultation du rapport de présentation des sites inscrits sur le secteur 5 de PAIMPOL, de l'aspect paysager et de l'aspect naturel de cette zone, suggère de réfléchir à une modification des limites du périmètre de désinscription en remontant la limite de désinscription à la limite du chemin de Kerguestel pour la zone littorale (préservation de la nature agricole et boisée des triangles Boulguetff, Kerguestel, Kerarzig). De même, pour la zone Beauport - Kéry, il souhaiterait que soit remontée la limite de désinscription au niveau des rues de Puihuac et cale de Traou N...., afin de garder ce visuel non urbanisé : espaces boisés, champs, et l'aspect naturel de ces endroits.

• requête de M. Louis HAMON, demeurant 33, rue Fanch Vidament à PAIMPOL :

requête identique au courrier n° 1 annexé au registre d'enquête de LEZARDRIEUX.

• requête de M. Yves-Marie LE LAY, Président de l'association « Sauvagerie du Trégor », demeurant Ti an Holl à PLESTIN-LES-GREVES :

L'intéressé évoque l'objet de cette enquête ainsi que les justifications avancées pour proposer les périmètres de désinscription : dégradation par le mitage de l'urbanisation, secteurs faisant l'objet d'une double protection. Il souligne que d'autres secteurs, très étendus, sont appelés à être désinscrits alors que l'on peine à trouver la justification d'un mitage de l'urbanisation. Ce sont des zones agricoles à valeur paysagère variable.



- sur la commune de Korbors, au lieu-dit « Mez Huel », le Jaudy n'est pas perceptible et donc n'impacte pas le classement de ce site,
- sur les secteurs de Kervignac et la Villeneuve, au-dessus du Ledano, sur le secteur au-dessus du Bois de Beauport sur la commune de Paimpol et sur le secteur de Croaz an Quéré sur la commune de Lézardrieux, la désinscription peut entraîner un impact sur les sites classés du Trieux et de la Baie de Paimpol.
- L'intéressé demande comment expliquer cette « anomalie » ?
- L'association « Sauvagegarde du Trégor » y voit le champ libre à toute création ou extension de serres agricoles dont la surface et la hauteur ont un impact très fort dans le paysage. Il souligne que, dans ces secteurs, des serres sont déjà présentes ou sont situées à des environs proches. Il déclare qu'il est par ailleurs remarquable que cette vaste étude paysagère, présentée au dossier de l'enquête publique, soit complètement muette, tant dans les documents écrits qu'iconographiques, sur ces installations bien plus graves qu'un mitage de l'urbanisation.

En outre, et dans le même esprit, l'intéressé souligne le projet de désinscription de deux sites complètement immergés dans la zone classée, sur la commune de Paimpol, Coz Castel en bordure du Trieux et la presqu'île de Kérarzic. Ces deux sites sont concernés par la pisciculture marine ou l'ostréiculture. Il estime qu'il faudra veiller à contrôler toute extension de bâti et que la désinscription du site ouvrira la voie à tout le contraire.

En conclusion, il note le manque de sincérité des études présentées au public et craint que la désinscription de certains sites ne soit que la voie ouverte à une atteinte directe ou indirecte aux sites classés des estuaires.

Pour ces raisons et d'autres à faire valoir, « Sauvagegarde du Trégor » émet un avis défavorable à cette procédure de désinscription et tout au moins à la demande de désinscription des sites mentionnés ci-dessus.

- PENVENAN :

Aucune observation et aucun courrier.

- PLEUBIAN :

Aucune observation et aucun courrier.

- PLEUDANIEL :

° requête de M. Didier ROGARD, Maire :

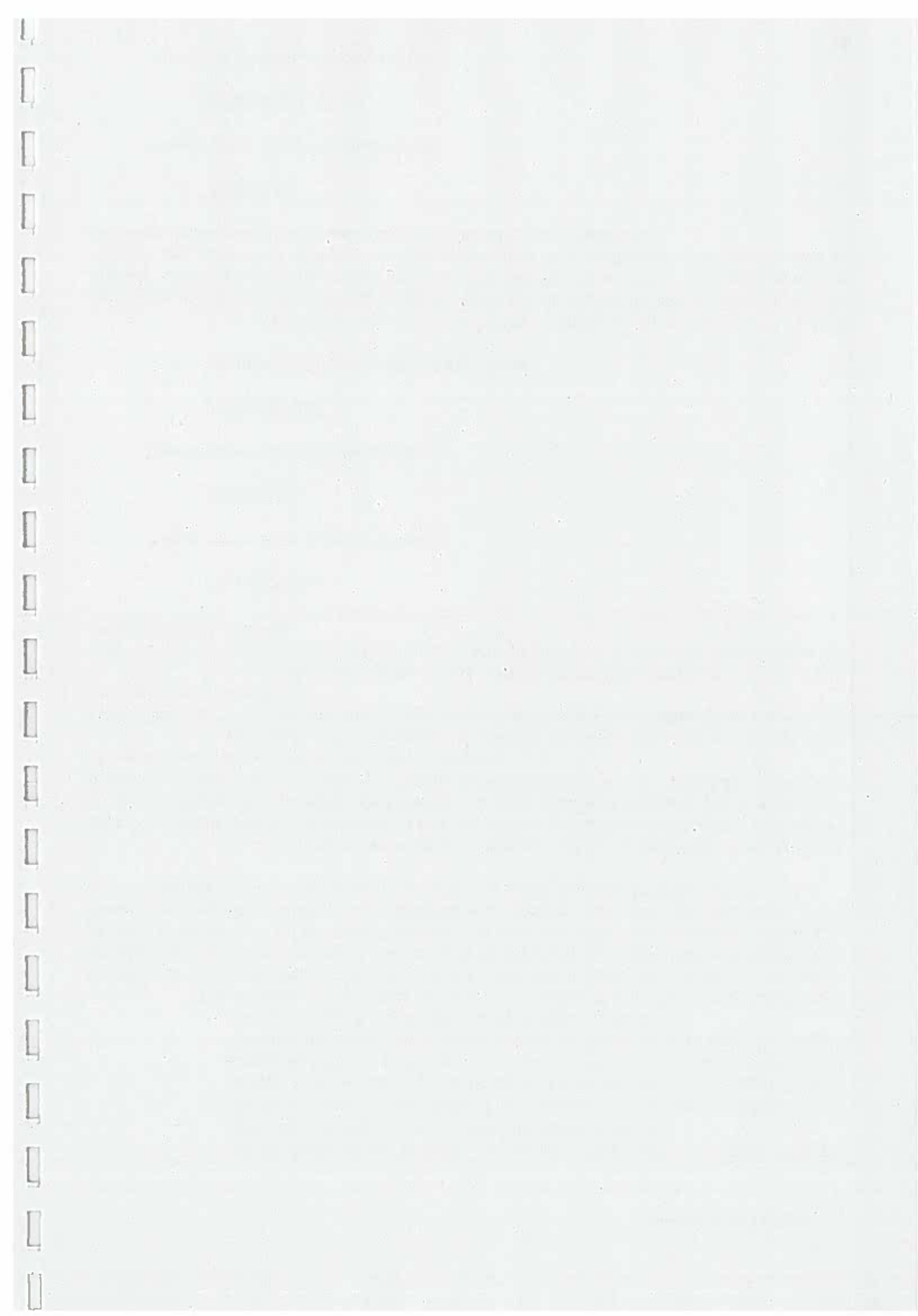
M. le Maire signale qu'à la suite de l'enquête publique relative au PLU de sa commune, une limite a été déplacée et qui ne figure pas sur le plan du secteur 26 de la présente enquête relative au projet de désinscription de sites. En effet, la parcelle n° 8 du plan joint à sa requête, une partie a été acceptée en zone constructible et il souhaiterait qu'en conséquence le périmètre de désinscription prenne cette évolution du PLU en considération.

- PLEOZAL :

Aucune observation et aucun courrier.

- PLOUBAZLANEC :

Aucune observation et aucun courrier.



- PLOUGRESCANT :

Aucune observation et aucun courrier

- PLOUGUEL :

° requête de M. Jean-Marc LE LUYER :

Dans le cadre de cette enquête publique, le Comité de Keraret tient à attirer l'attention des représentants de l'Etat sur son projet de quai en eaux profondes et qu'il sera pour cela nécessaire d'envisager le déclassement d'un espace d'environ 6 ha sur l'estran dans le secteur du Palud près du hameau de Keraret sur la commune de PLOUGUEL.

° courrier de M. Jean-Marc LE LUYER :

Dans son courrier du 17 mai 2018, l'intéressé reprend les mêmes termes que dans la requête précédente et joint un plan de l'emprise du terre-plein en projet.

° observation orale d'une secrétaire de la mairie :

L'intéressée demande pourquoi le contour de la zone à désinscrire comporte un décroché dans sa partie nord-est ?

- PLOURIVO :

° requête de M. Jean-Claude LE MANCHEC et de M. Pierre LE MANCHEC, demeurant à PAIMPOL :

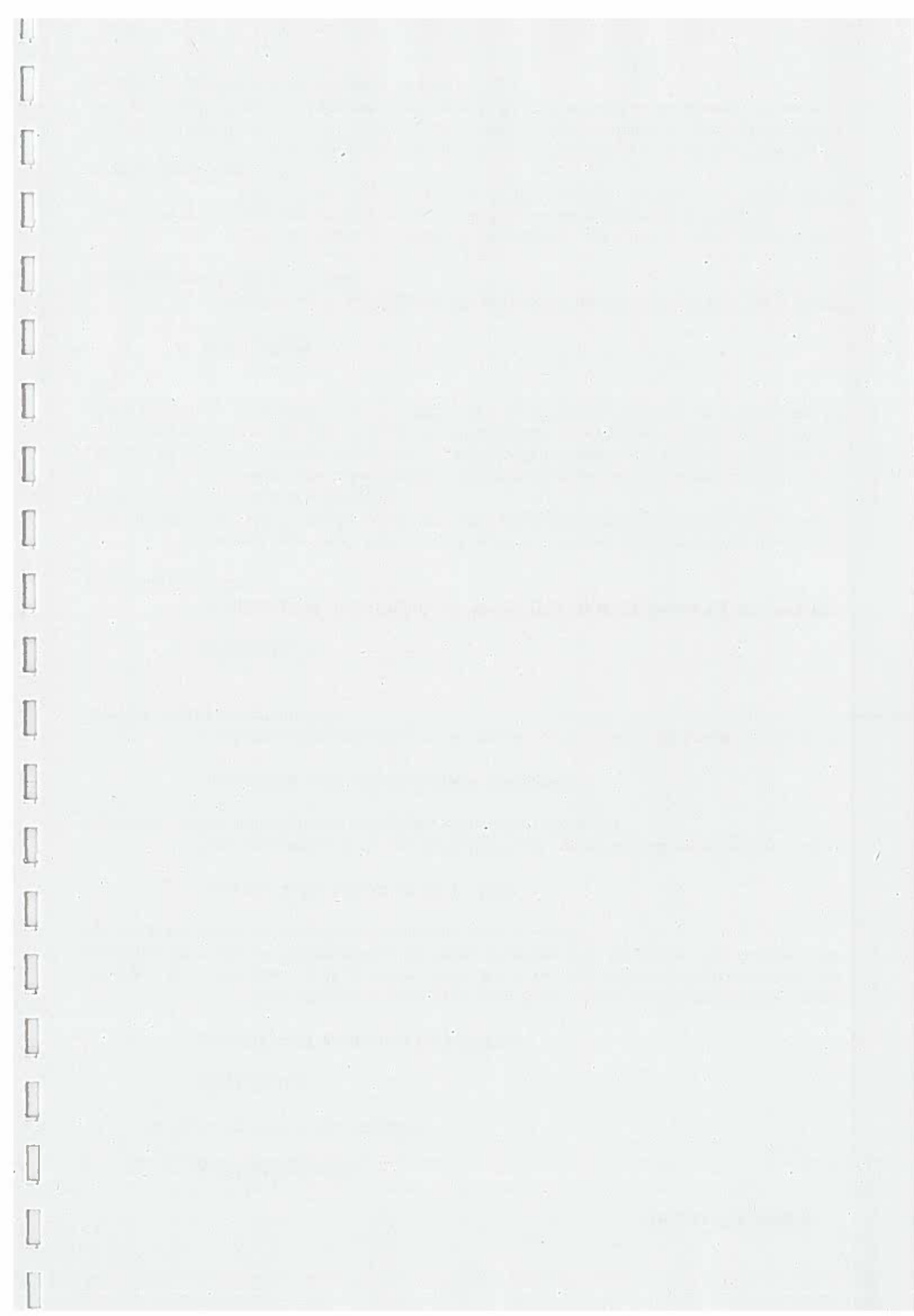
Les intéressés, après avoir pris connaissance du projet de désinscription de sites sur la commune de PAIMPOL, notent que les parcelles cadastrées section ZE n° 244 et 245 sont à l'intérieur du périmètre de désinscription. Sans s'opposer à la désinscription, ils observent toutefois que cet espace est utilisé en parking. Ils soulignent l'usage excessif de ce parking par la profession ostréicole empêchant les autres usagers de l'estran de l'utiliser ce qui apporte beaucoup de désagréments encore augmentés en saison touristique. Ils souhaitent que ce parking soit davantage réglementé pour le bon usage de tous.

- PONTRIEUX :

° courrier n° 1 en date du 28 mai 2018 de M. le Président du Conseil Départemental des Côtes d'Armor :

M. le Directeur-Adjoint du Département des Côtes d'Armor relève qu'une proposition de désinscription concerne le quartier de Kergrist sur la commune de PAIMPOL. Il souligne que ce périmètre de désinscription comporte une portion de la route départementale n° 786.

Aussi, afin de faciliter la réalisation d'éventuels aménagements routiers de sécurité, il demande de veiller au maintien, hors du site inscrit, d'une bande de terrain d'une largeur de 5 m, au Sud de la voie départementale, mesurée à partir du bord de la chaussée, sur toute la longueur du périmètre de désinscription proposé.



- **TREDARZEC :**

• courrier n° 1 de M. Jean-Claude LE MANCHEC, demeurant 12, rue Garden Kermannach à PAIMPOL : un plan et deux photographies sont annexés à ce courrier.

L'intéressé note que les parcelles 226, 225, 227, 223, 222, 221, 224, 49, 50, 51, 47, 48 et 220 sont à l'intérieur du périmètre de désinscription.

Il s'oppose à la désinscription de ces sites car celle-ci peut entraîner des modifications du P.L.U. Etant riverain de ces sites inscrits, il estime que ce projet lui apporterait, par sa proximité, des nuisances visuelles voire sonores mais surtout la dévaluation de son habitation.

Il constate également le mauvais positionnement d'un panneau de l'enquête publique. Celui-ci est placé sur la départementale 786 sur la commune de PLOUEZEC, sous le panneau d'agglomération. Or, il n'y a aucune enquête publique sur la commune de PLOUEZEC. Ce panneau mal placé donne une information erronée au public. Un second panneau de l'enquête publique se situe sur une petite aire enherbée côté ouest du site concerné. Il demande donc pourquoi avoir placé ces panneaux à l'extérieur et loin du site de désinscription et ne pas les avoir mis en évidence au milieu du site concerné au regard de tous.

• requête de M. Jean-Claude LE MANCHEC :

A l'appui de son courrier susvisé, l'intéressé tient à ajouter que le site a une grande valeur patrimoniale. Il domine la baie de PAIMPOL avec une vue sur mer de l'ensemble de la pointe de Biflot jusqu'à l'île de Bréhat et l'île de St Riom. L'ensemble de ces terrains sont classés en espaces remarquables NATURA 2000 et ZNIEFF. Il souligne qu'il serait dommage de désinscrire les parcelles citées dans son courrier en raison de la richesse de ce patrimoine.

• courrier n° 2 en date du 28 mai 2018 de M. le Président du Conseil départemental des Côtes d'Armor :

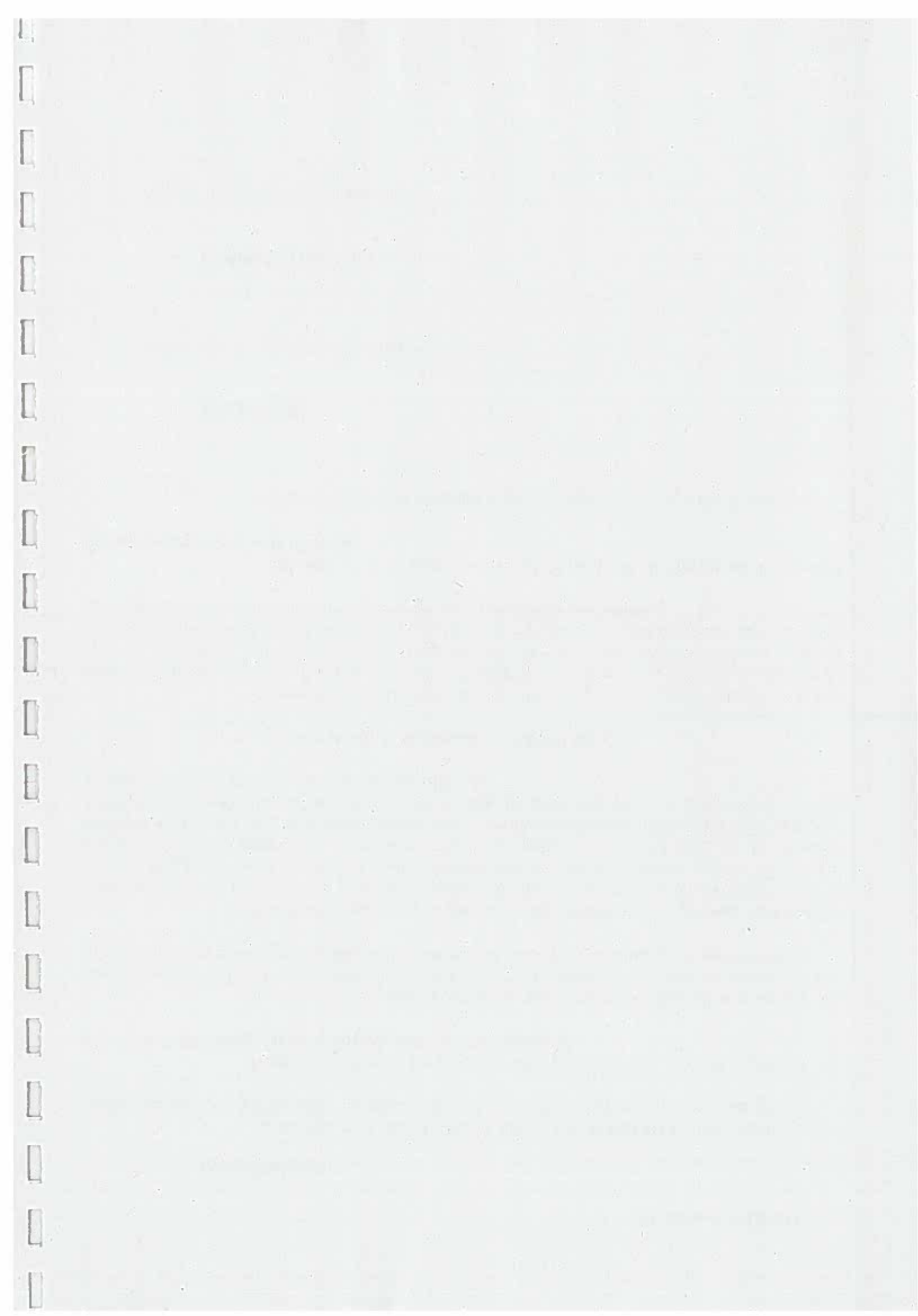
Il s'agit d'un courrier identique à celui enregistré à PONTRIEUX sous le n° 1.

- **TREGUIER :**

Aucune observation et aucun courrier.

- **POMMERIT-JAUDY :**

Aucune observation et aucun courrier.



OBSERVATIONS de la COMMISSION D'ENQUETE :

La Commission d'enquête relève que sur le rapport de présentation, la carte, page 8, localise clairement les secteurs d'étude et les sites inscrits en couleur jaune comme indiqué dans la légende. Or, sur les cartes de certaines communes concernées, la couleur jaune, référence pour les sites inscrits, n'apparaît pas sur la carte de la commune (ex : PAIMPOL, superposition de couleur avec le SPR). En outre, page 89, la carte présentée n'a pas de légende. Aussi, pour une meilleure lisibilité, la Commission d'enquête souhaite que les cartes présentées soient complétées dans le sens des observations qui précèdent avec des légendes appropriées.

3.3 – Notification du P.V. De synthèse des observations au Maire d'Ouvrage par la Commission d'enquête :

Le mardi 5 juin 2018, les membres de la Commission d'enquête ont remis à M. LABRO, (Direction des relations avec les collectivités territoriales – Bureau du développement durable), un document faisant la synthèse des observations reçues ou consignées sur les registres d'enquête ouverts dans les mairies concernées pendant l'enquête publique conjointe relative :

- à la désinscription de sites inscrits situés dans les communes de Kerbors, Lannodez, Lézardrieux, Minihy-Tréguier, Paimpol, Penvenan, Pleubian, Pleudaniel, Ploëzal, Ploubazlanec, Plougrescant, Plouguisel, Plourivo, Pontreux, Trédarzac et Tréguier.
- et à l'inscription d'un site sur la commune de Pommerit-Jaudy.

3.4 – Mémoire en réponse du Maire d'Ouvrage :

Par courrier en date du 13 juin 2018, M. Patrick SEAC'H, Directeur Régional Adjoint de la DREAL à RENNES, représentant le Maire d'Ouvrage, a adressé son mémoire en réponse à Mme la Présidente de la Commission d'enquête.

La synthèse des observations établie le 5 juin 2018 et le mémoire en réponse du Maire d'Ouvrage en date du 13 juin 2018, sont annexés au présent rapport.

ETABLI, le 25 juin 2018

La Commission d'enquête,

Marie-France GRANVILLE,

Jean-Jacques TREMEL,

Hervé NICOL

